



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Québec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 25 octobre 1952

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, October 25th, 1952

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received in time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, in view of their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates: Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
31753 — 1-52

Lettres patentes

Canada,
Province de
Québec,
[L.S.]
GASPARD FAUTEUX

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux que les présentes concerneront ou qui les verront,

SALUT,

LETTRES PATENTES

ATTENDU que la Loi des cités et villes décrète que le Lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, après l'accomplissement des formalités prescrites, le territoire d'une municipalité de village en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU que le conseil de la municipalité du village du Bassin-de-Chambly, dans le comté

Letters Patent

Canada,
Province de
Québec,
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

LETTERS PATENT

WHEREAS the Cities and Towns Act enacts that the Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, after the required formalities have been fulfilled, erect the territory of a village municipality into a Town Municipality, if it contains a population of at least two thousand souls;

WHEREAS the Council of the Municipality of the village of Chambly Basin, in the county

de Chambly, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 18 mars 1952, Nous a présenté une requête demandant que le territoire de ladite municipalité du village de Chambly, tel que décrit dans la description officielle du département des terres et forêts, en date du 19 septembre 1952, soit érigé en municipalité de ville, comprenant trois quartiers représentés par six échevins, soit deux échevins par quartier, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 15 de la loi des cités et villes (S.R.Q. 1941, ch. 233);

ATTENDU que la population de la municipalité du village de Chambly établie par le recensement fait conformément à la loi est de deux mille deux cent soixante-quinze âmes;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 994, en date du deux octobre 1952, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Le territoire actuel de la municipalité du village de Bassin-de-Chambly, comté de Chambly, dont les limites sont les suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne nord du lot originaire 6 du cadastre officiel du village de Bassin-de-Chambly avec la rive est de la rivière Montréal, de là, en référence au susdit cadastre officiel passant par les, ou partie des lignes et démarcation suivantes en continuité les unes des autres: la ligne nord des lots originaires 6, 5, 3 et 2, la dernière prolongée jusqu'à la rive ouest de l'Île au Beurre; la ligne nord du lot originaire 1 traversant l'île au Beurre et son prolongement jusqu'au milieu du bassin de Chambly; une ligne droite dans le bassin de Chambly jusqu'à l'embouchure du ruisseau du Fort; l'axe du ruisseau du Fort jusqu'à la ligne sud du lot originaire 130; la ligne sud des lots originaires 130, 123, 122, 118, 117, 115, 112, 110, 108, 107, 106 et 105; la ligne nord-ouest du lot originaire 105; une ligne joignant le coin nord-ouest du dit lot 105 au point le plus rapproché de l'axe de la rivière Montréal; le dit axe de la rivière Montréal en allant vers le nord jusqu'au prolongement de la ligne nord du lot originaire 6 et enfin ce dernier prolongement jusqu'au point de départ; lequel territoire sera érigé en municipalité de ville, sous le nom de "ville de Chambly".

La municipalité de la ville de Chambly aura trois quartiers et l'endroit de la première session générale du conseil aura lieu à l'Hôtel-de-Ville de Chambly-Bassin.

Le conseil sera composé d'un maire et de six échevins.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner son requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatorzième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province.

33436-0

JEAN BRUCHÉSI.

of Chambly, in conformity with a resolution regularly adopted at its session of March 18th. 1952, has presented Us a petition praying that the territory of said Village Municipality of Chambly as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated September 19th, 1952, be erected into a Town Municipality, comprising three wards, represented by six aldermen, namely two aldermen per ward, in conformity with the provisions of paragraph 3 of section 15, of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, chapter 233).

WHEREAS the population of the Village Municipality of Chambly, established by the census made pursuant to Law, is two thousand two hundred and seventy-five souls:

WHEREAS all the formalities prescribed by Law have been complied with;

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council expressed in an Order bearing number 994, dated October 2nd, 1952, We hereby declare that the following territory, to wit:

The actual territory of the municipality of the Village of Chambly Basin, in the county of Chambly, the limits whereof are the following to wit: starting from the point of intersection of the north line of original lot 6 of the official cadastre for the village of Chambly Basin with the eastern bank of the River Montreal; thence, with reference to said official cadastre, passing by the, or part of the following lines and demarcations, successively; the north line of original lots 6, 5, 3 and 2, the latter prolonged as far as the western shore of "l'île au Beurre;" the north line of original lot 1, running across "l'île au Beurre" and its prolongation as far as the middle of Chambly Basin; a straight line in Chambly Basin as far as the mouth of "ruisseau du Fort;" the axis of "Ruisseau du Fort" as far as the south line of original lot 130; the south line of original lots 130, 123, 122, 118, 117, 115, 112, 110, 108, 107, 106 and 105; the northwest line of the original lot 105; a line joining the northwest corner of said lot 105 to the point which is closest to the axis of the River Montreal, the said axis of the River Montreal, running north, as far as the prolongation of the north line of original lot 6 and finally, this latter prolongation to the starting point: said territory shall be erected into a Town Municipality under the name of "Town of Chambly".

The municipality of the "Town of Chambly" will have three wards and the place of the first general session will take place at the Town-Hall of Chambly Basin;

The Council shall be composed of a Mayor and six aldermen.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourteenth day of October, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-two and the first year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

33436

Under Secretary of the Province.

Albone Building Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'août 1952, constituant en corporation: Théophile Bouziane, Albert Shohet, marchands, Gregory Charlap, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de construction et d'érection, sous le nom de "Albone Building Ltd." avec un capital de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436 L. DÉSILTES.

Albone Building Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August 1952, incorporating: Théophile Bouziane, Albert Shohet, merchants, Gregory Charlap, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a building and construction company, under the name of "Albone Building Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August 1952.

L. DÉSILETS,
33436-o Deputy Attorney General.

**American Asbestos Co., Ltd
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du huitième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat, C.R. Edward Gibson, vendeur, Claude Loranger, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais, sous le nom de "American Asbestos Co., Ltd" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33426 L. DÉSILETS.

**American Asbestos Co., Ltd
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of September 1952, incorporating: Henri Crépeau, advocate, Q.C., Edward Gibson, salesman, Claude Loranger, spinster, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "American Asbestos Co., Ltd" (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the Company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September 1952.

L. DÉSILETS,
33426-o Deputy Attorney General.

Automatic Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dixième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, avocat, Thérèse Servant, Gretta Wainwright, Gabrielle Cormier, Lise Viens, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à acheter, vendre et manufacturer toutes machines ou dispositifs automatiques du genre robot, sous le nom de "Automatic Distributors Ltd.", avec un capital de \$250,000, divisé en 10,000 actions privilégiées de \$10 chacune et 15,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Automatic Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of September 1952, incorporating: Paul Galt Michaud, advocate, Thérèse Servant, Gretta Wainwright, Gabrielle Cormier, Lise Viens, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the purchase, sale, manufacturing all robot type automatic machines or devices, under the name of "Automatic Distributors Ltd.", with a capital stock of \$250,000, divided into 10,000 preferred shares of \$10 each and 15,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September 1952.

L. DÉSILETS,
33436-o Deputy Attorney General.

Bakery & Confectionery Workers' Welfare Assn. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche-lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du troisième jour de septembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Solomon Skolnick, Hyman Weiss, Frank Katz, Joe Nozetz, Sydney Levine, boulangers, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Aménager et maintenir un centre de bien-être et de récréation, sous le nom de "Bakery & Confectionery Workers' Welfare Assn. Inc."

Le montant auquel sera limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de \$60,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436 L. DÉSILETS.

Bakery & Confectionery Workers' Welfare Assn. Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRiche-lière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the third day of September 1952, incorporating without share capital: Solomon Skolnick, Hyman Weiss, Frank Katz, Joe Nozetz, Sydney Levine, bakers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To provide and maintain a welfare and recreational Centre, under the name of "Bakery & Confectionery Workers' Welfare Assn. Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited is \$60,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September 1952.

L. DÉSILETS,
33436-o Deputy Attorney General.

Barbeau, Bédard & Robert Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche-lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix septembre 1952, constituant en corporation: Laurent Barbeau, industriel, de la ville de Ste-Foy, Henri Bédard, industriel, René-B. Robert, comptable, tous deux de la ville de Beauport, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de constructeurs et entrepreneurs et spécialement d'entrepreneurs maçons et entrepreneurs plâtriers, sous le nom de "Barbeau, Bédard & Robert Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436-o L. DÉSILETS.

Barbeau, Bédard & Robert Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRiche-lière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of September, 1952, incorporating: Laurent Barbeau, industrialist, of the town of Ste-Foy, Henri Bédard, industrialist, René B. Robert, accountant, both of the town of Beauport, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate a business as builders and contractors, and specially as masons and plasterers, under the name of "Barbeau, Bédard & Robert Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436 Deputy Attorney General.

**Belvedere Petroleums Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de la province de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de septembre 1952, constituant en corporation: John Bumbray, C.R., Lovell Caverhill Carroll C.R., avocats, tous deux de ville Mont-Royal, Gaston Massie, Jean-Paul Cardinal, Marcel Lajeunesse, avocats, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais, gaz naturel, pétrole et huile et les négocier, sous le nom de

**Belvedere Petroleums Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September 1952, incorporating: John Bumbray, Q.C., Lovell Caverhill Carroll, Q.C., advocates, both of the town of Mount-Royal, Gaston Massie, Jean-Paul Cardinal, Marcel Lajeunesse, advocates, of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, natural gas, petroleum and oil, and deal with the same, under the name of "Belvedere Petro-

"Belvedere Petroleum Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436 L. DÉSILETS.

Canadian Dearborn Oil & Gas Corporation
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dixième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Lovell Caverhill Carroll, C.R. de ville Mont-Royal, Jean-Paul Cardinal, Gaston Massie, Marcel Lajeunesse, avocats, Madeleine Pépin, Denise Jalbert, Thérèse Boissy, secrétaires, tous six des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines, minerais, gaz naturels, pétroles et huiles et les négocier, sous le nom de "Canadian Dearborn Oil & Gas Corporation" (Libre de responsabilité personnelle, avec un capital de \$4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions ordinaires de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436 L. DÉSILETS.

Club Social N.D.V. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six septembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Gabriel Richard, inspecteur, René Lamontagne, marchand tailleur, Julien Roy, notaire, Marcel Piuze, épicier-boucher, Maurice Couët, ingénieur-stationnaire, Dollard Archambault, maître ferblantier, Marc Thibaudau, investigateur, Daniel Fortin, mécanicien apprenti, Marcel Contant, comptable, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

S'intéresser au progrès des organisations de loisirs dans les paroisses de l'est de la ville de Montréal, sous le nom de "Club Social N.D.V. Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$75,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le six, septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436 L. DÉSILETS.

leums Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September 1952.

L. DÉSILETS,
33436-o Deputy Attorney General.

Canadian Dearborn Oil & Gas Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of September 1952, incorporating: Lovell Caverhill Carroll, Q.C., of the town of Mount-Royal, Jean-Paul Cardinal, Gaston Massie, Marcel Lajeunesse, advocates, Madeleine Pépin, Denise Jalbert, Thérèse Boissy, secretaries, all six of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, natural gas, petroleum and oil, and deal with the same, under the name of "Canadian Dearborn Oil & Gas Corporation" (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 common shares of \$1 each.

The shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September 1952.

L. DÉSILETS,
33436-o Deputy Attorney General.

Club Social N.D.V. Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Gabriel Richard, inspector, René Lamontagne, merchant tailor, Julien Roy, notary, Marcel Piuze, grocery-butcher, Maurice Couët, stationary engineer, Dollard Archambault, master-tinsmith, Marc Thibaudau, investigator, Daniel Fortin, apprentice mechanic, Marcel Contant, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To become interested in the organization of Recreation Centres in the parishes of Montreal-East, under the name of "Club Social N.D.V. Inc."

The amount to which shall be limited the immovable property which the corporation may hold is \$75,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436 Deputy Attorney General.

Domaine du Tour Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre septembre 1952, constituant en corporation: Laurel Mauffette, comptable, de Lakeside, Jacques-Henri Viau, Armand Hildège Viau, comptables, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Domaine du Tour Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436-o L. DÉSILETS.

Domaine du Tour Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1952, incorporating: Laurel Mauffette, accountant, of Lakeside, Jacques-Henri Viau, Armand Hildège Viau, accountants, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, in all the specialties thereof, the business of a real estate company, under the name of "Domaine du Tour Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 50 common shares of \$100 each, and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436 Deputy Attorney General.

Fairview Garments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du cinquième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Jack Rudner, Joseph Mendelson, avocats, Celia Cohen, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements pour dames et enfants ainsi que des tissus textiles en général, sous le nom de "Fairview Garments Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436 L. DÉSILETS.

Fairview Garments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of September 1952, incorporating: Jack Rudner, Joseph Mendelson, advocates, Celia Cohen, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in ladies' and children's clothing and textile materials generally, under the name of "Fairview Garments Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of \$100 each and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September 1952.

L. DÉSILETS,
33436-o Deputy Attorney General.

Grillmor Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du neuvième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Maurice Mercier, avocat, Louise Héon, Gretta Wainwright, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et ou agents de grils électriques de toutes sortes ainsi que de poêles et fourneaux de cuisine, sous le nom de "Grillmor Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436 L. DÉSILETS.

Grillmor Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of September 1952, incorporating: Maurice Mercier, advocate, Louise Héon, Gretta Wainwright, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and/or agents of all types of electric grills, stoves and kitchen range, under the name of "Grillmor Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September 1952.

L. DÉSILETS,
33436-o Deputy Attorney General.

Le Comptoir Pharmaceutique Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze septembre 1952, constituant en corporation: René Laporte, médecin, Pierre Laporte, avocat, Françoise Laporte, ménagère, épouse de Pierre Laporte, et dûment autorisée par ce dernier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des produits pharmaceutiques, sous le nom de "Le Comptoir Pharmaceutique Limitée", avec un capital de \$5,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436-o L. DÉSILETS.

Le Comptoir Pharmaceutique Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1952, incorporating: René Laporte, physician, Pierre Laporte, advocate, Françoise Laporte, housewife, wife of Pierre Laporte and duly authorized by the latter, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in pharmaceutical products, under the name of "Le Comptoir Pharmaceutique Limitée", with a capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436 Deputy Attorney General.

Legendre Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq septembre 1952, constituant en corporation: Lavery Sirois, notaire, de Sillery, Évangéline Boutin, comptable, de Québec, Pauline Davignon, secrétaire, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous véhicules et comme garagiste, sous le nom de "Legendre Automobile Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le cinq septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436-o L. DÉSILETS.

Legendre Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the fifth day of September, 1952, incorporating: Lavery Sirois, notary, of Sillery, Evangeline Boutin, accountant, of Quebec, Pauline Davignon, secretary of Lauzon, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in all vehicles and to act as garage keeper, under the name of "Legendre Automobile Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436 Deputy Attorney General.

Les Élans de Sherbrooke Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix septembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Guy Tarte, agent d'assurance, Arthur Pelletier, contre-maître, Raymond Latulippe, comptable, Anatole Choquette, inspecteur, Maurice Champagne, gérant, tous de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Former une association ou club pour la récréation et l'amusement du corps et de l'esprit, sous le nom de "Les Élans de Sherbrooke, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$75,000.

Le siège social de la compagnie sera à 25 rue Montréal, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général le dix septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436-o L. DÉSILETS.

Les Élans de Sherbrooke Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the tenth day of September 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Guy Tarte, insurance agent, Arthur Pelletier, foreman, Raymond Latulippe, accountant, Anatole Choquette, inspector, Maurice Champagne, manager, all of Sherbrooke, judicial district of St-François, for the following purposes:

To form an association or club for the recreation and amusement of body and mind, under the name of "Les Élans de Sherbrooke, Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited is \$75,000.

The head office of the company will be at 25 Montreal Street, Sherbrooke, judicial district of St-François.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436 Deputy Attorney General.

**Les Entreprises d'Argenteuil Inc.
Argenteuil Entreprise Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-sept août 1952, constituant en corporation: Guy LaGarde, agent d'assurances, Gisèle Legault, secrétaire, Bernard Massicotte, optométriste, tous de Lachute, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et d'immeubles, sous le nom de "Les Entreprises d'Argenteuil Inc." — "Argenteuil Entreprise Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436-o L. DÉSILETS.

**Les Entreprises d'Argenteuil Inc.
Argenteuil Entreprise Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-seventh day of August, 1952, incorporating: Guy LaGarde, insurance agent, Gisèle Legault, secretary, Bernard Massicotte, optometrist, all of Lachute, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, and deal in real estate, under the name of "Les Entreprises d'Argenteuil Inc." — "Argenteuil Entreprise Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 250 common shares of \$100 each, and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of August, 1952.

L. DÉSILETS,
33436 Deputy Attorney General.

**Matériaux de Construction Richelieu Inc.
Richelieu Builders Supply Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du huit septembre 1952, constituant en corporation: Yvon Jasmin, Jean Drapeau, avocats, Rita Dufresne, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de matériaux de construction, sous le nom de "Matériaux de Construction Richelieu Inc." — "Richelieu Builders Supply Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes de \$1 chacune et en 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436-o L. DÉSILETS.

**Matériaux de Construction Richelieu Inc.
Richelieu Builders Supply Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighth day of September, 1952, incorporating: Yvon Jasmin, Jean Drapeau, advocates, Rita Dufresne, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate business and deal in building supplies, under the name of "Matériaux de Construction Richelieu Inc." — "Richelieu Builders Supply Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each, and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Boucherville, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436 Deputy Attorney General.

Maurice Moiriat Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du seize septembre 1952, constituant en corporation: Cordélia Leclerc, Pauline Cabana, Rita Angers, sténographes, toutes de la cité et du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de constructeurs, sous le nom de "Maurice Moiriat Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436-o L. DÉSILETS.

Maurice Moiriat Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth of September, 1952, incorporating: Cordélia Leclerc, Pauline Cabana, Rita Angers, stenographers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of builders, under the name of "Maurice Moiriat Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436 Deputy Attorney General.

Perfection Textile Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sixième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Joseph Roy Hoffman, de la cité de Montréal, Theodore H. Shapiro, de ville Mont-Royal, tous deux avocats, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises en caoutchouc, cuir, laine et tissus textiles de toutes sortes, sous le nom de "Perfection Textile Company", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436 L. DÉSILETS.

Perfection Textile Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of September 1952, incorporating: Joseph Roy Hoffman, of the city of Montreal, Theodore H. Shapiro, of the town of Mount Royal, both advocates, Ethel Yussem, secretary, spinster of the full age of majority, of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in rubber, leather, woollen goods and textile fabrics of all kinds, under the name of "Perfection Textile Company", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September 1952.

L. DÉSILETS,
33456-o Deputy Attorney General.

**R. Bouchard Transport Ltée
R. Bouchard Transport Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du cinq septembre 1952, constituant en corporation: Roland Bouchard, camionneur, Marie-Paule Massicotte, ménagère, Ernest Bouchard, rentier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de tous genres d'objets mobiliers et de l'entreposage desdits objets, sous le nom de "R. Bouchard Transport Ltée"—"R. Bouchard Transport Ltd", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 417 rue St-Pierre, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le cinq septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436-o L. DÉSILETS.

**R. Bouchard Transport Ltée
R. Bouchard Transport Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of September 1952, incorporating: Roland Bouchard, truckman, Marie Paule Massicotte, housewife, Ernest Bouchard, annuitant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the transportation of movable objects of every kind, and also the storage of said objects, under the name of "R. Bouchard Transport Ltée"—"R. Bouchard Transport Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 417 St-Pierre Street, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436 Deputy Attorney General.

Roberval Saguenay Glass Heat, Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du huit septembre 1952, constituant en corporation: Robert Cloutier, aviateur, Marguerite Moffatt Cloutier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de J.-Alfred Cloutier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes Marguerite Cloutier, sténographe, tous de la ville et du district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de systèmes de chauffage et de réfrigération, sous le nom de "Roberval Saguenay Glass Heat, Incorporated", avec un capital de \$49,900, divisé en 499 actions de \$100 chacune.

Roberval Saguenay Glass Heat, Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of September, 1952, incorporating: Robert Cloutier, aviator, Marguerite Moffatt Cloutier, housewife, wife separate as to property by marriage contract, of J. Alfred Cloutier, and duly authorized by him for the purposes hereof, Marguerite Cloutier, stenographer, all of the town and judicial district of Roberval, for the following purposes:

To carry on the business of heating systems and also of systems of refrigeration, under the name of "Roberval Saguenay Glass Heat, Incorporated", with a capital stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le huit septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436 Deputy Attorney General.

Société Colombienne de Ste-Agathe-des-Monts, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du onze septembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Émile Valiquette, boucher, Roland Loboiron, agent d'assurance, Georges Vanier, secrétaire, J.-Denis Martin, comptable agréé, tous quatre de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Former une association dans le but de promouvoir parmi ses membres un esprit paroissial, sous le nom de "Société Colombienne de Ste-Agathe-des-Monts, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le onze septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436-o L. DÉSILETS.

Société Colombienne de Ste-Agathe-des-Monts, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh of September, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Emile Valiquette, butcher, Roland Loboiron, insurance agent, Georges Vanier, secretary, J. Denis Martin, chartered accountant, all four of the town of Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To form an association for the purpose of promoting among its members a parochial spirit, under the name of "Société Colombienne, de Ste-Agathe-des-Monts, Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited is \$50,000.

The head office of the company will be at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436 Deputy Attorney General.

Super-Sew Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatrième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Ralph Grossman, de la cité d'Outremont, William Grossman, David Grossman, tous deux de la cité de Montréal, tous marchands, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines à coudre, pièces de machines à coudre ainsi que des dispositifs et accessoires électriques, sous le nom de "Super-Sew Incorporated", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4220 ouest, rue Ste-Catherine, en la cité de Westmount et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436 L. DÉSILETS.

Super-Sew Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of September 1952, incorporating: Ralph Grossman, of the city of Outremont, William Grossman, David Grossman, both of the city of Montreal, all merchants, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in sewing machines, sewing machine parts and electrical appliances and accessories under the name of "Super-Sew Incorporated", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4220, St. Catherine St. W. in the city of Westmount and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September 1952.

L. DÉSILETS,
33436-o Deputy Attorney General.

Villa Mon Foyer

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du neuf septembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Bella Emond, veuve

Villa Mon Foyer

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the ninth day of September, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Bella Emond, the unre-

non remariée de Paul Falardeau, ménagère, Marie-Paule Falardeau, fille majeure, sans profession, Marcelle Falardeau, fille majeure, sans profession, Gaston Falardeau, journalier, tous de Ste-Aurélien, district judiciaire de Beauce, René Falardeau, gérant de crédit, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Assurer la conservation et l'entretien du domaine familial des Falardeau, sous le nom de "Villa Mon Foyer".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la compagnie sera à Buckland, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436-o L. DÉSILETS.

Z. I. Diner, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dixième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Isaac Diner, gérant, Jennie Segall, ménagère, épouse de Isaac Diner, Louis Diner, avocat et Conseil en Loi de la Reine, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger un commerce de placements et de courtage et négocier des propriétés immobilières, sous le nom de "Z. I. Diner, Inc."

Le capital de la compagnie est divisé en 200 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436 L. DÉSILETS.

married widow of Paul Falardeau, housewife, Marie-Paule Falardeau, spinster, without profession, Marcelle Falardeau, spinster, without profession, Gaston Falardeau, laborer, all of Ste-Aurélien, judicial district of Beauce, René Falardeau, credit manager, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To assure the conservation and the upkeep of the Falardeau family domain, known under the name of "Villa Mon Foyer".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited is \$25,000.

The head office of the company will be at Buckland, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436 Deputy Attorney General.

Z. I. Diner, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of September 1952, incorporating: Isaac Diner, Manager, Jennie Segall, housekeeper, wife of Isaac Diner, Louis Diner, advocate and Queen's Counsel, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To conduct and investment and brokerage business and deal in immoveable property, under the name of "Z. I. Diner, Inc."

The capital stock of the company is divided into 200 shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September 1952.

L. DÉSILETS,
33436-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Beverly Apartments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deuxième jour de septembre 1952, accordant d'autres pouvoirs à la compagnie "Beverly Apartments Inc."; construire et négocier des propriétés immobilières.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436 L. DÉSILETS.

G. Chamberland Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, R.S.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 septem-

Beverly Apartments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, granting further powers to the company "Beverly Apartments Inc.": to construct and deal in immoveable property.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436-o Deputy Attorney General.

G. Chamberland Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of September 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, of the said Act, S.R.Q., 1941, chapter

bre 1952, à la compagnie "Up-to-Date Shoe Manufacturing Limited", constituée en corporation par lettres patentes du 4 décembre 1947: a) changeant son nom en celui de "G. Chamberland Inc."; b) augmentant son capital-actions de \$50,000 à \$100,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions ordinaires de \$100 et 100 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436-o L. DÉSILETS.

H. J. O'Connell, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 17 septembre 1952, à la compagnie "H. J. O'Connell, Limited", augmentant son capital-actions de \$49,000 à \$749,000; le nouveau capital divisé en 7,000 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436-o L. DÉSILETS.

Imperial Union School Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, de ladite Loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 12 septembre 1952, à la compagnie "Bolton Lumber Company Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 août 1941: a) changeant son nom en celui de "Imperial Union School Supplies Ltd."; b) accordant d'autres pouvoirs à la compagnie: manufacturer et faire le commerce de meubles et fournitures scolaires et appliqués.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436 L. DÉSILETS.

La Manufacture de Bois à Planchers, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 septembre 1952, à la compagnie "La Manufacture de Bois à Planchers, Inc.", augmentant son capital-actions de \$40,000 à \$115,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 750 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436-o L. DÉSILETS.

Mason-Neilan Regulator Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 12 septembre 1952, à la compagnie "Mason-Neilan Regulator Company Limited", augmentant son capital-actions de

276, to the company "Up-to-Date Shoe Manufacturing Limited", incorporated by letters patent on the 4th day of December, 1947: a) changing its name into that of "G. Chamberland Inc."; b) increasing its capital stock from \$50,000 to \$100,000; the additional capital stock being divided into 400 common shares of \$100 and 100 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436 Deputy Attorney General.

H. J. O'Connell, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of September, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "H. J. O'Connell, Limited", increasing its capital stock from \$49,000 to \$749,000; the new capital stock being divided into 7,000 additional preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436 Deputy Attorney General.

Imperial Union School Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of September, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Bolton Lumber Company Ltd.", incorporated by letters patent dated August 12, 1941: a) changing its name to that of "Imperial Union School Supplies Ltd."; b) granting further powers to the company: to manufacture and deal in furniture and school equipment and fixtures.

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436-o Deputy Attorney General.

La Manufacture de Bois à Planchers, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of September, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company, "La Manufacture de Bois à Planchers, Inc.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$115,000; the additional capital stock being divided into 750 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this 19th day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436 Deputy Attorney General.

Mason-Neilan Regulator Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of September, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Mason-Neilan Regulator Company Limited", increasing its capital stock from \$100,00 to \$150,

\$10,000 à \$150,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 1,400 actions ordinaires de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436-i L. DÉSILETS.

Mutual Steel and Metals Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatrième jour de septembre 1952, à la compagnie "Mutual Steel and Metals Corporation", augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$60,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436 L. DÉSILETS.

New Senator-Rouyn Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, de la dernière loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 15 septembre 1952, changeant le nom de la compagnie "Senator-Rouyn Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 5 mars 1937, en celui de "New Senator-Rouyn Limited (Libre de responsabilité personnelle).

Daté du bureau du Procureur général, le 15 septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
33436 L. DÉSILETS.

Wincraft Clothes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deuxième jour de septembre 1952 à la compagnie "Wincraft Clothes Ltd.", augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$95,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 7,500 actions privilégiées de \$10.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33436 L. DÉSILETS.

000; the additional capital stock being divided into 1,400 common shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436 Deputy Attorney General.

Mutual Steel and Metals Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of September 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Mutual Steel and Metals Corporation", increasing its capital stock from \$20,000 to \$60,000, the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, the 24th day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436-o Deputy Attorney General.

New Senator-Rouyn Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of September, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the latter Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, changing the name of "Senator-Rouyn-Limited" (No Personal Liability), a company incorporated under the Quebec Mining Companies Act by letters patent dated March 6th, 1937, into that of "New Senator-Rouyn Limited" (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436-o Deputy Attorney General.

Wincraft Clothes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Wincraft Clothes Ltd.", increasing its capital stock from \$20,000 to \$95,000; the additional capital stock being divided into 7,500 preferred shares of \$10.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33436-o Deputy Attorney General.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 22 octobre 1952 et présentés avant le 3 décembre 1952, les pétitions introductives de bills privés devront être présentés

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 22nd October, 1952, and introduced before the 3rd December, 1952, petitions for the introduction of private

tées avant le 22 novembre 1952 et reçues avant le 27 novembre 1952 et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 17 décembre 1952.

Québec, le 6 septembre 1952.

33184-37-9-0 (Signé) ANTOINE LEMIEUX, Le Greffier.

bills must be presented before the 22nd November 1952, and received before the 27th November, 1952, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 17th December, 1952.

Quebec, September 6, 1952.

33184-37-9 (Signed) ANTOINE LEMIEUX, Clerk.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Grand'Mère s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de modifier la charte de Grand'Mère relativement à ce qui suit: la création d'un fonds de roulement; le salaire du maire et celui des échevins; l'octroi des permis de construction; les cautionnements sur plaintes pour violations des règlements relatifs à la circulation; l'appellation des officiers de la Corporation; la taxation des appareils d'amusement communément appelées "tables à boules"; l'installation de compteurs de stationnement; l'octroi de permis pour les bicycles.

Grand'Mère, le 15 octobre 1952.

Les Procureurs de la Cité de Grand'Mère, 33427-42-4-o DÉSILETS et DESHAIES.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que H. Adélar Champagne, Rita Champagne, Raymonde Champagne, René Champagne et Robert Champagne, tous de la cité de Hull, district de Hull, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'annulation de l'abandon de la charte de Wellington Hotel Company et la restauration de ladite charte.

Le Procureur des requérants, 33435-42-4-o AVILA LABELLE.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que l'"Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins", une corporation politique, dûment incorporée par la Loi 21 Geo. V (1930-31) chapitre 155 et ayant son bureau principal dans le village de Sweetsburg, district de Bedford, se présentera devant la Législature de la Province de Québec, à la prochaine Session, pour la prier d'adopter une loi ayant en vue d'amender la charte dudit hôpital de la manière suivante:

- a) Pour augmenter la valeur annuelle des propriétés qu'il peut détenir d'une manière permanente;
- b) Pour faire disparaître une catégorie des membres de la corporation;
- c) Pour augmenter le nombre des gouverneurs et autoriser l'organisation d'un sous-comité des dits gouverneurs et pour créer une catégorie de gouverneurs honoraires;
- d) Pour changer le système d'élection aux assemblées des membres de la corporation;
- e) Pour amender un article de la charte relatif au nombre des gouverneurs pour la rendre conforme avec l'augmentation dudit nombre des gouverneurs;

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Grand'Mère will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of Grand'Mère concerning: the creation of a cash reserve; the salaries of the mayor and of the aldermen; the granting of construction permits; the bails on complaints for violations of circulation by-laws; the names of the officers of the Corporation; the taxations of amusement devices commonly called "ball tables"; the installation of parking meters; granting of permits for bicycles.

Grand'Mère, October 15th, 1952.

DÉSILETS and DESHAIES, 33427-42-4-o Attorneys for city of Grand'Mère.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Adélar H. Champagne, Rita Champagne, Raymonde Champagne, René Champagne et Robert Champagne, of Hull, district of Hull, Province of Quebec, will ask the Province of Quebec Legislature, at their next session, for the annulment of the surrender of the charter of Wellington Hotel Company and for the renewal of said charter.

33435-42-4-o AVILA LABELLE, Attorney for Petitioners.

NOTICE

Public notice is hereby given that the "Brome-Missisquoi-Perkins Hospital", a body corporate and politic, duly incorporated by the Act 21 George V (1930-31) Chapter 155, and having its head office and chief place of business in the Village of Sweetsburg, in the District of Bedford, will apply to the next Session of the Legislature of the Province of Quebec praying it to pass an Act with the object of amending its said Charter in the following manner, namely:

- a) To increase the annual value of the property held by it for permanent purposes;
- b) To eliminate one class of members of Corporation;
- c) To increase the number of Governors, to authorize the composition of a sub-committee thereof and to create a group of Honorary Governors;
- d) To vary the method of balloting at meetings of the members of Corporation;
- e) To amend a clause of the Charter as to numbers, in order to conform with an increase in the number of Governors;

f) Pour autoriser la corporation à émettre des obligations et d'une manière générale pour augmenter et faciliter le pouvoir d'emprunt et tous autres pouvoirs de la corporation.

Le tout sous l'autorité du bureau des gouverneurs.

Donné sous notre seing au village de Sweetsburg, le 23 septembre 1952.

Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins.

Le Président,

ERNEST FLEURY, N.P.

Le Secrétaire,

33296-40-4-o

R. F. STOCKWELL, C.R.

AVIS DE DEMANDE À LA LÉGISLATURE

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'École Catholiques de la Municipalité de la Cité de Hull s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendant la Loi de l'Instruction publique pour les fins suivantes:

1. Changer le nom de la Municipalité scolaire;
2. Autoriser les Commissaires et le Président de la Commission Scolaire à recevoir annuellement un certain montant à titre de frais de représentation et de déplacement.

Hull, le 23 septembre 1952.

Le Président,

S. SÉGUIN.

Le Secrétaire,

33308-40-4-o

LUCIEN LAVERDURE.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Ville de Windsor s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la Loi 62 Victoria, chapitre 68 et les différents statuts qui l'amendent sur les matières suivantes:

Pouvoir d'emprunter une somme n'excédant pas \$150,000.00 pour acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou industrielles; pouvoir de constituer par règlement un fond de roulement dont le capital ne devra pas dépasser \$50,000.00; droit de limiter le nombre des taxis; pouvoir de changer la date des élections; pouvoir de changer la date de la fin de l'année fiscale; pouvoir d'annexer à la Ville de Windsor des parties de terrain du Canton de Windsor bordant les limites actuelles de ladite Ville; et pour autres fins.

Sherbrooke, ce 26 septembre 1952.

Les Procureurs de la requérante,

33297-40-4-o

LEBLANC & DELORME.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de St-Marc, dans le comté de Portneuf, s'adresseront à La Législature, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever dans la municipalité à compter du 1er janvier 1953 une taxe spéciale dite taxe d'éducation n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, effets mobiliers, marchandises et autres articles de commerce quelconques et pour toutes autres fins.

Québec, le 10 octobre 1952.

Les Procureurs des pétitionnaires,

DUSSAULT, DÉSILETS

33458-43-4-o

& JOBIN,

f) To authorize the Corporation to issue bonds and generally to augment and facilitate the borrowing and other powers of the Corporation.

By authority of the Board of Governors.

Given under our hand at the Village of Sweetsburg, Que. this 23rd day of September, 1952.

Brome-Missisquoi-Perkins Hospital.

ERNEST FLEURY, N.P.,

President.

R. F. STOCKWELL, Q.C.,

33296-40-4-o

Secretary.

NOTICE OF APPLICATION TO THE LEGISLATURE

Notice is hereby given by the Commissioners of the Catholic Schools of the Municipality of the City of Hull, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the enactment of a private bill; in order:

1. to change the name of the School Board;
2. to provide annually to the payment of a certain sum to the President and School Commissioners, as costs of representation and traveling expenses.

Hull, September 23, 1952.

S. SÉGUIN,

President.

LUCIEN LAVERDURE,

33308-40-4-o

Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Windsor will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing an act amending its charter, the act 62 Victoria, ch. 68, and the various statutes amending it:

Power to borrow a sum not exceeding \$150,000.00 to acquire, construct and maintain one or more immovables to serve wholly or in part for Municipal purposes or for housing industries; power to constitute a fund to be known as the working fund whose capital shall not exceed \$50,000.00; power to regulate the number of taxis; power to change the date of the election; power to change the end of the fiscal year; power to annex to the Town parts of the Township of Windsor adjoining the limits of the said Town; and for other purposes.

Sherbrooke, this 26th of September, 1952.

LEBLANC & DELORME,

33297-40-4-o

Attorneys of petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of St. Marc, in the county of Portneuf, will apply to the Legislature at its next session for the adoption of a law permitting to the said School Commissioners to may impose and levy, from the first of January, 1953, a special tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale of purchase price, retail, of any moveables, any merchandise and any article of trade whatsoever, and for other purposes.

Quebec, October 10th, 1952.

DUSSAULT, DÉSILETS

& JOBIN,

33458-43-4-o

Attorneys for petitioners.

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'école pour la Municipalité Scolaire de Côte Saint-Luc dans le comté de Montréal Notre-Dame-de-Grâce, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session pour demander l'adoption d'une loi décrétant qu'à partir du 1er juillet 1952, toute la proportion de la taxe scolaire provenant des immeubles de la liste neutre afférente aux catholiques romains de la Municipalité Scolaire de la Côte Saint-Luc sera acquise à la Commission Scolaire de Côte Saint-Luc, nonobstant les dispositions du 2ième alinéa du paragraphe 2, de l'article 16, de la loi 15, Georges V, chapitre 45 (1925) tel que remplacé par la loi 21, Georges V, chapitre 65, section 2, pourvoyant au remboursement d'une partie de cette taxe aux Corporations qui l'ont payée, et pour autres fins.

Ville de Côte Saint-Luc, 30 septembre 1952.

Les Procureurs des pétitionnaires,
DECARY, BILODEAU & O'TOOLE.

33314-40-4-o

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of Côte Saint-Luc in the County of Montreal Notre-Dame-de-Grâce, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of an Act enacting that from the 1st of July 1952 any proportion of the School taxes derived from immovables inscribed in the neutral panel belonging to Roman Catholics of the School Municipality of Côte Saint-Luc will be paid off to the School Commissioners of Côte Saint-Luc, notwithstanding the provisions of the second paragraph, of paragraph 2, of section 16, of the Act 15, Georges V, Chapter 45, as replaced by the Act 21 Georges V, Chapter 65, section 2, providing for the reimbursement of a part of the said tax to the Corporations having paid the same, and for other purposes:

Town of Côte Saint-Luc, September 30th, 1952.

DECARY, BILODEAU & O'TOOLE,

Attorneys for petitioners.

33314-40-4-o

Avis est par la présente donné que la ville de Mont-Joli présentera à la prochaine législature de Québec une pétition introductive d'un bill privé par laquelle elle demandera à la législature de Québec de passer un bill ou loi pour amender sa charte, la loi 9 Georges VI, au paragraphe 91, tel qu'amendé à 14-15 Georges VI, chapitre 93, de la façon suivante:

1° Imposer une taxe de vente municipale de 2%;

2° Modifier dans la charte la description du territoire de la ville de Mont-Joli;

3° Obtenir des pouvoirs spéciaux pour les agents de la paix dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique;

Mont-Joli, le 1er octobre 1952.

Le Procureur des requérants,

H. AUBIN DUSSAULT.

33321-40-4-o

Notice is hereby given that the Town of Mont-Joli will apply to the Legislature of Quebec, at its next session by a petition introducing a private bill whereby it will request from the Legislature of Quebec the passing of a Bill or Act to amend its charter, the act 9, Georges VI, chapter 91, as amended in 14-15 Georges VI, chapter 93, as follows:

1. To impose a sale tax of two percent in the limits of the City;

2. To amend, in the Charter, the description of the territory of the City of Mont-Joli;

3. To obtain special powers for the police officer in cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic or public safety.

Mont-Joli, October 1st, 1952.

H. AUBIN DUSSAULT,

Attorney for the petitioners.

33321-40-4-o

AVIS

Le soussigné donne avis que Jean Robert Miquelon, notaire, de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session pour obtenir la passation d'un projet de Loi l'autorisant à pratiquer la profession de notariat, malgré que toutes ses années de cléricature ne soient pas terminées.

L'Agent de la pétitionnaire,

PAUL MIQUELON.

33346-41-4-o

NOTICE

The undersigned gives notice that Jean Robert Miquelon, Notary Public, of Montreal, will present a Bill to the Quebec Legislature, at its next session. The object of the Bill being to permit the Petitioner to practice as Notary Public, notwithstanding that he has not fulfilled the whole period of clerical service required by Law.

PAUL MIQUELON,

Agent for the Petitioner.

33346-41-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné par la Ville de Laval Ouest qu'elle s'adressera à la législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes:

1° Établissement d'un service de transport et autorisation à dépenser le montant nécessaire à cette fin;

2° Règlement concernant le couvre feu;

3° Nomination d'un Directeur des Services;

4° Règlementation du nombre des restaurants ambulants;

5° Limiter le nombre des taxis dans la municipalité;

6° Création d'un fonds de roulement au montant de \$30,000;

7° Agrandissement de la plage dans le quartier Ouest;

NOTICE

Notice is hereby given by the Town of Laval West, that it will apply to the provincial legislature at its next session, to obtain certain amendments to its charter on the following matters:

1. Establishment of a transportation service and authorization to spend the necessary amount for this purpose;

2. By-law concerning the curfew;

3. Nomination of a Director of Services;

4. To regulate the number of streets restaurants;

5. Restriction of the number of taxis;

6. Establishment of a working capital to the amount of \$30,000;

7. Enlargement of the beach in the West Ward;

8° Établissement de terrains de jeux et de courts de tennis;

9° Décréter, par règlement, l'interdiction de la vente des liqueurs alcooliques, bières et vins, sur toutes les plages dans les limites de la Ville, et cela dans un rayon de 500 pieds;

10° Décréter, par règlement, que les lots 200 à 233 du lot originaire 187 soient commercialisés; et

11° Droit d'emprunter un montant de \$35,000 dont \$20,000 pour l'aménagement de terrains de jeux, \$10,000 pour l'aménagement du chalet du club, et \$5,000 pour la construction d'un restaurant sur les lots 200 à 233 du lot originaire 187.

Montréal, 3 octobre 1952.

L'Aviseur légal de la Ville de Laval Ouest,
33347-41-4-o FRS. FAUTEUX.

8. Establishment of playgrounds and tennis courts;

9. To regulate the prohibition of alcoholic liquors, beer and wine, on all the beaches within the limit of the municipality, and this within a radius of 500 feet;

10. To pass a by-law establishing that lots 200 to 233 of originary lot 187 be commercialized; and

11. Power to borrow an amount of \$35,000 for playgrounds, clubhouse and construction of a restaurant on lots 200 to 233 of originary lot 187.

Montreal, October 3, 1952.

33347-41-4-o FRS. FAUTEUX,
Attorney for the town of Laval West.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la "Municipalité du Village de Pointe-Calumet" s'adressera à la législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour demander:

a) l'incorporation de certains terrains faisant partie du territoire de la Municipalité de St. Joseph du Lac;

b) la répartition de l'actif et du passif entre la Municipalité de St. Joseph du Lac et la "Municipalité du Village de Pointe-Calumet".

c) l'autorisation d'établir le siège du conseil.

d) la fixation de la date des élections et de la mise en nomination;

e) la formation d'un conseil;

f) le pouvoir de faire, amender ou abroger certains règlements;

g) l'autorisation d'emprunter pour fins d'organisation de la municipalité;

h) l'organisation d'un corps de policiers ou de constables et pouvoirs à eux conférés; et

i) la fixation des dates pour l'approbation des règlements par les électeurs.

Montréal, 2 octobre 1952.

Le Procureur de la "Municipalité du Village de Pointe-Calumet",
33348-41-4-o FRS. FAUTEUX.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Commission des Écoles Catholiques de Québec s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi:

a) Octroyant à la dite Commission un pouvoir d'emprunt n'excédant pas un million cinq cent mille dollars pour l'acquisition de terrain, la construction et l'ameublement d'écoles dans la partie nord des paroisses actuelles de St-Pascal de Maizerets et St-Fidèle, et dans la paroisse de Ste-Claire d'Assise;

b) Prolongeant pendant cinq ans l'application des dispositions de l'article 6 de la loi 14 Georges VI, chapitre 78 (taxe d'éducation) modifiant la distribution et le partage de la dite taxe d'éducation pour augmenter la part de la dite Commission, et clarifiant certaines dispositions de la dite loi 14 Georges VI, chapitre 78, article 6;

c) Accordant à la dite Commission le pouvoir de créer et d'établir à même les fonds généraux de la Commission un fonds de retraite pour le personnel administratif et les ouvriers réguliers de la Commission, avec telles conditions et stipulations que la Commission peut déterminer et obligeant ledit personnel administratif et ouvriers réguliers à contribuer à ce fonds, à

NOTICE

Notice is hereby given that the "Municipality of the Village of Pointe-Calumet" will apply to the provincial legislature at its next session, to ask:

a) the incorporation of certain lots of land forming part of the territory of the Municipality of St. Joseph du Lac;

b) the division of the actif and the passif between the Municipality of St. Joseph du Lac and the "Municipality of the Village of Pointe-Calumet";

c) the authorization to establish the place of the meeting of the council;

d) the fixing of the date of the elections and the nomination of the candidates;

e) the formation of the council;

f) the authorization to make, amend or abrogate certain by-laws;

g) the authorization to borrow money for the organization of the municipality;

h) the organisation of polices forces; and

i) the fixing of dates for approval of by-laws by the electors.

Montreal, October 2, 1952.

FRS. FAUTEUX,
Attorney of the "Municipality of the Village of Pointe-Calumet".

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Catholic School Commission of Quebec shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, praying for the adoption of an act:

a) Granting to the said Commission a borrowing power not exceeding one million five hundred dollars for the acquisition of land, the construction and furnishings of schools in the northern part of the present parishes of St-Pascal de Maizerets and of St-Fidèle, and in the parish of Ste-Claire d'Assise;

b) Extending during five years the application of the provisions of section 6 of the act 14 George VI, chapter 78 (education tax); amending the distribution and division of the said education tax so as to increase the portion of the said Commission, and clarifying certain provisions of the said act 14 George VI, chapter 78;

c) Granting to the said Commission the power to institute and establish, out of the general funds of the Commission, a pension fund for the administrative staff and regular workmen of the Commission, upon such conditions and stipulations as the Commission may determine, and obliging the said administrative staff and regular workmen to contribute to such fund, out of their

même leur salaire, dans les proportions fixées par la Commission;

d) Accordant à la dite Commission le pouvoir d'établir, à sa discrétion, un système d'assurance-groupe pour le bénéfice de son personnel enseignant laïque et de ses ouvriers réguliers; et pour autres fins.

Québec, le 4 octobre 1952.

Le Procureur de la pétitionnaire,
33353-41-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

salaries, in the proportions determined by the Commission;

d) Granting to the said commission the power to institute, in its discretion, a group insurance system for the benefit of its laymen teaching staff and its regular workmen; and for other purposes.

Québec, October 4th, 1952.

VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,
33353-41-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS LÉGAL

Avis est par les présentes donné que "Les École Ménagères Provinciales" s'adresseront à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour demander que leur charte connue comme la Cédule "E" de la Loi 6 Édouard VII, chapitre 93, soit modifié de manière à changer le nom de la Corporation en celui de "L'École Ménagère de Montréal", à être autorisée à faire des conventions de nature pédagogique, financière ou administrative avec le Département de l'Instruction Publique, à autoriser le Surintendant de l'Instruction Publique à émettre des diplômes permettant d'enseigner les sciences ménagères dans les écoles publiques de la Province aux élèves qui ont passé avec succès les examens et obtenu leur diplôme de la Corporation des "Écoles Ménagères Provinciales", et pour autres fins se rapportant aux objets ci-dessus.

Montréal, 6 octobre 1952.

Les Procureurs de la Requérente,
33360-41-4-o VANIER & VANIER.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Dame Eliette Fontaine, domiciliée à Saint-Henri, Comté Lévis, veuve de feu Sieur Henri Fortier, agissant en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, Raymond & Yolande Fortier, et Gérard Fortier, boulanger, domicilié à Saint-Henri, Comté Lévis, agissant tant personnellement qu'en sa qualité de subrogé-tuteur desdits mineurs, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'annuler une clause du testament de feu Henri Fortier, de son vivant, boulanger, de Saint-Henri, Comté Lévis, stipulant que les enfants qui ne sont pas mariés ne retireront leur part d'héritage qu'à leur mariage.

Québec, 6 octobre 1952.

Le Procureur des pétitionnaires,
33365-41-4-o ROGER GOSSELIN, Avocat.

Avis public est, par les présentes, donné que Gaspé Copper Mines Limited, compagnie ayant son bureau-chef à Noranda, C. Earle Anderson, ingénieur des mines, Joseph H. Stovel, ingénieur des mines, Bertram C. Rochester, ingénieur-électricien, Sidney D. Cooke, comptable, Cecil J. Drummond, secrétaire, tous demeurant à Noranda, comté de Rouyn-Noranda, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant en une municipalité de ville un certain territoire du canton de Holland, comté de Gaspé-Nord, sous le nom de ville de "Murdochville".

Québec, le 9 octobre 1952.

Le Procureur des requérants,
33378-41-4-o FRÉDÉRIC HÉBERT, N.P.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that "Les Écoles Ménagères Provinciales" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, and ask that its charter contained in the Statute 6 Edward VII, chapter 93, be modified in order to change its corporate name to "L'École Ménagère de Montréal", to be empowered to make agreements with the Department of Education, to empower the Superintendent of Education to issue diplomas authorizing the teaching of domestic science in the Public Schools of the Province of Quebec in favour of the students who have passed their examinations with success and obtained their diploma from Les Écoles Ménagères Provinciales, and for other purposes with respect to the above objects.

Montreal, October 6th, 1952.

VANIER & VANIER,
33360-41-4-o Solicitors for Applicant.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Mrs. Eliette Fontaine domiciled in Saint Henri, Lévis, widow of the late Henri Fortier, acting in her capacity as tutor to her minor children Raymond and Yolande Fortier, and Gérard Fortier, baker, domiciled in Saint Henri, Lévis, acting personally and in his capacity as subrogate tutor to the said minors, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to ask for the adoption of an act, to annul a clause of the will of the late Henri Fortier, in his lifetime baker of Saint Henri, Lévis, which stipulates that unmarried children will not withdraw their share of the Estate until they are married.

Québec, October 6th, 1952.

ROGER GOSSELIN, Lawyer,
33365-41-4-o Attorney for the petitioners.

Public notice is hereby given that Gaspé Cooper Mines Limited, a company having its head office at Noranda, C. Earle Anderson, mining engineer, Joseph H. Stovel, mining engineer, Bertram C. Rochester, electric engineer, Sidney D. Cooke, accountant, Cecil J. Drummond, secretary, all residing at Noranda, county of Rouyn-Noranda, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, incorporating into a Town Municipality, a certain territory of the township of Holland, county of Gaspé-North, under the name of "Town of Murdochville".

Québec, October 9, 1952.

FRÉDÉRIC HÉBERT, N.P.,
33378-41-4 Attorney for the Petitioners.

AVIS DE PRÉSENTATION
D'UN BILL PRIVÉ

Le soussigné donne avis qu'un Bill Privé sera présenté au cours de la présente session de la Législature de Québec par Ludwik Rabcewicz Zubkowski de la cité d'Outremont, dans le but d'être admis à l'exercice de la profession d'avocat dans la Province de Québec.

Montréal, le 6 octobre 1952.

LUDWIK RABCEWICZ ZUBKOWSKI.

33354-41-4-o

CITÉ DU CAP DE LA MADELEINE

Avis est par les présentes donné, que la Corporation de la Cité du Cap-de-la-Madeleine, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes :

1° Pour confirmer et ratifier l'entente intervenue entre la Cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le Comté de Champlain et la Compagnie Boréal Rare Metals Limited, établissant une évaluation imposable fixe.

2° Pour rescinder, amender ou annuler à toutes fins que de droit, l'article 2, modifiant l'article 429 de la loi des Cités et Villes, du Cap-de-la-Madeleine, Chapitre 57, 8 Geo. 6, 1944.

3° Pour ratifier des pensions accordées à certains employés, mis à leur retraite pour âge ou maladie.

4° Pour autoriser la création d'un fond de pension et un fond d'assurance contre la maladie, la mort, les accidents, dont la Cité peut être tenue responsable.

5° Pour toutes autres fins.

Donné au Cap-de-la-Madeleine, ce Sième jour du mois d'octobre 1952.

Le Maire,
ROMÉO MORISSETTE.
Le Greffier Pro. Tem.,
ARTHUR BEAUDIN.

33375-41-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que Mesdemoiselles Alice Taschereau, Agnès Flanagan, Rose Cléroux, des cité et district de Montréal et Mesdemoiselles Marie-Anne Riopelle, Claudine Laferrière et Yvonne Godbout, des cité et district de Québec, s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi incorporant "La Protection de la Jeunesse Féminine" avec pouvoirs de fonder et maintenir des foyers, des maisons defamille, diriger et organiser diverses œuvres de protection et d'éducation, dans le but d'aider à la protection et à la réhabilitation des jeunes filles et autres déshérités et pour autoriser cette corporation à assister financièrement diverses œuvres affiliées ou connexes et a recevoir de telles œuvres pareille assistance financière et autres fins. La loi décrira les pouvoirs de la corporation et pourvoira au mode d'administration et aux pouvoirs de la corporation de posséder et d'aliéner des immeubles.

Montréal, 10 octobre 1952.

Les Procureurs des pétitionnaires,
BADEAUX, FILION & BADEAUX.

33397-42-4-o

NOTICE OF THE PRESENTATION OF A
PRIVATE BILL

The undersigned gives notice that a private bill will be presented in the course of the present session of the Quebec Legislature, by Ludwik Rabcewicz Zubkowski, of the city of Outremont, for the purpose of being admitted to the practice of the profession of advocate in the Province of Quebec.

Montreal, October 6, 1952.

LUDWIK RABCEWICZ SUBKOWSKI.

33354-41-4

CITY OF CAP DE LA MADELEINE

Notice is hereby given that the corporation of the city of Cap-de-la-Madeleine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to secure the passing of a Special Act, for the following purposes:

1. to confirm and ratify the agreement inter-vened between the city of Cap-de-la-Madeleine in the county of Champlain, and the company Boreal Rare Metals Limited, establishing a fixed taxable valuation.

2. To rescind, amend or annul for all lawful purposes, article 2, amending article 429 of the Cities and Towns Act, of Cap-de-la-Madeleine, chapter 57, 8 George VI 1944.

3. To ratify the pensions granted to certain employees, superannuated owing to age or illness.

4. To authorize the creation of a pension fund and an insurance fund against illness, death, accidents, for which the City may be held responsible.

5. And for any other purposes.

Given at Cap-de-la-Madeleine, this eighth day of the month of October, 1952.

ROMÉO MORISSETTE,
Mayor.
ARTHUR BEAUDIN,
Clerk Pro. Tem.

33375-41-4

NOTICE

Notice is hereby given by Misses Alice Taschereau, Agnes Flanagan, Rose Cléroux, of the city and District of Montreal and Misses Marie-Anne Riopelle, Claudine Laferrière and Yvonne Godbout, of the City and District of Quebec, that they will apply to the Provincial Legislature, at its next session for the passing of an act incorporating "La Protection de la Jeunesse Féminine", with powers to establish and maintain homes and residences for young women; to administer and organise miscellaneous protection and education works for the purpose of helping towards the welfare and rehabilitation of young women and other outcasts and to authorize said corporation to assist financially other affiliated and connected works and to receive from same such financial assistance and for other purposes. The Act will describe the powers of the corporation and will provide for the mode of administration and powers of the corporation to possess and alienate immoveables.

Montreal, October 10th, 1952.

BADEAUX, FILION & BADEAUX,
Attorneys for Petitioners.

33397-42-4-o

AVIS DE PÉTITION

NOTICE OF PETITION

Avis est par les présentes donné que la cité de Rivière-du-Loup demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 1, Geo. V, ch. 56, modifiée par les lois IX Geo. V, ch. 100,—13, Geo. VI, ch. 87,—14 Geo. VI, ch. 95 et 15-16 Geo. VI, ch. 79, aux fins suivantes :

Notice is hereby given that the city of Rivière-du-Loup will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for passing of an Act amending its charter, the Act 1, George V, ch. 56, amended by the Acts IX George V, chapter 100,—13 Geo. VI, chap 87, 14 George VI, ch. 95 and 15-16 Geo. VI ch. 79 for the following purposes:

1° Pour abroger le règlement de construction actuellement en vigueur et le remplacer par un autre:

1. To abrogate the construction By-law, actually in force, and replace it by another one.

2° Pour ratifier un arrangement avec la "Manufacture de Meubles de Rivière-du-Loup Inc.", fixant à cinq cents dollars (\$500.) pendant une période de dix ans les taxes annuelles payables par cette compagnie à la Cité.

2. To ratify an agreement with the "Manufacture de Meubles de Rivière-du-Loup Inc.", fixing at five hundred dollars (\$500) for a period of ten years, the annual taxes payable by said company to the City.

3° Pour permettre à la Cité de faire des règlements concernant les tavernes, grills, buvettes et autres débits de boisson; fixer l'heure de la fermeture de ces établissements, et pour défendre à certaines catégories de personnes d'y pénétrer;

3. To allow the City to enact by-laws concerning taverns, grills, bars, and other drinking places; to fix the closing hour of such establishments and to prohibit the entrance therein to certain classes of people;

4° Pour modifier le règlement Numéro 210 de la Cité en abrogeant le sous-paragraphe (a) du paragraphe 1 du chapitre 2 et tout le chapitre 3 dudit règlement se rapportant à un fonds de roulement de \$100,000.00.

4. To amend By-law number 210 of the City, cancelling sub-paragraph (a) of paragraph 1 of chapter 2, and the whole of chapter 3, of said By-law, in connection with the working fund of \$100,000.00.

Rivière-du-Loup, ce huitième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-deux.

Rivière-du-Loup, this eighth day of October, 1952.

Les Procureurs de la Cité
de Rivière-du-Loup,
LOUIS DUGAL,
JEAN-PAUL BÉRUBÉ.

LOUIS DUGAL,
JEAN-PAUL BÉRUBÉ,
Attorneys for the City
of Rivière-du-Loup.

33376-41-4-0

33376-41-4

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis est par les présentes donné que A. Jarjour, S. Cassar, B. Batrie, J. Therrian, C. Haddad, N. Komery, A. Haddad, J. Komery, G. Yakehi, A. Zaor, T. Hendy, I. Batrie, D. Komery, V. Cassar, G. Cassar, J. Batrie, A. Komery et N. Harron tous commerçants de Sherbrooke, East-Angus, Weedon ou Lac Mégantic s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi les constituant en corporation eux, et les autres membres qui professent la même foi et qui sont de la même communion religieuse, sous le nom de L'Eglise Syrienne Orthodoxe Apostolique d'Antioche", avec les pouvoirs des autres sociétés religieuses tel que tenir les régistres de l'état civil, répandre la doctrine et les croyances de la communion religieuse, pouvoirs corporatifs, maintien des écoles, entretien de cimetières, etc., Le Siège social de ladite corporation sera dans la cité de Sherbrooke.

Public notice is hereby given that A. Jarjour, S. Cassar, B. Batrie, J. Therrian, C. Haddad, N. Komery, A. Haddad, J. Komery, G. Yakehi, A. Zaor, T. Hendy, L. Batrie, D. Komery, V. Cassar, G. Cassar, J. Batrie, A. Komery, and N. Harron, all traders of Sherbrooke, East-Angus, Weedon, or Lake Megantic, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, to incorporate them and the other members who profess the same faith and who belong to the same religious community, under the name of "L'Eglise Syrienne Orthodoxe Apostolique d'Antioche", with the powers of other religious societies, such as keeping records of civil status, the spreading of the doctrine and beliefs of the religious community, corporate powers, maintenance of schools, maintenance of cemeteries, etc. The head office of said corporation will be in the city of Sherbrooke.

Lac Mégantic, 7 octobre 1952.

Lake Megantic, October 7, 1952.

L'Avocat des Pétitionnaires,
BARTHÉLÉMY DURAND.

BARTHÉLÉMY DURAND,
Attorneys for the Petitioners.

33398-42-4-0

33398-42-4

AVIS LÉGAL

LEGAL NOTICE

Avis est par les présentes donné que la Ville Mont-Royal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi afin d'autoriser la Ville à disposer du lot numéro 623-1541 de la paroisse de St-Laurent, nonobstant la condition contenue dans l'acte de vente dudit lot de la compagnie "Canadian Northern Montreal Land Company Limited", à la Ville daté du 2 août 1917, et passé devant Mtre E.-R. Décary, N.P., lequel acte stipulant qu'elle doit utiliser ledit lot pour

Notice is hereby given that the Town of Mount Royal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the Town to dispose of lot number 623-1541 Parish of St. Laurent notwithstanding the condition contained in the Deed of Sale of the said lot from the "Canadian Northern Montreal Land Company Limited", to the Town dated August 2nd, 1917 before E.-R. Decary, N.P. that the Town shall use the said lot for the opening and maintenance of streets

l'ouverture et l'entretien de rues seulement, et amender le règlement d'emprunt de la Ville N° 296, concernant les taxes spéciales imposées en vertu de ce dernier règlement pour pourvoir au paiement des obligations émises relativement à cet emprunt, de manière à ce qu'une portion des fonds, devant être dérivés des taxes spéciales sur les propriétés aboutissant à certaines rues, sera plutôt dérivée des taxes spéciales sur toutes les propriétés immobilières imposables de la Ville suivant leur valeur.

Mont-Royal, 10 octobre 1952.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,
33399-42-4 CHISHOLM, SMITH & DAVIS.

only, and to amend the Town's Loan By-law No. 296 in respect of the special taxes thereby imposed to provide for the payment of the bonds issued thereunder, so that a portion of the funds to be derived from special taxes upon properties abutting on certain streets shall instead be derived from special taxes upon all taxable immovable properties of the Town according to their value.

Mount Royal, October 10th, 1952.

SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,
CHISHOLM, SMITH & DAVIS,
33399-42-4-o Attorneys for Petitioner.

Canada, Province de Québec, District de Québec

AVIS PUBLIC

Avis public est donné par les présentes que: La Corporation de la Ville des Sept-Iles, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Sept-Iles, comté de Saguenay, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session ou à toute autre session subséquente pour obtenir la passation d'une loi modifiant la loi XIV-XV, Geo. VI, chapitre 69, l'érigeant en corporation.

Les modifications demandées concerneront entre autres le droit d'établir une taxe de vente ainsi qu'une taxe personnelle; le pouvoir d'adopter des règlements pour déterminer le zonage de la municipalité et pour la nomination d'un gérant avec pouvoirs spéciaux ainsi que pour l'organisation d'une Cour du Recorder.

La ville de Sept-Iles demandera aussi le pouvoir de déterminer l'évaluation municipale des propriétés de la compagnie "Iron Ore Company of Canada."

Québec, 10 octobre 1952.

L'Agent de la Pétitionnaire,
FRÉDÉRIC DORION, C.R.,
33400-42-4-o

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Sept-Iles, a corporation legally incorporated, having its head office at Sept-Iles, county of Saguenay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, or at any other subsequent session, for the passing of an Act, amending the Act XIV-XV Geo. VI, chapter 69, erecting it into a corporation.

The amendments applied for will concern, amongst others, the right to establish a sales tax and also a personal tax; the power of a adopting by-laws to determine the zoning in the municipality and for the appointment of a manager, with special powers and also for the organization of a Recorder's Court.

The town of Sept-Iles will also apply for power to determine the municipal valuation of the properties of the company "Iron Ore Company of Canada".

Québec, October 10, 1952.

FRÉDÉRIC DORION, Q.C.,
Agent for the Petitioners.
33400-42-4

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité scolaire du Village St-Charles, comté de Joliette, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever dans la municipalité une taxe spéciale dite taxe d'éducation n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, marchandises et autres articles de commerce quelconques, et pour toutes autres fins.

Joliette, le 10 octobre 1952.

Le Procureur des pétitionnaires,
C.-E. HÉTU,
33401-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of the Village of St. Charles, County of Joliette, will apply to the Legislature, at its next session for the adoption of an Act permitting to the said School Commissioners to impose and levy in the municipality a special tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale price of any movable effects, merchandise and all articles of trade whatsoever, and for all other purposes.

Joliette, October 10th, 1952.

C. E. HÉTU,
Attorney for petitioners.
33401-42-4-o

AVIS PUBLIC

Arthur Holmes, comptable, Carl Reed, opérateur, Thomas Hilliard, gérant, Eric McWilliam, gérant, Leslie H. Millar, directeur-gérant; tous de la cité de Drummondville, représentant la Corporation de l'Église Anglicane St. George de ladite cité de Drummondville; et Clifford Hargreaves, gérant, Herschel French, gérant de département, William R. Prentice, ingénieur; tous de ladite cité de Drummondville, représentant la Corporation de l'Église Unie du Canada de la dite cité de Drummondville; et Clarence Crook, expéditeur, de ladite Cité de Drummondville, représentant la Corporation de l'Église

PUBLIC NOTICE

Arthur Holmes, Esq., accountant, Carl Reed, Esq., operator, Thomas Hilliard, Esq., manager, Eric McWilliam, manager, Leslie H. Millard, managing director; all of the City of Drummondville in the District of Arthabaska and the Province of Quebec, representing the Corporation of St. George's Anglican Church of the said City of Drummondville; and Clifford Hargreaves, manager, Herschel French, Department Manager, William R. Prentice, engineer; all of the said City of Drummondville, representing the Corporation of the United Church of Canada of the said City of Drummondville; and, Clarence

Baptiste de ladite Cité de Drummondville donnent avis qu'ils s'adresseront à la prochaine session de la Législature de Québec, demandant à cette dernière de passer une loi, constituant en corporation les requérants et tous ceux qui dans l'avenir en deviendront membres sous le nom de "Drummondville Protestant Cemetery Company Incorporated", et autorisant la dite compagnie.

a) à acquérir le cimetière actuel appartenant à la Corporation de l'Église Anglicane St. George à Drummondville, Québec, et celui appartenant à la Corporation de l'Église Unie du Canada, à Drummondville, Québec.

b) à acquérir tous autres terrains ou cimetières par tous les moyens réputés légaux.

c) à passer des règlements, ordonnances et règles pour le maintien et l'entretien de tels cimetières et pour tous autres objets qui peuvent sembler nécessaires à la bonne administration et à la poursuite des fins pour lesquelles la compagnie a été formée.

d) à obtenir des fonds par la vente d'actions, celle de lots ou terrains, par la perception des cotisations des membres, et par tous autres moyens réputés légaux.

e) à recevoir des dons, legs ou donations, destinés à promouvoir l'usage, le maintien, l'amélioration et l'exploitation des cimetières.

Le Procureur des requérants,
33402-42-4-o ROGER SÉGUIN.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA
CITÉ DE RIVIÈRE-DU-LOUP

AVIS DE PÉTITION

Avis est donné par les présentes que les "Commissaires d'Écoles de la Municipalité scolaire de la cité de Rivière-du-Loup", demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Pour ratifier un arrangement avec "La Manufacture de meubles Rivière-du-Loup Inc.", fixant à cinq cents dollars (\$500.00) pendant une période de dix ans les taxes annuelles payables par cette compagnie.

Rivière-du-Loup, ce 8e jour d'octobre 1952.
Le Procureur des Commissaires d'Écoles,
de la municipalité de la cité,
de Rivière-du-Loup.
33403-42-4-o HORACE CIMON.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi aux fins suivantes:

a) Pour prolonger le pouvoir accordé par la Loi 14 George VI, chapitre 85 à la Commission des écoles catholiques de la cité des Trois-Rivières de décréter, imposer et percevoir l'impôt spécial de 1% (taxe de vente);

b) pour modifier le mode de distribution de cet impôt;

c) pour modifier la loi électorale touchant les Commissaires d'Écoles;

d) et pour toutes autres fins;

Trois-Rivières, le 10 octobre 1952.
Le Président,
ROLAND LEROUX.
Le Secrétaire-Trésorier,
J. U. GRÉGOIRE.
33405-42-4-o

Crook, shipper, of the said City of Drummondville, representing the Corporation of the Baptist Church of said City of Drummondville give notice that they will present a bill at the next session at the Provincial Legislature praying the Honorable Houses to pass an act constituting the Petitioners and whose who may become members thereof a Corporation under the name of "Drummondville Protestant Cemetery Company Incorporated", and authorizing the said company:

a) To acquire the present cemetery properties belonging to the Corporation of St. George's Anglican Church at Drummondville, Quebec, and the Corporation of the United Church of Canada at Drummondville, Quebec.

b) To acquire other lands and cemeteries by any legal means of acquisition whatsoever.

c) To pass by-laws, rules and regulations for the maintenance and upkeep of the said cemetery property and other matters which may be necessary for the proper carrying out of the objects of the Corporation.

d) To raise money by the sale of shares and of lots and collection of membership dues and other lawful means.

e) To receive money by gift or bequest for the use, maintenance and management of the cemetery property.

ROGER SÉGUIN,
33402-42-4-o Attorney for petitioners.

THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE
MUNICIPALITY OF THE CITY
OF RIVIÈRE-DU-LOUP

NOTICE OF PETITION

Notice is hereby given that the "School Commissioners of the Municipality of the City of Rivière-du-Loup", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes:

1. To ratify an agreement with "La Manufacture de meubles Rivière-du-Loup Inc.", for a commutation of taxes fixing for ten years at five hundred dollars (\$500.00) the school taxes payable annually by the said company.

Rivière-du-Loup, this 8th day of October, 1952.
HORACE CIMON,
Attorney for the School Commissioners,
of the Municipality of the City,
of Rivière-du-Loup.
33403-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Catholic School Commission of Trois-Rivières, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, for the following purposes:

a) To prolong the power granted by the Act 14 George VI, chapter 85 to the Catholic School Commission of the City of Trois-Rivières, to enact, levy and collect a special tax of 1% (sales tax);

b) to modify the mode of distribution of said tax;

c) To amend the Election Act, respecting the School Commissioners.

d) And for other purposes.

Trois-Rivières, October 10, 1952.
ROLAND LEROUX,
President.
J. U. GRÉGOIRE,
Secretary-Treasurer.
33405-42-4

Canada, Province de Québec,
District d'Arthabaska

CITÉ DE THETFORD MINES

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Cité de Thetford Mines demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant la charte de la dite Cité aux fins suivantes:

Pour que la qualification foncière pour être mis en nomination pour la charge de maire ou d'échevin, soit fixée à mille deux cents dollars (\$1,200.00) au lieu de six cents (\$600.00) dollars.

Pour que la Cité ait juridiction sur le territoire des municipalités adjacentes, et ce, dans un rayon de cinq (5) milles afin qu'aucune nouvelle rue dans ce rayon de cinq (5) milles ne soit ouverte, ni aucune subdivision de terrains ou lots à bâtir ne soit faite, avant qu'un plan indiquant la location de cette nouvelle rue, sa largeur et sa direction, ou les dimensions des lots de cette nouvelle subdivision avec les tenants et aboutissants, ait été soumis à la Cité de Thetford Mines pour approbation et s'il n'y a pas d'entente entre les municipalités intéressées et la cité de Thetford Mines, la question sera soumise à la Régie des Services Publics, pour décision finale;

Pour amender la charte afin qu'à l'avenir les licences annuelles d'affaires des compagnies minières, opérant dans les limites de la cité de Thetford Mines, soient basées sur 1½% de la valeur des propriétés des dites compagnies tel que porté au rôle d'évaluation en vigueur lors de l'exigibilité de ces licences; et sur les lots miniers non exploités, que cette licence soit de \$500.00 annuellement;

Pour que la taxe de locataire ou d'occupant soit portée à un taux n'excédant pas 12 centins par dollar sur le montant du loyer ou de la valeur annuelle de la propriété inscrite sur le rôle d'évaluation;

Pour que le Maire retire annuellement une indemnité de \$1,000.00 et les échevins, chacun \$500.00, et ce, à compter du premier juin 1953;

Pour que la Cité soit autorisée à affecter la somme de \$200,000.00 pour fins industrielles, au lieu de \$100,000.00 tel que déjà prévu dans la charte de la Cité.

Et pour d'autres fins.

Thetford Mines, 8 octobre 1952.

Le Procureur de la requérante,
33404-42-4-0 LUCIEN DROLET, C.R.

AVIS

Avis est, par les présentes donné que "La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence", s'adressera à la Législature provinciale à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi relative aux titres de propriété du couvent de St-Vincent-de-Paul où ses religieuses enseignent actuellement, et pour conclure un accord à ce sujet avec les Curé et Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse de St-Vincent-de-Paul de l'Île Jésus, et aussi avec les Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Vincent-de-Paul dans le comté de Laval.

Montréal, le 30 septembre 1952.

Les Procureurs de la requérante,
MONETTE, FILION et LACHAPPELLE,
33411-42-4-0

Canada, Province of Quebec,
District of Arthabaska

CITY OF THETFORD MINES

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the city of Thetford Mines will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of the said City, for the following purposes:

That to be qualified for the office of mayor or alderman, the value of the landed property be fixed at one thousand two hundred, (\$1,200) instead of six hundred (\$300) dollars.

That the city have jurisdiction over the adjacent municipalities, and such within a radius of five (5) miles so that no new street within said radius of five miles (5) be opened, nor any subdivision of building lot or lots of land be made, until a plan indicating the location of such new street, its width and its direction or the dimensions of the lots of such new subdivision with the adjacent parts thereof have been submitted for approval to the City of Thetford Mines, and if there be no agreement between the interested municipalities and the city of Thetford Mines, the question be submitted to the Public Service Board for a final decision.

To amend the charter so that in future, the annual business licenses of mining companies, operating within the limits of the City of Thetford Mines be based on 1½% of the value of the properties of said companies as appearing in the valuation roll in force, when such licenses have become exigible; and the unexploited mining lots, that such license be \$500, annually.

That the tenant's tax or occupation tax be carried to a rate not exceeding 12 cents per dollar on the amount of the rent or of the annual value of the property as inscribed on the valuation roll.

That the mayor receive annually an indemnity of \$1,000, and the aldermen each \$500, from and after June first, 1953.

That the City be authorized to affect an amount of \$200,000, for industrial purposes, instead of \$100,000, as provided for in the charter of the City.

And for other purposes.

Thetford Mines, October 8, 1952.

LUCIEN DROLET, Q.C.,
33404-42-4 Attorney for the petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given that "La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence", will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of an Act respecting its title deeds to its St. Vincent-de-Paul convent where its sisters are teaching presently and to execute an agreement in connection with said title deeds with the Rector and Churchwardens of the Fabrique of the Parish of St. Vincent-de-Paul de l'Île Jésus and also with the school commissioners for the school municipality of St. Vincent-de-Paul in Laval county.

Montreal, September 30, 1952.

MONETTE, FILION & LACHAPPELLE,
33411-42-4-0 Attorneys for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que La Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec, corps politique incorporé en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de la Province de Québec, le 12 mars 1948, ayant son siège social dans la cité de Trois-Rivières, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale aux fins d'accomplir les buts primordiaux de La Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec. Par cette loi La Fédération serait divisée en société diocésaine, et les sociétés diocésaines seraient divisées en sociétés locales ou paroissiales dont chacune formerait également partie de la Fédération tout en conservant son autonomie administrative et son existence légale.

Par cette loi, la Fédération serait autorisée par l'entremise des sociétés diocésaines à exercer, au moyen de groupes de membres composant: des "cercles de philanthropie" et des "services d'entraide St-Jean-Baptiste", la distribution de secours aux membres ou à leurs représentants légaux même un fonds de secours à être perçu par dons entre vifs ou souscriptions volontaires entre les membres. La dite loi ne devant affecter en rien les recours pendants ni les droits acquis à toute société diocésaine St-Jean-Baptiste ou à toute société locale existante, ni en particulier les pouvoirs et privilèges déjà accordés par des lois spéciales à: La Société St-Jean-Baptiste de Québec, ayant son siège social dans la cité de Québec, et La Société St-Jean-Baptiste de Montréal, ayant son siège social dans la cité de Montréal.

Trois-Rivières, le 14 octobre 1952.

Le Président,
ANTOINE GRONDIN, M.D.
 Le Chef du secrétariat,
JEAN PELLERIN.
 C.P. 186, Trois-Rivières.
 Le Procureur du Requéant,
J. A. JOLI-COEUR, C.R.
 10 du Parloir, Québec.

33407-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "L'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec, Incorporée," s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de réglementer l'exercice de la chiropratique dans la province de Québec.

Québec, le 14 octobre 1952.

Le Procureur de la pétitionnaire,
VICTOR TRÉPANIÉ, c.r.

33409-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la corporation du séminaire de Nicolet, dans le comté de Nicolet, constituée par lettres patentes émises le 10 décembre 1821, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi aux fins de changer son nom, de modifier le nombre et le mode de nomination de ses membres ainsi que ses pouvoirs corporatifs et les règles pour leur exercice et de ratifier les acquisitions d'immeubles faites par elle.

Québec, le 14 octobre 1952.

Le Procureur de la pétitionnaire,
VICTOR TRÉPANIÉ, c.r.

33410-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Public Notice is hereby given that "La Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec" a body politic and corporate, in virtue of Part III of the Province of Quebec Companies' Act, on March 12, 1948, and having its head office in the city of Trois-Rivières, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act, for the carrying out of the principal purposes of "La Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec". By said Act, the Fédération would be divided into diocesan societies the diocesan societies would be divided into local or parochial societies, each of which would also form part of the federation, while keeping its administrative autonomy and its legal existence.

By such Act, the Federation would be authorized through the Diocesan societies, to carry on by means of groups composing its "Philanthropic circles" (Cercles de Philanthropie) and of its Mutual Aid Services "(Services d'Entraide St-Jean-Baptiste)" the distribution of assistance to members or their legal representatives out of a Help Fund, to be collected by donation inter vivos (entre vifs) or by voluntary subscription among the members. The said Act not affecting in any manner any recourse pendent, nor acquired rights of any Diocesan St-Jean-Baptiste Society, nor any existing local society, nor, especially, the powers and privileges already granted by special Acts to "La Société St-Jean-Baptiste de Québec" having its head office in the City of Quebec, and "La Société St-Jean-Baptiste de Montréal" having its head office in the City of Montreal.

Trois-Rivières, October 14, 1952.

ANTOINE GRONDIN, M.D.,
 President.
JEAN PELLERIN,
 Chief Secretary.
 P.O. Box 186, Trois-Rivières.
J. A. JOLI-COEUR, Q.C.,
 Attorney for the plaintiff,
 10 du Parloir Street, Québec.

33407-42-4

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "Quebec Chiropractic Association, Incorporated," shall apply to the Quebec Legislature, at its next session, applying for the adoption of an act to regulate the practice of chiropractic in the province of Quebec.

Québec, October 14th, 1952.

VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,
 Attorney for the petitioner.

33409-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the "Corporation of the Seminary of Nicolet", in the county of Nicolet, incorporated by letters patent issued on December 10th, 1821, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of changing its name, of modifying the number of its members and the manner of their nomination and also its corporate powers and the rules for their exercise and to ratify the acquisition of the immovables made by said Corporation.

Québec, October 14th, 1952.

VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,
 Attorney for petitioner.

33410-42-4-o

AVIS DE PÉTITION A LA LEGISLATURE

Avis est donné par les présentes que Dame Sybil Nemiroff, épouse séparée de biens de Bernard Plotnick, aussi connu sous le nom de Bennie Plotnick, marchand, des cité et district de Montréal, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse, présentent à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session une pétition concluant à la ratification du transport des lots 150-91, 150-92, 150-93, aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte des Neiges, à son épouse, en vertu de son contrat de mariage, par ledit Bernard Plotnick et créditant ce dernier de la somme y stipulée, déclarant l'insaisissabilité de partie desdits lots, avec droit de disposer du résidu.

Montréal, le 14 octobre 1952.

Les agents des pétitionnaires,
LORANGER, BEAUDETTE,
33412-42-4-o BÉLANGER & LAGANIÈRE.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la "Ville de Côte St-Luc", s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la Loi 15-16 Georges VI, chapitre 98, sur les matières suivantes: pour obtenir le droit de signer avec la Cité de Montréal tout contrat pour le service d'eau ou d'égoût, avec pouvoir de soumettre tel service dans la municipalité à la juridiction de la Cité de Montréal ou autrement; pour accorder certains pouvoirs relativement à l'approbation des règlements d'emprunt; pouvoir de ne faire la liste électorale que durant l'année d'élection; pour règlementer la fermeture des magasins, et pour autres fins.

Montréal, ce 14 octobre 1952.

Les Procureurs de la Ville,
de Côte St-Luc,
33417-42-4-o LACROIX & VIAU.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville LaSalle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la Loi 2 Georges V, chapitre 73 et amendements, sur les matières suivantes: pour règlementer ou défendre l'usage de plages publiques, la location d'embarcations, les cirques, pique-niques; pouvoir de ne faire la liste électorale que durant l'année d'élection; établir les émoluments du Maire et des Échevins; règlementer la fermeture des magasins; rendre le droit de vote conforme au cens d'éligibilité; augmenter le pouvoir de taxation en vertu des articles 526, 528 de la Loi des Cités et Villes et pour autres fins.

Montréal, ce 29 septembre 1952.

Les Procureurs de la Ville LaSalle,
33418-42-4-o LACROIX & VIAU.

AVIS PUBLIC

CITÉ OF SILLERY

Prenez avis que la requérante, la Cité de Sillery, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, siégeant en Parlement, à Québec, à sa prochaine Session, aux fins suivantes: — la ratification de l'achat d'un souffleur à neige et d'un camion nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 4 de la loi 15 et 16 George

NOTICE OF PETITION TO THE LEGISLATURE

Notice is hereby given that Dame Sybil Nemiroff, wife separate as to property of Bernard Plotnick, also known as Bennie Plotnick, merchant, of the City and District of Montreal, and the latter personally as well as to authorize his wife, shall present at the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, a petition asking the ratification of the transfer of lots 150-91, 150-92, 150-93, of the Official Plan and Book of Reference for the Incorporated Village of Côte des Neiges, by the said Bernard Plotnick to his wife, in virtue of his marriage contract, and crediting the latter for the sum therein stipulated, declaring unseizable part of the said lots, with right of disposal as to the residue.

Montreal, October 14, 1952.

LORANGER, BEAUDETTE,
BÉLANGER & LAGANIÈRE,
33412-42-4-o Agents for the Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is, hereby, given that the "Town of Côte St. Luc," will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, the Act 15-16 George VI, chapter 98, for the following purposes: to obtain the right to sign with the City of Montreal any contract for the water and sewer services, with power to submit such services in the municipality to the jurisdiction of the City of Montreal or otherwise; to grant certain powers in connection with the approval of loan by-laws; power to prepare the electoral list only during the election year; to regulate the closing of stores, and for other purposes.

Montreal, October 14, 1952.

LACROIX & VIAU,
33417-42-4-o Attorneys for the Town,
of Cote St. Luc.

PUBLIC NOTICE

Public notice, is, hereby, given that the Town of LaSalle will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, the Act 2 George V, chapter 73 and amendments, for the following purposes: to regulate or prohibit the use of public beaches, circus, picnics, renting of boats; power to prepare the electoral list only during the election year; to consider the indemnity of the Mayor and Aldermen; to regulate the closing of stores; to comply the voting right with the electoral qualification; to increase the power of taxation provided by articles 526, 528 of the Cities and Towns Act, and for other purposes.

Montreal, September 29, 1952.

LACROIX & VIAU,
33418-42-4-o Attorneys for the Town of LaSalle.

PUBLIC NOTICE

CITY OF SILLERY

Take notice that the petitioner, the City of Sillery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, sitting in Parliament, at Quebec, at its next session, for the following purposes: the ratification of the purchase of a snow blower and of a truck notwithstanding the provisions of paragraph 2 of section 4 of the Act

VI, chapitre 80; la légalisation de la location d'une plage et le droit de l'opérer avec tous les services accessoires; rendre les délinquants passibles du paiement des honoraires du procureur de la Cité poursuivante dans le cas de condamnation pour infraction aux règlements du Conseil ou de la loi des Cité et Ville ou de la Charte; le droit de réglementer la vitesse des véhicules-moteurs dans les limites de la Cité; légaliser les dons faits par la Cité et le droit de donner annuellement pour fins charitables, patriotiques, humanitaires et d'éducation un montant n'excédant pas \$600. annuellement; le droit de définir, sans referendum, le mot profession se trouvant dans le règlement N° 267, dit de construction et de zonage; la cotisation de la Cité pour fins d'unité sanitaire proportionnellement à sa population et non au prorata de son évaluation; rendre la taxe de vente partageable et payable par le Ministre des Finances de la Province de Québec; autoriser la Cité à porter au rôle d'évaluation, pendant une période de 10 ans, avec une évaluation de \$2100., l'immeuble actuellement employé comme musée et connu sous le nom de Maison des Jésuites; le droit d'emprunter, avec l'approbation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission Municipale de Québec, \$95,000. pour gravelage, pavage et chaînes de rues, et \$25,000. pour l'acquisition de terrains destinés à être érigés en terrains de jeu;

Québec, ce 14 octobre 1952.

Le Procureur de la requérante,
33419-42-4-o PHILIPPE LANCTOT C.R.

15 and 16 George VI, chapter 80; the legalization of the location of a beach and the right to operate it with all the accessory services; in the case of condemnation for infringement to the by-laws of the Council and the regulations of the Cities and Towns Act, or of the Charter, delinquents shall be rendered liable to the payment of the fees of the attorney of the City prosecuting; the right to regulate the speed of motor-vehicles within the limits of the city: to legalize gifts made by the City and the right to give annually for charitable, patriotic, humanitarian and educational purposes, an amount not exceeding \$600. annually; the right to define, without referendum, the word profession as found in by-law No. 267, mentioned as building and zoning; assessment of the City for sanitation purposes in proportion to the population of the City and not prorata to its valuation; to have the sales tax shared and made payable by the Minister of Finance of the Province of Quebec; to authorize the City to enter on the Valuation roll, for a period of 10 years, at a valuation of \$2100., the immovable actually used as a museum and known as "Maison des Jésuites"; the right to borrow, with the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, \$95,000. for graveling, paving and street curbs, and \$25,000. for the acquisition of grounds destined to be erected as playgrounds;

Quebec, this 14th day of October, 1952.

PHILIPPE LANCTOT, Q.C.,
33419-42-4 Attorney for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "The Montreal Thistle Curling Club", corps politique dûment incorporé par la loi 34 Victoria Chapitre 63, de la Législature de la province de Québec, et ayant son seul bureau d'affaires dans la ville de Montréal, demandera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session l'adoption d'une loi modifiant ladite loi d'incorporation aux fins d'augmenter ses pouvoirs.

Montréal, le 15 octobre 1952.

Les Procureurs de la requérante,
33421-42-4-o McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
KER & CATE.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "The Montreal Thistle Curling Club", a body politic and corporate, duly incorporated by the Act of Legislature of the Province of Quebec, 34 Victoria, Chapter 63, and having its sole office in the City of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to amend its said Act of Incorporation for the purpose of extending its powers.

Montreal, October 15, 1952.

McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
33421-42-4-o KER & CATE,
Attorneys for Applicant.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Corporation des opticiens d'ordonnances de la province de Québec s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de modifier la Loi des opticiens d'ordonnances à l'égard: de l'énumération des cas où les opticiens d'ordonnances peuvent fournir ou ajuster des verres ophtalmiques; de l'obligation pour chacun des opticiens d'ordonnances d'avoir un bureau permanent dans la localité où il pratique; de l'autorité de la Corporation en cas de manquement aux règles de la profession; de la création d'un bureau de discipline et de la définition de sa juridiction; des réclames prohibés; des amendes dans les cas d'infraction à la loi.

Montréal, le 15 octobre 1952.

Les Procureurs de la Corporation
des opticiens d'ordonnances
de la province de Québec,
33426-42-4-o DÉSILETS et DESHAIES.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Corporation of Dispensing Opticians of the Province of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the Dispensing Opticians' Act concerning: the enumeration of the instances when the Dispensing Opticians may supply or fit ophthalmic glasses; the obligation for every Dispensing Optician to have a permanent office in the locality where he practises his profession; the powers of the Corporation in cases of infringements of the rules of the profession; the creation of a Board of Discipline and a definition of its jurisdiction; the prohibited advertising; the fines in case of infringements of the statute.

Montreal, October 15th, 1952.

DÉSILETS and DESHAIES,
33426-42-4-o Attorneys for the Corporation
of Dispensing Opticians,
of the Province of Quebec.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville d'Asbestos s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, pour les matières suivantes, savoir:

Préparation de deux rôles d'évaluation dont l'un pour les taxes foncières annuelles ou spéciales et l'autre pour toutes les autres taxes spéciales; nomination de deux bureaux d'évaluateurs; préparation de deux rôles de perception; dispositions diverses facilitant la perception des taxes spéciales, indiquant la façon de préparer le second rôle d'évaluation et le second rôle de perception et déterminant les devoirs des deux bureaux d'évaluateurs, et pour autres fins.

Asbestos, 17 octobre 1952.

Le Procureur de la Ville d'Asbestos,
33445-43-4-o LOUIS LANGLAIS.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Asbestos will apply to the next session of the Legislature of the Province of Quebec, praying it to pass an act with the object of amending its charter in the following manner, namely:

Permission to prepare two valuations rolls, one for annual or special property taxes and one for all other special taxes; permission to appoint two boards of assessors; permission to prepare two collection rolls; various dispositions facilitating the collection of special taxes, showing the way to make up the second valuation roll and the second collection roll and determining the duties of the second board of assessors, and for other purposes.

Asbestos, October 17, 1952.

(signed) LOUIS LANGLAIS,
Attorney for the Town of Asbestos.
33445-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Messieurs Louis Kenneth Weiner, marchand, Moses Cohen, marchand, Joseph Cohen, marchand, Manuel Goodman, marchand, Julius Krasovitsky, marchand, et autres, tous du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi les constituant en corporation, ainsi que ceux qui pourront subséquemment devenir membres, en une congrégation religieuse sous le nom de "Congrégation Beth Moïshe" avec le droit et le pouvoir d'acquérir et détenir des propriétés immobilières, lesquelles peuvent être requises à l'établissement d'une synagogue ou lieu de culte, pour une résidence servant au rabbin ou ministre officiant, pour un cimetière ou terrain d'inhumation; vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner ses propriétés ou toute partie d'icelles, et acquérir d'autres propriétés immobilières pour les remplacer; rédiger, faire, accepter et endosser pour ses propres fins des effets de commerce, billets promissoires et autres instruments négociables sous les signatures de ses officiers ou autres, tel que déterminé par son bureau de direction; garder des registres pour les actes de statut civil; nommer de temps en temps un ou des rabbins ou un ou des ministres officiants et le ou les destituer et en nommer un autre ou d'autres en sa ou leurs places, ledit ou lesdits rabbins et/ou le ministre ou les ministres officiants de la congrégation auront l'autorité et le pouvoir de garder des registres pour les actes de statut civil et agir relativement à iceux, tous autres pouvoirs civils concernant les ministres de congrégations religieuses; ce ou ces rabbins et/ou ce ou ces ministres officiants ne seront pas tenus d'obtenir un permis du Gouverneur ou de la personne dirigeant le Gouvernement, tel que décrété dans la Loi de l'ancienne Province du Bas Canada, 9-10 George IV, ch. 75, et auront néanmoins tous les pouvoirs conférés par ladite Loi se rapportant aux ministres ainsi licenciés; assumer l'actif et le passif de la corporation qui a été constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 février 1938, en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, sans capital-actions, sous le nom de "Congrégation Beth Moïshe", avec le consentement de ladite congrégation.

Montréal, 16 octobre 1952.

Les Procureurs des pétitionnaires,
33446-43-4 SPERBER, GOLD & LAPIN.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Messrs. Louis Kenneth Weiner, Merchant, Moses Cohen, Merchant, Joseph Cohen, Merchant, Manuel Goodman, Merchant, Julius Krasovitsky, Merchant, and others, all of the District of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec at its next session for the passing of an act incorporating them and such others as may hereafter become members, into a religious congregation under the name of "Congregation Beth Moïshe", with the right and power to acquire and hold immoveable property which may be required for a synagogue or place of worship, for a residence for a rabbi or officiating minister, for a cemetery or burial ground; to sell, lease, exchange, hypothecate or alienate its property or any part thereof, and acquire other immoveable property in lieu thereof; to draw, make, accept and endorse for its own purpose, bills of exchange, promissory notes, and other negotiable instruments under the signatures of its officers or others as may be determined by its Board of Directors; to keep registers for acts of civil status; to appoint from time to time, a rabbi or rabbis or officiating minister or ministers, and to remove him or them and appoint another or others in his or their places, the said rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers, of the congregation, to have authority and power to keep registers for acts of civil status and to exercise in relation thereto, all other civil powers pertaining to ministers of religious congregations; such rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers shall not need to obtain a license from the Governor or person administering the Government as enacted in the Act of the late Province of Lower Canada, 9-10, George IV, Ch. 75, and shall nevertheless have all the powers conferred by the said act on ministers so licensed; and to take over the assets and liabilities of the corporation which was incorporated on February 7th, 1938, by Letters Patent under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, without share capital, under the name of "Congregation Beth Moïshe", with the consent of the said congregation.

Montreal, October 16th, 1952.

SPERBER, GOLD & LAPIN,
33446-43-4-o Attorneys for Petitioners.

DEMANDE A LA LÉGISLATURE DE QUÉBEC

Avis public est par les présentes donné que John Harold Cooney et Dame Frances Ann Mahoney, son épouse, et Dame Veronica Ann Cooney, veuve de feu John Lawrence Daley, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant l'adoption par ledit John Harold Cooney et sadite épouse de leur neveu, Peter Thomas Daley, fils de ladite Veronica Ann Cooney, et changeant le nom dudit Peter Thomas Daley à Peter Thomas Cooney, et autres fins accessoires.

Daté à Montréal, ce 15ième jour d'août 1952.

Les Procureurs des requérants,
McMICHAEL, COMMON, HOWARD
33447-43-4-o KER & CATE.

APPLICATION TO QUEBEC LEGISLATURE

Public notice is hereby given that John Harold Cooney and Dame Frances Ann Mahoney, his wife, and Dame Veronica Ann Cooney, widow of the late John Lawrence Daley, all of the City of Montreal, will apply at the next session of the Quebec Legislature for an Act authorizing the said John Harold Cooney and his said wife to adopt their nephew, Peter Thomas Daley, son of the said Veronica Ann Cooney, and to cause the name of said Peter Thomas Daley to be changed to Peter Thomas Cooney, and for other purposes.

Dated at Montreal this 15th day of October, 1952.

McMICHAEL, COMMON, HOWARD
KER & CATE,
33447-43-4-o Attorneys for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Val d'Or s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale modifiant sa charte aux fins suivantes et autres fins accessoires:

1. Autoriser la ville de Val d'Or à faire du pavage et à charger aux propriétaires riverains la proportion du pavage en face de leurs propriétés;

2. Octroyer des deniers à différentes associations ou organisations;

3. Acquérir un immeuble pour fins municipales et louer en partie cet immeuble;

4. Obtenir des pouvoirs spéciaux pour les agents de la paix dans les cas de contraventions aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique;

5. Réglementer le nombre des taxis et exiger des permis;

6. Réglementer les autobus et camionneurs;

7. Augmenter la taxe d'eau sur les lots vacants à un maximum de 4%;

8. Imposer une taxe ou licence sur les machines à jeux mécaniques, distributeurs mécaniques de marchandises;

9. Prélever une taxe pour l'enlèvement de la neige;

10. Prélever une taxe pour l'enlèvement des vidanges.

Val d'Or, ce 18 octobre 1952.

Le Procureur de la Ville de Val d'Or,
33450-43-4-o LUCIEN TOURIGNY, C.R.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Val d'Or will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a special law amending its Charter for the following purposes and other incidental purposes:

1. To be authorized to do some paving and to charge a proportion of the cost of such paving to the proprietors in front of whose property such paving is done;

2. To make grants or donations to different associations or organizations;

3. To acquire a building for municipal purposes and to rent part of said building;

4. To obtain special powers for the police officers in cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic or public safety;

5. To regulate the number of taxis and grant them permits;

6. To regulate the autobus companies and truckers;

7. To increase the water tax on vacant lots to a maximum of 4%;

8. To impose a license or tax on machines selling merchandise or pin ball machines of any description;

9. To impose a fee to each proprietor for the removal of snow in front of his premises;

10. To impose a fee to each proprietor for the removal of garbage from his property.

Val d'Or, October 18th, 1952.

LUCIEN TOURIGNY, Q. C.,
33450-43-4-o Solicitor for the Town of Val d'Or.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné, que la Cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la loi I George VI, chapitre 105, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

1° Amender la Loi 10 George VI, chapitre 60, article 9;

2° Amender la Loi 1 George VI, chapitre 105, articles 23 et 92;

3° Légaliser et valider le rôle spécial de perception pour le territoire de la Municipalité d'Orford annexé par 14-15 George VI, chapitre 75;

4° Rectifier erreurs à la loi 15-16 George VI, chapitre 70, articles 5 et 11;

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its Charter, the Act I. George VI, Chapter 105, and the various statutes amending it, for the following matters:

1. To amend 10 George VI, chapter 60, section 9;

2. To amend I George VI, chapter 105, section 23 and 92;

3. To legalise and validate the special collection roll for the annexed territory of Orford Municipality (14-15 George VI, chapter 75);

4. To rectify errors in section 5 and 11 of Act 15-16 George VI, chapter 70;

5° Ajouter, pour la cité à l'article 473 de la Loi des Cités et Villes, après le paragraphe 9° le suivant:

9A Pour aider par tous les moyens jugés convenables, aux organisations sportives dans la municipalité;

6° Ajouter à l'article 429 de la Loi des Cités et Villes l'article 429a aux fins d'éviter l'émission d'une plainte sur paiement de \$2.00 pour contravention au règlement de circulation.

Sherbrooke, ce seizième jour d'octobre, 1952.
Le Procureur de la Requérante,
33448-43-4-o ALBERT RIVARD.

5. To add after paragraphe 9. article 473 of the Cities and Towns Act, paragraphe 9A:

9A. To aid by any means deemed advisable, sport organisations in the municipality of Sherbrooke;

6. To add after section 429 of the Cities and Towns Act, section 429a to avoid lodging of complaint on payment of \$2.00 fine for the violation of traffic by-laws.

Sherbrooke, October sixteenth, 1952.
ALBERT RIVARD,
33448-43-4-o City Attorney.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Saint-Hyacinthe s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 24 George V, chapitre 94 et amendements, concernant les matières suivantes: pour valider et confirmer la vente faite par la cité à la "Griffin Steel Foundries Limited" d'un certain terrain lui appartenant, pour le prix de \$11,000.00 et autres considérations; pour être autorisée à emprunter par règlement, sans autre formalité que l'approbation du Ministre des affaires municipales et la Commission municipale de Québec, une somme n'excédant pas \$100,000.00 pour construire une voie ferrée de raccordement du Canadian National Railways à l'usine de la compagnie; pour valider et confirmer une entente qu'elle a faite avec la "Griffin Steel Foundries Limited", concernant la fixation des taxes municipales pour une période de dix ans; pour valider et confirmer une entente entre les commissaires d'écoles pour la municipalité du Village de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe et la "Griffin Steel Foundries Limited", concernant la fixation des taxes scolaires pour une période de dix ans; pour permettre au conseil de nommer ses vérificateurs dans le cours du mois de janvier de chaque année; pour permettre à la cité d'emprunter chaque année par règlement qui ne requiert pas d'autre formalité que l'approbation du Ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, une somme n'excédant pas \$50,000.00 pour travaux permanents urgents, et pour autres fins.

Saint-Hyacinthe, ce 17 octobre 1952.
Le Procureur de la Cité,
de Saint-Hyacinthe,
33449-43-4-o GAETAN SYLVESTRE.

AVIS DE PÉTITION

Avis est par les présentes donné que la Ville de Trois-Pistoles demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi, 6, George V, (1916) chapitre 62, aux fins suivantes:

1° Pour abroger l'article 9 de la loi 6 George V, (1916) chapitre 62;

2° Pour pouvoir, par résolution, imposer, sous forme de licence, une taxe n'excédant pas \$100, à tout colporteur;

3° Pour avoir le droit d'imposer une taxe de vente n'excédant pas 2%;

4° Pour accorder des ristournes ou remises de taxes variant de 20% à 30% pendant dix ans, à toute industries nouvelle;

5° Pour pouvoir emprunter \$20,000., pour dépenses urgentes ou travaux permanents urgents.

Le Procureur de la ville de Trois-Pistoles,
33467-43-4-o JEAN-PAUL BÉRUBÉ.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Saint-Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 24 George V, chapter 94 and amendments, respecting the following matters, to validate and confirm the sale made by the City to the "Griffin Steel Foundries Limited", of a lot of land belonging to it, for the price of \$11,000.00 and other considerations; to be authorized to borrow by by-law, without any other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs, and the Quebec Municipal Commission, a sum not exceeding \$100,000.00 for the construction of a branch line, of the Canadian National Railway to reach the company's plant; to validate and confirm an agreement made by it, with the "Griffin Steel Foundries Limited", concerning the fixing of Municipal taxes for a period of ten years; to validate and confirm an agreement between the School Commissioners for the municipality of the village of Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, and the "Griffin Steel Foundries Limited", concerning the fixing of school taxes for a period of ten years; to allow the Council to appoint its auditors in the course of the month of January of each year; to allow the City to borrow, every year, by by-law, not requiring any other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission, a sum not exceeding \$50,000.00, for urgent permanent works, and for other purposes.

Saint-Hyacinthe, October 17, 1952.
GAETAN SYLVESTRE,
Attorney for the city,
of Saint-Hyacinthe.
33449-43-4

NOTICE OF PETITION

Notice is hereby given that the town of Trois-Pistoles will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, amending its charter, the Act 6, George V, (1916) chapter 62, for the following purposes:

1. To cancel section 9 of the Act 6 George V (1916), chapter 62;

2. To be empowered to levy by resolution, under form of a license, a tax, not exceeding \$100, upon all pedlars;

3. To be empowered to levy a sales tax not exceeding 2%;

4. To grant to any new industry, a refund or remittance of taxes varying from 20% to 30%, for the duration of ten years;

5. To be empowered to borrow \$20,000, for urgent expenses, or for urgent permanent works.

JEAN PAUL BÉRUBÉ,
33467-43-4 Attorney for the town of Trois-Pistoles

AVIS

NOTICE

Avis est, par les présentes, donné que la Corporation de la Paroisse de St-Laurent, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour les fins suivantes:

1° Pour annexer le territoire qui forme actuellement la Municipalité de la paroisse de la Présentation de la Ste-Vierge de Dorval, à certains conditions;

2° Pour créer un fonds de roulement;

3° Pour diviser, par règlement, la Municipalité en trois quartiers représentés au Conseil par deux Conseillers chacun, élus par les électeurs du quartier; augmenter le nombre de ces quartiers et en fixer les bornes;

4° Pour valider certaines résolutions adoptées en vue d'aider à l'agriculture dans la Municipalité;

5° Pour valider un don fait à les Curé et Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse St-Laurent;

6° Pour voter, par règlement, et payer à même les fonds généraux une somme n'excédant pas mille cinq cents dollars annuellement, en vue de l'établissement de Centres de Loisirs ou organisation de Terrains de Jeux et lieux d'amusements;

Et pour d'autres fins.

St-Laurent, ce 17 octobre 1952.

Le Procureur de la paroisse de St-Laurent,
33466-43-4-o HENRI S. BEAULIEU, avocat.

Notice is hereby given that the Corporation of the parish of St-Laurent, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes:

1. To annex, under certain conditions, the territory actually forming the Municipality of the parish of "La Présentation de la Ste-Vierge," of Dorval;

2. To create a working fund;

3. To divide, by By-law, the Municipality into three wards, represented at the Council by two Councillors for each, elected by the electors of the ward; to increase the number of such wards and to fix the boundaries thereof;

4. To validate certain resolutions, adopted for the purpose of aid to agriculture, in the Municipality;

5. To validate a gift to the parish Priest and Churchwardens of "L'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de St-Laurent";

6. To vote for, by By-law, and to pay out of the general funds, a sum, not exceeding one thousand five hundred dollars, annually, for the purpose of establishing recreational Centres, or for the organization of playgrounds and places of amusement.

And for other purposes.

St-Laurent October 17, 1952.

HENRI S. BEAULIEU, advocate,
33466-43-4 Attorney for the parish of St-Laurent.

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la Ville de Bedford, s'adressera à l'Assemblée législative de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi dont l'objet sera de changer le nom en celui de Ville de Bedford, de lui rendre applicables les dispositions de la Loi des Cités et Villes, chapitre 233 des S.R.Q., 1941, et amendements, sauf dispositions dérogoatoire, et de lui accorder certains pouvoirs spéciaux et additionnels, nécessaires à sa bonne administration, et plus particulièrement, les pouvoirs suivants: acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles d'une valeur ne dépassant pas cent cinquante mille dollars pour fins municipales ou industrielles, emprunter à cette fin une somme égale et réemployer la même somme aux mêmes fins et conditions après paiement du prix de vente; octroyer des deniers pour aider diverses œuvres sociales, récréatives, sportives, patriotiques, scientifiques, agricoles ou littéraires, ainsi que des hôpitaux, institutions, associations, bibliothèques et musées publics, ou toutes œuvres similaires pour un montant ne dépassant pas cinq mille dollars par année; pourvoir à certains services d'enlèvement des vidanges et de la neige et imposer des taxes à ce sujet; limiter le nombre de taxis, leur imposer un permis annuel ne dépassant pas \$25.00 par voiture, exiger un permis annuel des conducteurs de taxis d'au plus cinq dollars par année, révoquer les permis pour cause; déterminer des endroits de stationnement pour autobus, exiger le paiement d'amende par billet d'assignation pour infractions aux règlements de circulation et de sécurité publique; pour imposer une taxe d'eau sur les terrains vagues; pour limiter le nombre de magasins ambulants, les réglementer ou interdire, annuler les permis émis à certaines conditions; prohiber l'élevage des abeilles et l'exploitation de ruchers; obliger certains contribuables à donner avis au secrétaire-trésorier de l'arrivée et du départ des loca-

Public notice is hereby given that the Corporation of the town of Bedford shall apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act the object whereof will be to change its name for the name of "Town of Bedford", to make applicable to it the provisions of the Cities and Towns Act, (Revised Statute 41, Chap 233 and amendments) except derogatory provision and to grant it certain special and additional powers necessary to its proper administration and more particularly the following powers: acquire, erect and maintain one or more immoveables of a value not to exceed \$150,000, for municipal or industrial purposes, borrow for such purposes an equal amount and reemploy the same amount for the same purposes and under the same conditions after payment of the sale price; grant moneys to aid various social, recreative, sporting, patriotic, scientific, agricultural or literary organizations as well as to hospitals, institutions, associations and public libraries and museums, or any other organizations of a similar nature, up to an amount not to exceed five thousands dollars per annum; provide for certain services of garbage and snow removal and levy taxes in that respect; limit the number of taxis and impose thereon an annual permit not exceeding \$25.00 per taxi, exact an annual permit from taxi driver not exceeding \$5.00 per annum, revoke such permits for cause; fix parking places for other buses exact the payment of a fine by means of notice of summons for infractions to trafic regulations and public safety; to impose water rates on vacant lands; to limit the number of itinerant stores, regulate or prohibit same, cancel permits issued upon certain conditions; prohibit the raising of bees and exploitation of beehives, oblige certain rate-payers to give notice to the secretary-treasurer of the arrival and departure of tenants of occupants, impose certain annual duties on mechanical apparatus

taires ou occupants; imposer certains droits annuels sur des appareils mécaniques pour distribution automatique de marchandise, sur des jeux mécaniques et des phonographes, à l'exclusion des balances publiques et des appareils de téléphones; imposer des droits annuels sur chaque pompe à gazoline, chaque table de billard ou de pool, chaque chaise de barbier ou coiffeur, chaque voiture "drive yourself," chaque camion faisant du transport, chaque allée de quilles, ne dépassant pas deux cents dollars par un même établissement; imposer plusieurs genres de commerce différents dans un même établissement pour un total ne dépassant pas deux cents dollars par année; ainsi que tous autres pouvoirs jugés nécessaires.

Donné à Farnham, le 15 octobre 1952.

Le Procureur de la pétitionnaire,
La Corporation de la Ville de Bedford,
MAURICE ARCHAMBAULT, c.r.
33465-43-4-o

for the automatic distributors of merchandise, on mechanical games and phonographs except public scales and telephones; impose annual duties on each gasoline pump, each billiard or pool table, each barber or hair-dresser chair, each drive your-self automobile, each truck for transportation purposes, each bowling alley, not to exceed \$200.00 for one and the same establishment; impose various kinds of commerce in a same establishment for a total not to exceed \$200.00 per annum; as well as any other power deemed necessary.

Given at Farnham, October 15, 1952.

MAURICE ARCHAMBAULT, Q.C.,
Attorney for the petitioner,
The Corporation of the town of Bedford.
33465-43-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Ville de Baie Comeau, dans le comté de Saguenay, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi ratifiant une résolution établissant une évaluation fixe de cinq millions de dollars pour les biens imposables possédés par la Quebec North Shore Paper Company, ses subsidiaires, successeurs ou ayants droit, pour fixer à trois pour cent de la valeur imposable les taxes que pourront être appelés à payer les contribuables de la ville pour une période de dix ans, pour amender pour la ville l'article 473 de la Loi des Cités et Villes de façon à autoriser la ville à accorder une pension à certaines catégories d'officiers et employés présents et passés et qui ne seraient pas autrement éligibles.

Baie Comeau, 20 octobre 1952.

Le Greffier de la ville de Baie Comeau,
33468-43-4-o MAURICE CARPENTIER.

NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Baie Comeau, in the County of Saguenay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of ratifying and validating a resolution adopted by the council establishing a fixed valuation of five million dollars (\$5,000,000.00) for a period of ten years, of the properties of Quebec North Shore Paper Company, its such subsidiaires and assigns, to fix at 3% of the assessable value the taxes which the ratepayers may be called upon to pay for a period of ten years, and to amend for the town article 473 of the Cities and Towns Act in order to authorize the town to grant a pension to certain categories of present and past officers and employees who might not be otherwise eligible.

Baie Comeau, October 20, 1952.

MAURICE CARPENTIER,
33468-43-4-o Clerk of the town of Baie Comeau

Avis est donné que l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, corporation dûment constituée par la loi 55-56 Victoria, chapitre 94, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à ladite loi aux fins suivantes: mieux définir ses buts et certains pouvoirs qu'elle a actuellement; acquérir toutes propriétés mobilières et immobilières, pourvu que le revenu annuel des immeubles appartenant à la corporation et possédés par elle pour fins de revenus n'exécède pas la somme de cinq cent mille dollars; faire des emprunts sur son crédit; engager ses biens, meubles et immeubles de toutes manières, pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations, contractés spécialement par émission d'obligations ou d'autres titres ou valeurs; définir que les pouvoirs de la corporation seront exercés par son conseil composé ainsi qu'il sera statué; édicter des dispositions relatives à la dissolution de la corporation, à sa régie interne, à la représentation de ses membres par ladite corporation, aux officiers dont la signature liera celle-ci, à la modification de son nom corporatif et de son siège social, et pour toutes autres fins.

Québec, 21 octobre 1952.

Le Procureur de la requérante,
33469-43-4-o ALBERT DUMONTIER, C.R.

Notice is hereby given that l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, à corporation duly incorporated by the Act 55-56 Victoria, chapter 94, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain amendments to said Act, as follows: define more clearly its aims and certain powers which it now possesses; acquire any moveable and immoveable properties, provided that the annual revenue of the immoveables belonging to the corporation and owned by it for purposes of revenue does not exceed five hundred thousand dollars; borrow money upon its credit, encumber its moveable or immoveable properties in any way whatsoever to secure the payment of its loans or the discharge of its obligations, specially by issuing bonds or other title-deeds or securities; declare that the powers of the corporation shall be exercised by its council, composed in the manner which shall be defined; enact dispositions relating to the dissolution of the corporation, to its internal administration, to the representation by said corporation of its members, to the officers whose signature shall bind the corporation, to the altering of its corporate name or of the location of its corporate seat, and for any other purposes.

Québec, October 21st, 1952.

ALBERT DUMONTIER, Q.C.,
33469-43-4-o Attorney for Petitioner.

BILL

BILL

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la Municipalité de Hauterive, dans le comté de Saguenay, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant une résolution adoptée par lesdits commissaires, ainsi qu'un contrat intervenu avec Manicouagan Power Company, fixant l'évaluation des biens de ladite compagnie dans les limites de la Municipalité Scolaire de Hauterive, pour une période de dix ans à un million de dollars.

Public notice is hereby given that the School Commissioners of the Municipality of Hauterive, in the County of Saguenay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act for the purpose of ratifying and validating a resolution of the said Commissioners as well as an agreement with Manicouagan Power Company, establishing a fixed valuation of the properties of the said Manicouagan Power Company situated in the Municipality for a period of ten years, at one million dollars.

Hauterive, le 20 octobre 1952.

Hauterive, October 20th, 1952.

33470-43-4-o Le Secrétaire,
MAURICE EMOND.

33470-43-4-o **MAURICE EMOND,**
Secretary.

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est, par les présentes, donné que les "Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la Présentation de la Sainte-Vierge (Dorval)", s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: imposer et prélever dans la municipalité de Dorval une taxe spéciale dite "taxe d'éducation" n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, effets mobiliers, marchandises et autres articles de commerce quelconques; annexer le territoire de la Commission Scolaire de Saint-Théophile de la Côte-de-Liesse, et pour toutes autres fins.

Public notice is, hereby, given that the "School Commissioners for the Municipality of Présentation de la Sainte-Vierge (Dorval)", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of a law for the following purposes: to impose and levy in the Municipality of Dorval a special tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) of purchase price of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever; to annex the territory of the School Commission of Saint-Théophile de la Côte-de-Liesse, and for all other purposes.

Montréal, le 12 octobre 1952.

Montreal, October 21, 1952.

33472-43-4-o Les Procureurs des Pétitionnaires,
LACROIX & VIAU.

33472-43-4-o **LACROIX & VIAU,**
Attorneys for Petitioners.

AVIS LÉGAL

LEGAL NOTICE

Avis est par les présentes donné que les "Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains", corporation constituée par la Loi 53 Victoria Ch. 88, tel que modifiée par la Loi 62 Victoria, Ch. 97, tel que modifiée par la Loi I Edouard VIII, Ch. 19, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour la modification de sa charte de façon à mieux définir ses droits et vu son développement et ses besoins, lui accorder de plus amples pouvoirs nécessaires à ses fins, et spécialement constituer un conseil général.

Notice is hereby given that "Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains", a corporation constituted in virtue of Law 56 Victoria, Ch. 88, as amended by Law 62 Victoria, Ch. 97, as amended by Law I Edward VIII, Ch. 19, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the amendment of its charter for the purpose of defining its rights more clearly and in view of its expansion and needs, to grant to it fuller powers necessary for its purposes and especially to constitute a general council.

Montréal, le 21 octobre 1952.

Montreal, October 21, 1952.

33477-43-4-o Le Procureur des requérants,
LUCIEN ROUX.

33477-43-4-o **LUCIEN ROUX,**
Attorney for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis est par les présentes donné que la ville d'Acton Vale s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir:

Notice is hereby given that the Town of Acton Vale, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain:

a) La modification de l'article 1 de la loi II George VI, chapitre 100, loi concernant la ville d'Acton Vale, pour que la ville d'Acton Vale soit déclarée propriétaire de certains lots situés dans les limites de la dite ville:

a) The amendment of section I of the Act II, George VI, chapter 100, an Act concerning the Town of Acton Vale, so that the Town of Acton Vale be declared the owner of certain lots situated within the limits of the said Town;

b) La modification de l'article I de la loi II George VI, chapitre 100, aux fins de valider certains contrats de vente de lots effectués par ladite ville d'Acton Vale.

b) The amendment of section I of the Act II George VI, chapter 100, for the purpose of validating certain contracts, respecting the sale of lots, effected by the said Town of Acton Vale.

Saint-Hyacinthe, le 20 octobre 1952.

Saint-Hyacinthe, October 20, 1952.

33478-43-4-o Le Procureur de la ville d'Acton Vale,
JACQUES BOUSQUET, avocat,
515, rue St-Denis,
Saint-Hyacinthe P.Q.

33478-43-4 **JACQUES BOUSQUET,** advocate,
Attorney for the Town of Acton Vale,
515 St. Denis Street,
Saint-Hyacinthe, P.Q.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Cité de Lachine s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la Loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: terme de trois ans pour le Maire et les Echevins; formation d'une commission d'urbanisme; formation d'une commission pour administrer le Musée; régler la location des embarcations de tous genres; confection d'un rôle spécial pour les nouvelles constructions; ratification de certaines vents et échanges de ruelles; pour amender la Loi 5 George VI, chapitre 73, article 6 (Charte de la Cité de Montréal), afin que la Cité de Lachine soit incluse; pour annexer une partie du territoire de la paroisse de la Présentation de la Sainte-Vierge; et pour autres fins.

Montréal, le 20 octobre 1952.

Les Procureurs de la Cité de Lachine,
33471-43-4-o LACROIX & VIAU.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Omer Barbeau de Valleyfield, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour le prier d'adopter une loi concernant l'interprétation à donner au testament de feu Alexandre H. Barbeau, de Saint-Constant, afin d'éliminer tout doute qui pourrait être soulevé quant à l'existence d'une substitution créée par ce testament et décréter que telle substitution n'a jamais existé.

Donné en la Ville de Valleyfield, Comté de Beauharnois, Province de Québec, ce 21^{ème} jour d'octobre 1952.

L'Avocat d'Omer Barbeau,
33486-43-4-o BERNARD LEFEBVRE.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que les "Commissaires d'écoles pour la Municipalité scolaire de Pointe-Claire Ville", s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever dans la Ville de Pointe-Claire une taxe spéciale dite "taxe d'éducation" n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toutes propriétés mobilières, effets mobiliers, marchandises et autres articles de commerce quelconques et pour toutes autres fins.

Montréal, 20 octobre, 1952.

Les Procureurs des Pétitionnaires,
33475-43-4-o CHARBONNEAU, CHARBONNEAU,
& CHARLEBOIS.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Peretz Nathan Cyril Meyerovitch, étudiant en droit des Cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la Province de Québec à sa prochaine session afin de changer son nom à Perry Meyer.

Montréal, ce 21 octobre 1952.

Le Procureur du requérant,
33474-43-4-o GEORGE W. HILL, C.R.

PUBLIC NOTICE

Public notice is, hereby, given that the City of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the Act, 9 Edward VII, chapter 86, and amendments, for the following purposes: three years term for Mayor and Aldermen; formation of a town planning commission; formation of a commission to govern the Museum; to regulate the rental of boats of all kinds; preparation of a special roll for the new buildings; ratification of certain sales and exchanges of lanes; to amend the Act 5 Georges VI, chapter 73, article 6 (Charter of the City of Montreal), in order that the City of Lachine be included; to annex a portion of the territory of the Municipality of the Parish of La Présentation de la Sainte-Vierge; and for other purposes.

Montreal, October 20, 1952.

LACROIX & VIAU,
Attorneys for the City of Lachine.
33471-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given by these presents that Omer Barbeau of Valleyfield, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session requesting it to adopt a law regarding the interpretation of a will of the late Alexandre H. Barbeau of St. Constant, for the purpose of eliminating any doubt whatsoever which may be raised as regards the existence of a substitution created by this will and to decree that a substitution had never existed.

Given at the Town of Valleyfield, County of Beauharnois, Province of Quebec, this 21st day of October, 1952.

BERNARD LEFEBVRE,
Attorney for petitioner, Omer Barbeau.
33486-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is, hereby, given that the School Commissioners for the "Municipality of Pointe-Claire Ville", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of a law permitting to the said School Commissioners to impose and levy in the Town of Pointe-Claire a special tax called "Education Tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale of purchase price, of any moveables, any moveable effects, any merchandises and any article of trade whatsoever, and for other purposes.

Montreal, October 20th, 1952.

CHARBONNEAU, CHARBONNEAU,
& CHARLEBOIS,
33475-43-4-o Attorneys for Petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given that Peretz Nathan Cyril Meyerovitch, student-at-law, of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act, changing his name to Perry Meyer.

Montreal, October 21st, 1952.

GEORGE W. HILL, Q.C.,
33474-43-4-o Solicitor for Applicant.

AVIS LÉGAL

Avis est par les présentes donné qu'une pétition introductive d'un Bill Privé a été faite par Albert Lapointe, Louis Carrier et Idonia Bélanger et sera présentée à l'Assemblée Législative et au Conseil Législatif de la Province de Québec pour obtenir qu'une loi soit adoptée pour retrancher et annuler à toutes fins que de droit dans la clause 3 du testament olographe de Dame Eva Bélanger en date du 12 avril 1947, vérifié et homologué le 23 mars 1949, la clause qui se lit comme suit: "Je veux que cette maison demeure dans la famille de mon mari". Ladite clause affecte un immeuble portant le numéro 7 des subdivisions du lot original numéro 2370 du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur avec une maison dessus construite. Ledit immeuble par ledit testament était légué à Albert Lapointe, pétitionnaire, domicilié à Petite Rivière.

Québec, 21 octobre 1952.

33473-43-4-o L'Avocat,
GASTON ESNOUF, C.R.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that a petition to present a private bill was made by Albert Lapointe, Louis Carrier and Idonia Lapointe of Petite Rivière to be presented to the Legislative Assembly and the Legislative Council of the Province of Quebec in order to obtain that a law be passed to cancel and annul in clause 3 of the olograph will of Mrs Eva Bélanger dated April 12th, 1947, which was probated and homologated on the 23rd of March 1949, the clause which reads as follows: "Je veux que cette maison demeure dans la famille de mon mari". Said clause affects the property bearing number 7 of the subdivisions of original lot number 2370 of the official cadastre for the parish of St. Sauveur of Quebec with the buildings thereon and all appartenances. Said property by the will was legated to Albert Lapointe, one of the Petitioners, domiciled at Petite Rivière.

Quebec, October 21st, 1952.

33473-43-4-o GASTON ESNOUF, Q.C.,
Barrister.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la ville de Richmond s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendante, pour la ville de Richmond, la Loi des cités et villes et la Loi 46 Victoria, chapitre 21, concernant l'Instruction Publique dans la ville de Richmond, sur les matières suivantes:

Pouvoir de créer un fonds industriel et municipal et d'emprunter une somme n'excédant pas \$150,000.00 pour acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou industrielles; droit d'instituer une commission de l'industrie; pouvoirs additionnels concernant la construction d'égoûts et autres conduites privées; droit de percevoir des amendes par billet d'assignation; pouvoir de limiter la vitesse des véhicules automobiles dans la municipalité; pouvoir de répartir par moitiés entre la ville et les intéressés, le coût du pavage des rues et de la construction des trottoirs; droit d'exiger des locataires ou occupants un avis de déplacement; pouvoir de taxer les maisons de chambres; pouvoirs additionnels concernant la taxation des commerces; abrogation de plusieurs dispositions spéciales concernant l'Instruction Publique à Richmond.

Richmond, ce 20 octobre 1952.

33476-43-4-o Le Procureur de la Pétitionnaire,
REDMOND HAYES, C.R.

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Richmond will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending, for the Town of Richmond, the Cities and Towns Act and the act 46 Victoria, chapter 21, respecting Public Instruction in the Town of Richmond, on the following subjects:

Power to constitute an industrial and municipal fund and to borrow a sum not exceeding \$150,000.00 to acquire, construct and maintain one or more immoveables to serve wholly or in part for municipal or industrial purposes; power to establish an industrial commission; additional powers respecting the construction of sewers and other private conduits; power to collect fines following a notice of summons; power to regulate the speed of motor vehicles in the Municipality; power to apportion the costs of paving streets and constructing side-walks, one half upon the Town and one half upon the interested property owners; power to demand a notice of leave from tenants or occupants; power to tax rooming houses; additional powers respecting the taxing of trades; the repeal of several special provisions respecting Public Instruction in Richmond.

Richmond, this 20th October, 1952.

33476-43-4-o REDMOND HAYES, Q.C.,
Attorney for petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la ville de Bromptonville s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi lui accordant le pouvoir de municipaliser, en tout ou en partie, les systèmes d'éclairage, d'énergie électrique et hydraulique dans les limites de son territoire; et à cette fin, de lui accorder le droit d'acquérir, de gré à gré ou par voie d'expropriation, en totalité ou en partie, le ou lesdits systèmes existant déjà dans les limites de son territoire.

Bromptonville, ce 20 octobre 1952.

33488-43-4-o Les Procureurs de la pétitionnaire,
DESMARAIS & BARNARD.

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Bromptonville will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act granting it the power to municipalize, wholly or in part, the lighting, electric power and waterpower systems within the limits of its territory and, for this purpose, to obtain the right to acquire, by agreement or by way of expropriation, wholly or in part, any or all said systems presently existing within the limits of its territory.

Bromptonville, this 20th October, 1952.

33488-43-4-o DESMARAIS & BARNARD,
Attorneys for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

CITÉ DE MONTRÉAL

Avis est, par les présentes, donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir, sur les matières suivantes, certaines modifications à sa charte, le Statut 62 Victoria ch. 58, de même qu'aux différents statuts, généraux ou particuliers, qui la modifient ou la concernent:

Annexion d'un lisière du territoire de la Ville de Côte Saint-Luc; réglementation de la vitesse des véhicules-automobiles; réglementation de la construction; réglementation et restrictions concernant la destination et l'usage des terrains et des constructions; réglementation et restrictions concernant l'usage des logements et des appartements et la location des chambres; fermeture de rues; exploitation de restaurants, salles à manger, et autre commodités dans les parcs et édifices municipaux; autorisation rétroactive d'imposer, sous forme de permis, la taxe spéciale déjà permise sur les autobus; rôle de perception, fixation de la valeur locative et nouvelle base d'imposition de la taxe d'eau, de la taxe d'affaires et des taxes personnelles; exigibilité des taxes foncières, sur les immeubles expropriés par la Cité; augmentation de la contribution des locataires du réseau de canalisation électrique au fonds de retraite de la commission des services électriques; ratification d'actes, conventions, règlements, résolutions, rôles et plans; pouvoirs du conseil et du comité exécutif; remplacement d'un conseiller représentant un corps public quand il cesse d'en faire partie; pensions; constitution et pouvoirs de la Cour du Recorder, des recorders et des avocats, greffiers et officiers de cette Cour; budget et finances; taxes et exemptions de taxes; rôles d'évaluation, de contributions foncières et de perception; ligne homologuées; expropriations, de contributions foncières et de perception; lignes homologuées; expropriations; égouts; pavages; trottoirs; améliorations locales; aqueduc; sur toutes autres matières jugées utiles ou pertinentes.

Montréal, le 21 octobre 1952.

Le Greffier de la Cité,

J. ALPHONSE MONGEAU.

Bureau du greffier,
Hôtel de ville.

33484-43-4-0

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Shawinigan Falls s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de l'autoriser à établir un pont de péage entre l'île Melville et la rive de la rivière Saint-Maurice, dans les limites de la municipalité de Shawinigan Falls.

Shawinigan Falls, le 20 octobre 1952.

Les Procureurs de la Cité de
Shawinigan Falls,

33485-43-4-0

DÉSILETS et DESHAIES.

Canada, Province de Québec

Avis public, est, par les présentes donné que la corporation du village de Pointe au Pic, une corporation municipale légalement constituée par la Loi 40 Victoria, chapitre 46, amendé par 1 Edouard VII, chapitre 53 et 5 Edouard VII, chapitre 51, s'adressera à la Législature de Québec à sa Session commençant le 12 novembre

PUBLIC NOTICE

CITY OF MONTREAL

Notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature, at its forthcoming session, to obtain, on the following matters, certain amendments to its Charter, the Act 62 Victoria, chapter 58, and to the different acts, general or special, which amend or concern it:

Annexion of a strip of the territory of the Town of St. Luc; regulation of the speed of motor vehicles; regulation of construction; regulation and restrictions concerning the purpose and the use of land and construction; regulation and restrictions concerning the use of dwelling and apartments and the rental of rooms; closing of streets; operation of restaurants, dining rooms and other services in municipal parks and buildings; retroactive authorization to levy, under the form of permits, the special tax already allowed on autobuses; tax rolls, establishment of the rental value and a revised basis of taxation for water, business and personal taxes; exigibility of real estate taxes on immovables expropriated by the City; increase in the contribution of lessees of the underground electric conduit system to the superannuation fund of the Electric Commission; approval of deeds, agreements, by-laws, resolutions, rools and plans; powers of the Council and of the Executive Committee; replacement of Councillor representing a public body when he ceases to be a member thereof; pensions; constitution and powers of the Recorder's Court, of the recorders and of the attorneys, clerks and officers of this Court; budget and finances; taxes and tax exemptions; permits; assessment, real estate and tax rolls; homologated lines; expropriations; sewers; pavings; sidewalks; local improvements aqueduct; on all other matters deemed useful or pertinent.

Montreal, 21st October, 1952.

J. ALPHONSE MONGEAU,

City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall.

33484-43-4-0

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Shawinigan Falls will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing the City to establish a toll bridge between Melville Island and the shore of St. Maurice River, within the limits of the Municipality of Shawinigan Falls.

Shawinigan Falls, October 20th, 1952.

DÉSILETS and DESHAIES,

Attorneys for City of

Shawinigan Falls.

33485-43-4-0

Canada, Province of Quebec

Public notice, is hereby, given that the Corporation of the Village of Pointe-au-Pic, a municipal corporation duly constituted by the Special Act 40 Victoria, Chapter 46, as amended by 1 Edouard VII, Chapter 53 and by 5 Edouard VII, Chapter 51, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its Session beginning on

1952, aux fins d'obtenir l'adoption et la sanction d'une loi modifiant sa charte aux fins:

1° de lui accorder de plus amples pouvoirs en matière d'imposition de licences aux charretiers ou rouliers publics, propriétaires et conducteurs de voitures de louage publiques ou de chevaux gardés pour location;

2° de l'autoriser à imposer et prélever annuellement certaines taxes d'affaires;

3° de décréter que le sens d'éligibilité d'un membre du conseil devra exister depuis au moins douze mois précédant la date de la mise en nomination;

4° d'autoriser la corporation à prendre possession du système d'aqueduc appartenant à la Compagnie d'Aqueduc de Pointe au Pic et comprenant les ruisseaux et sources d'approvisionnement, réservoirs, tuyaux d'adduction ou de distribution, appareils de chloration, bornes-fontaines, terrains, droits, servitudes et autres accessoires situés tant dans les limites de la municipalité qu'en dehors de ses limites et alimentant les contribuables de la municipalité de même que les usagers de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie qui est adjacente et contigue, tout en prévoyant la procédure de fixation d'indemnité à défaut d'entente;

5° de préciser le pouvoir de la corporation municipale de vendre de l'eau en dehors de ses limites, et pour autres fins.

La Malbaie, le 22 octobre 1952.

La Corporation du Village,
de la Pointe au Pic.

Par le Procureur de la pétitionnaire,
33489-43-4-o PIERRE GOBEIL.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Saint-Joseph d'Alma et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Naudville, dans le district électoral de Lac Saint-Jean, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de prolonger les dispositions de la loi 14 George VI, chapitre 137 (Loi concernant les commissions scolaires de ville de Saint-Joseph d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Ile Maligne) pour une période de cinq années, à compter de 1953 inclusivement, et de porter le taux de la taxe scolaire spéciale, dont l'imposition a été autorisée par l'article 2 de la loi ci-dessus, de un demi de un pour cent qu'il était à un pour cent, et pour porter l'âge scolaire de 6 à 14 ans qu'il était à 6 à 16 ans, et autres fins.

Québec, le 23 octobre 1952.

Les Procureurs des pétitionnaires,
VICTORIEN TREMBLAY, C.R.,
VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

33501-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la ville de Saint-Joseph d'Alma s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi l'autorisant à s'annexer la ville de Riverbend.

Québec, le 23 octobre 1952.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
VICTORIEN TREMBLAY, C.R.,
VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

33502-43-4-o

November 12, 1952 for the purpose of obtaining the adoption of a special act amending its charter for the following purposes:

1. to grant it wider powers in matters of imposition of commercial licenses to carters and public carriers, owners and drivers of vehicles for rental to the public or horses kept for the same purposes;

2. to authorize it to impose and collect annually certain business taxes;

3. to edit that the qualifications for the position of member of the council shall be required to exist at least twelve months before the date of the nomination of candidates;

4. To authorize the corporation to take over the waterworks system belonging to La Compagnie d'Aqueduc de Pointe-au-Pic, including brooks, rivers and other sources of supply, reservoirs, adduction and distribution pipes, chlorating apparatus, hydrants and all the lands, real rights and other rights, servitudes and other accessories situated within the limits of the municipality and outside of such limits, presently supplying water to the tax-payers of the municipality as well as to certain inhabitants of the Parish of Saint-Etienne de La Malbaie which is next to it and also to provide for a procedure to permit the establishment of the indemnity payable to the owners thereof, should the parties fail to come to an agreement;

5. to define with more precision the right of the corporation to sell water outside of its limits and for other purposes.

La Malbaie, October 22, 1952.

The Corporation of the Village,
of Pointe-au-Pic.

PIERRE GOBEIL,
33489-43-4-o Attorney for the petitioner.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of the town of Saint-Joseph d'Alma and the school commissioners for the municipality of the village of Naudville, in the electoral district of Lake Saint-John, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session praying for the adoption of an Act to extend the provisions of the Act 14, George VI, chapter 137, (an Act respecting the School Boards of the town of Saint-Joseph d'Alma, of Naudville, of Riverbend and of Ile Maligne) during a period of 5 years as from the year 1953 inclusive, and to increase the special school tax the levying of which was authorized by section 2 of the above Act from one half of one per cent to one per cent, and to increase the ages of school attendance from 6 to 14 as it was to 6 to 16 years, and other purposes.

Quebec, October 23rd, 1952.

VICTORIEN TREMBLAY, Q.C.,
VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,
Attorneys for petitioners.

33501-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the town of Saint-Joseph d'Alma will apply to the Legislature at its next session praying for the adoption of an act authorizing the said town to annex to its territory the town of Riverbend.

Quebec, October 23rd, 1952.

VICTORIEN TREMBLAY, Q.C.,
VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,
Attorneys for petitioner.

33502-43-4-o

Canada, Province de Québec

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Ste-Foy", une corporation municipale constituée par la Loi 13 George VI, chapitre 101, s'adressera à la Législature de Québec à sa Session commençant le 12 novembre 1952 aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi modifiant sa charte aux fins:

1° d'autoriser le conseil de ville à adopter sans referendum un nouveau règlement de construction et de zonage en remplacement du règlement actuel numéro 113 devenu insuffisant et désuet par suite de l'orientation nouvelle donnée au développement du territoire municipal;

2° de valider à toutes fins que de droit trois contrats intervenus entre le conseil de ville d'une part et le gouvernement fédéral d'autre part relativement aux contributions qui doivent être versées au conseil municipal en retour de la fourniture de certains services municipaux requis par la construction de maisons d'habitation et autres édifices;

3° d'autoriser le conseil de ville à renouveler, avec ou sans modification, les trois contrats dont la validation est demandée, et ce, à l'époque de leur expiration;

4° d'autoriser le conseil de ville à effectuer avec le gouvernement fédéral ou l'une de ses corporations toute convention jugée appropriée au développement du territoire municipal, sujet à certaines approbations;

5° d'autoriser le conseil de ville à retarder au 15 décembre le dépôt de la liste électorale fonctionnée annuellement;

6° d'autoriser le conseil de ville à imposer par règlement une taxe spéciale d'aqueduc sur les lots vacants en front desquels tel service municipal est établi;

7° de légaliser les travaux exécutés à même le surplus resté disponible sur le produit d'un emprunt effectué pour l'exécution de travaux publics qui ont été complétés en bas du coût estimatif prévu et valider en même temps l'emploi de ce surplus resté disponible sur le dit emprunt de \$880,000.00 effectué sous l'autorité du règlement numéro V-5;

8° d'autoriser la ville à emprunter, par émission d'obligations, sans referendum et sujet à certaines approbations, une somme de \$105,000.00 dont le produit servira à l'acquittement du coût de travaux publics, permanents et urgents qui ont été exécutés sans appropriation particulière et sans capitalisation ou consolidation;

9° d'autoriser la ville à emprunter, par émission d'obligations, sans referendum et sujet à certaines approbations préalables, une somme n'excédant pas \$100,000.00 dont le produit servira à payer le coût de construction d'extensions d'aqueduc et d'égoût, mais en autant seulement que le revenu des dites extensions sera égal à au moins 8% du coût des dits travaux;

10° d'autoriser la ville à emprunter annuellement, par émission d'obligations, sans referendum et sujet à certaines approbations préalables, une somme n'excédant pas \$50,000.00 pour défrayer le coût de travaux publics et permanents de voirie;

11° et pour autres fins.

Quebec, le 22 octobre 1952.

LA VILLE DE STE-FOY,
Par le Secrétaire-trésorier
de la pétitionnaire,
JOSEPH MORIN.

33493-43-4-o

Canada, Province of Quebec

Public notice is hereby given that the "Town of Ste-Foy", a municipal corporation incorporated by Act 13, George VI, chapter 101, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session starting November 12, 1952, for the purpose of obtaining the adoption of an Act modifying its charter, to wit:

1. to authorize the Town Council to adopt, without referendum, a new building and zoning by-law to replace the present by-law number 113, now insufficient and obsolete, following the new trend in the development of the municipal territory;

2. to validate for all purposes thereof three contracts entered into between the Town Council on the one part and the Federal Government on the other part, relative to contributions which are to be paid to the municipal council in return for supplying certain municipal services required for the construction of dwelling houses and other buildings;

3. to authorize the Town Council to renew with or without modification, the three contracts for which validation is requested, and this, at the time of their expiration;

4. to authorize the Town Council to effect with the Federal Government or one of its corporations, any arrangement deemed appropriate to the development of the municipal territory, subject to certain approvals;

5. to authorize the Town Council to delay until December 15 the deposit of the electoral list prepared annually;

6. to authorize the Town Council to impose by by-law a special water tax on vacant lots in front of which such a municipal service is established;

7. to legalize the work done with the surplus which was available from the proceeds of a loan made for the execution of public works which were completed below the expected estimated cost and to validate, at the same time, the use of this available surplus of the said loan of \$880,000.00 made under the authority of by-law number V-5;

8. to authorize the Town to borrow, by bond issue, without referendum and subject to certain approvals, a sum of \$105,000.00 the proceeds of which will serve to defray the cost of public works, permanent and urgent, which were made without special appropriation and without capitalization or consolidation;

9. to authorize the Town to borrow, by bond issue, without referendum and subject to certain previous approvals, a sum not to exceed \$100,000.00 the proceeds of which will serve to pay the cost of building extensions to the water-works and sewers, but only insofar as the revenue of the said extensions will be equal to at least 8% of the cost of the said work;

10. to authorize the Town to borrow annually, by bond issue, without referendum and subject to certain previous approvals, a sum not to exceed \$50,000.00, to defray the cost of public and permanent road work;

11. and for other purposes.

Quebec, October 22, 1952.

THE TOWN OF STE-FOY,
Per: JOSEPH MORIN,
Secretary-Treasurer
for Petitioner.

33493-43-4

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la "Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec," aussi connue sous le nom de "Coopérative Fédérée de Québec" présentera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, une pétition concluant à l'adoption d'une loi pour amender sa charte, étant la loi 13 George V, chapitre 109, (1922), telle qu'amendée, de la manière suivante: porter son capital autorisé de deux millions de dollars à huit millions; permettre la création de deux ou plusieurs catégories d'actions ordinaires, et d'être autorisée à payer un intérêt sur l'une ou l'autre ou chacune de ces catégories d'actions; d'enlever la disposition l'obligeant à payer un minimum de cinq pour cent (5%) et un maximum de sept pour cent (7%) d'intérêt sur ses actions privilégiées; stipuler que les actions privilégiées auront, quant au principal, priorité sur les actions ordinaires et permettre au bureau de direction de déterminer les autres privilèges, droits ou limitations des dites actions privilégiées; modifier le droit de vote de ses associations-membres de façon à ce qu'il soit basé sur le nombre de sociétaires de chacune d'elles et, dans un certaine proportion, sur le chiffre d'affaires traitées par les associations-membres avec la Coopérative Fédérée; modifier la date de clôture de son exercice financier ainsi que les délais prévus pour la tenue de son assemblée générale annuelle; clarifier les pouvoirs respectifs du bureau de direction et de l'assemblée générale concernant la répartition et le paiement des bénéfices; donner à la société le pouvoir d'adopter un règlement permettant au bureau de direction d'attribuer des actions en paiement de ristournes et à compter de telle attribution, chaque association-membre sera sensée avoir souscrit ces actions et sera obligée de les payer au moyen des ristournes qui lui sont ainsi créditées; et pour toute autre fin.

Québec, ce 18 octobre 1952.

Le Procureur de la pétitionnaire,
33490-43-4-o FRANÇOIS JOBIN.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville Montréal-Nord s'adressera à la Législature de la Province, à sa prochaine session, en vue de faire adopter une loi amendant sa charte, la Loi 5 George V, chapitre 108 et amendements, pour ratifier une correction effectuée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, et concernant le lot numéro 67 situé dans la Ville Montréal-Nord; pour autoriser la ville à aliéner certains terrains qui lui avaient été cédés gratuitement pour servir de rues et ruelles; pour accroître et modifier les pouvoirs de la ville de régler la construction; pour amender les articles 28a et 28b de sa charte, relativement aux travaux d'améliorations locales de la Ville; pour augmenter l'indemnité annuelle du Maire et des échevins; et pour d'autres matières.

Ville Montréal-Nord, ce 22ième jour d'octobre, 1952.

Le Procureur de la Ville Montréal-Nord,
33491-43-4-o 265 ouest, rue Craig, Montréal.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville St-Michel s'adressera à la Législature de la Province, à sa prochaine session, en vue de faire adopter une loi amendant sa charte, la Loi 4

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the "Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec" also known under the name of "Quebec Federated Co-operative", will present to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, a petition conducive to the adoption of an Act to amend its charter, being Act 13, George V, chapter 109 (1922), as amended, in the following manner, namely: to increase its authorized capital from two million dollars to eight million dollars; to allow the creation of two or several classes of common shares and to be authorized to pay interest on one or the other or each of these classes of shares; to remove the provision which obliges it to pay a minimum of five per cent (5%) and a maximum of seven per cent (7%) interest on its preferred shares; to stipulate that the preferred shares shall have, as to principal, priority over the common shares and to allow the Board of Directors to determine the other privileges, rights or limitations of the said preferred shares; to modify the right to vote of its member-associations so that it be based upon the number of associates of each one of them and, in a certain proportion, upon the business turnover negotiated by the member-associations with the Quebec Federated Co-operative; to modify the closing date of its fiscal year as well as the delays provided for the holding of the annual general meeting; to clarify the respective powers of the Board of Directors and those of the general meeting regarding the allotment and payment of profits; to give the Society the power to adopt a by-law permitting the board of directors to allot shares in payment of patronage dividends and upon such allotment each member-association shall be deemed to have made application for the said shares and shall be under an obligation to pay therefor by the application of said patronage dividends; and for any other purpose.

Québec, October 18, 1952.

33490-43-4 FRANÇOIS JOBIN,
Attorney for Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Montreal-North will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, Act 5, George V, chapter 108 and amendments, to ratify a correction made to the official plan and book of reference for the Parish of Sault au Récollet, concerning lot 67 situated in the Town; to authorize the Town to alienate certain parcels of land previously transferred to the Town to be used as streets and lanes; to increase and modify the Town's power to make building by-laws; to increase the annual indemnity of the Mayor and aldermen; to amend sections 28a) and 28b) of its charter concerning municipal works of local improvements, and for other purposes.

Town of Montreal-North, October 22nd, 1952.

GASTON POULIOT,
33491-43-4-o 265 Craig Street West, Montreal.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of St-Michel will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, Act 5,

George V, chapitre 109 et amendements, pour autoriser la ville à aliéner certains terrains qui lui avaient été cédés gratuitement pour servir de rues et ruelles; pour augmenter l'indemnité annuelle des échevins; pour amender les articles 37a et 37b de sa charte relatifs aux travaux d'amélioration locales de la ville; pour changer le nom de Ville St-Michel en celui de Cité de St-Michel; et pour d'autres matières.

Ville St-Michel, ce 22ième jour d'octobre, 1952.

Le Procureur de la Ville St-Michel,

GASTON POULIOT,

33492-43-4-o 265 ouest, rue Craig, Montréal.

George V, chapter 109 and amendments, to authorize the Town to alienate certain parcels of land previously transferred to the Town, to be used as streets and lanes; to increase the annual indemnity of the aldermen; to amend sections 37a) and 37b) of its charter concerning municipal works of local improvements; to change the name of the Town of St-Michel into City of St-Michel; and for other purposes.

Town of St-Michel, the 22nd of October, 1952.

GASTON POULIOT,

Attorney for the Town of St-Michel,

33492-43-4-o 265 Craig Street West, Montreal.

AVIS

Avis est par les présentes donné, que la Ville d'East-Angus s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la loi 2 George V, chapitre 72 et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes: permettre de fixer l'évaluation de Thomas Bonar & Co. (Canada) Limited à \$38,000.00; autoriser le conseil à passer un règlement sujet à referendum accordant une rémunération annuelle ne devant pas excéder \$1,000.00 pour le maire et \$500.00 pour chaque échevin; dans le cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation ou à la sécurité publique, permettre l'émission d'un billet constatant l'infraction et autoriser le greffier de la Cour du Recorder à percevoir la somme de \$2.00 du contrevenant, ce qui aura pour effet de le libérer de toute autre pénalité relative à cette infraction en autant que la Corporation de la ville d'East-Angus est concernée; autoriser le conseil à refuser tout permis de construction à quiconque voudra construire sur un terrain non cadastré; autoriser le conseil à imposer et prélever sur tout colporteur faisant affaires dans la municipalité un droit annuel ne devant pas excéder \$500.00 qui pourra être augmenté de moitié sur ceux qui ne résident pas dans ladite municipalité; autoriser le conseil à imposer et prélever sur tout habitant du sexe masculin, âgé de 21 ans ou plus, qui n'est pas autrement taxé, une taxe annuelle de \$5.00 dollars; autoriser le conseil à imposer et prélever annuellement sur tout locataire payant loyer dans la municipalité une somme n'excédant pas 10 centins par dollar sur le loyer annuel ou sur le montant de la valeur annuelle de la propriété inscrite au rôle d'évaluation; et pour d'autres fins.

Sherbrooke, ce 1er octobre 1952.

Les Procureurs de la requérante,

33503-43-4-o

COTÉ & CRÉPEAU.

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of East-Angus will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an Act amending its Charter, the Act 2, CGeorge V, chapter 72, and the different statutes which amend it, on the following matters; to be allowed to fix the valuation of Thomas Bonar & Co. (Canada) Limited to \$38,000.00; to authorize the Council to pass a by-law subject to referendum granting an annual remuneration that shall not exceed \$1,000.00 for the Mayor and \$500.00 for each of the Aldermen; in the case of offences against the municipal by-laws relative to traffic or public security, to be allowed to issue a ticket stating the infringement and to authorize the clerk of the Recorder's Court to collect the sum of \$2.00 from the offender, which shall have for effect to free him from any other penalty relative to this infringement inasmuch as the Corporation of the Town of East-Angus is concerned; to authorize the Council to refuse any building permit to anyone wishing to build upon land not listed on the cadastre; to authorize the Council to impose and levy on any peddler doing business in the municipality an annual charge which shall not exceed \$500.00, and which may be increased by half for non-residents of the said municipality; to authorize the Council to impose and levy on any male inhabitant, aged 21 years or more, who is not otherwise taxed, an annual tax of \$5.00; to authorize the Council to impose and levy annually on all tenants paying rent in the municipality a sum not to exceed 10 cents on the dollar on the annual rent or on the amount of the annual value of the property inscribed on the valuation roll; and for other purposes.

Sherbrooke, October 1st, 1952.

COTÉ & CRÉPEAU,

33503-43-4

Attorneys for the petitioner.

Action en séparation de biens

District d'Arthabaska, Cour supérieure N° 7835, Dame Alphonsine Roy, épouse de Peurly Boyce, de Ste-Jeanne d'Arc, comté de Drummond, a formé contre son mari, Peurly Boyce, du même lieu, une demande en séparation de biens.

Drummondville, le 17 octobre 1952.

L'Avocat de la demanderesse,
PAUL ROUSSEAU, C.R.

33459-o

Action for separation as to property

District of Arthabaska, Superior Court, No. 7835, Dame Alphonsine Roy, wife of Peurly Boyce, domiciled at Ste-Jeanne d'Arc, Co. Drummond, has instituted against her husband, Peurly Boyce, of same place, an action for separation as to property.

Drummondville, October 17th, 1952.

PAUL ROUSSEAU, Q.C.
Attorney for the Plaintiff.

33459-o

Avis divers

AVIS DE LA DEMANDE DES PLANS
ET DEVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que Aluminum Company of Canada, Limited, ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec, se propose de demander l'autorisation de faire construire, d'entretenir et de gérer une usine pour l'exploitation de forces hydrauliques comprenant des travaux de prise d'eau, une usine génératrice et autres constructions nécessaires à un endroit connu sous le nom de Chute du Diable, sur la rivière Péribonka, et le site des travaux projetés comprend, sur la rive sud de la rivière Péribonka, les lots 7, 8 et 9, rang II, canton Garnier, comté de Lac St-Jean est, et sur la rive nord de ladite rivière, le lot 18, rang II, et les lots 20 et 21, rang III, canton Jogues, comté de Lac St-Jean ouest.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé aux bureaux des divisions d'enregistrement de Lac St-Jean ouest, à Roberval, et de Lac St-Jean est, à Hébertville Village, et de Chicoutimi, à Chicoutimi.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

ALUMINUM COMPANY OF CANADA, LIMITED,
Le Secrétaire,
L.-P. LEDUC.
33322-40-4-o

L'ASSOCIATION DES MESUREURS DE BOIS
LICENCIÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Règlement N° 8

a) Le conseil d'administration se composera de 20 membres dont un président, un vice-président, un secrétaire-trésorier et dix-sept directeurs représentant les 17 districts ci-après décrits:

District N° 1. les comtés de Gaspé-Nord et Matane.

District N° 2. les comtés de Matapédia, Bonaventure, Gaspé-Sud. Aussi les mesureurs résidant au Nouveau-Brunswick.

District N° 3. les comtés de Rimouski, Témiscouata, Rivière-du-Loup et Kamouraska.

District N° 4. les comtés de L'Islet, Montmagny, Bellechasse, Lévis, Lotbinière et Beauce.

District N° 5. tous les comtés au sud des comtés de Beauce et Lotbinière et situés entre les frontières américaines et le fleuve St-Laurent.

District N° 6. les comtés de Saguenay, Ile d'Anticosti et Iles-de-la-Madeleine.

District N° 7. les comtés de Chicoutimi et Lac St-Jean.

District N° 8. le comté de Roberval.

District N° 9. les comtés de Charlevoix et Montmorency.

Miscellaneous Notices

APPLICATION AND NOTICE OF DEPOSIT OF
PLANS AND SPECIFICATIONS

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that Aluminum Company of Canada, Limited, having its head office and principal place of business in the City of Montreal, County of Hochelaga, Province of Quebec, intends to apply for authorization to have constructed, maintained and operated a hydro-electric development consisting of intake works, powerhouse and necessary adjuncts thereto at a site known as Chute du Diable, on the Peribonka River, and the site of the proposed works involves, on the south side of the Peribonka River, Lots 7, 8 and 9, Range II, Township of Garnier, County of Lake St. John East, and on the north side of the said River, Lot 18, Range II, and Lots 20 and 21, Range III, Township of Jogues, in the County of Lake St. John West.

Notice is also given that a Petition to that effect, accompanied by plans and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, have been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plans and specifications have been deposited at the Registry Office of the Registration Divisions of Lake St. John West at Roberval, and of Lake St. John East at Hébertville Village, and of Chicoutimi at Chicoutimi.

The application contained in the Petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

ALUMINUM COMPANY OF CANADA, LIMITED.
L.-P. LEDUC,
Secretary.
33322-40-4-o

PROVINCE OF QUEBEC LICENSED
CULLER'S ASSOCIATION

By-law No. 8

a) The Board of Directors will be composed of 20 members, of which a president, a vice-president, a secretary-treasurer, and seventeen directors, representing the seventeen districts hereinafter described:

District No. 1. The counties of Gaspé-North and Matane.

District No. 2. the counties of Matapedia, Bonaventure, Gaspé-South; also cullers residing in New Brunswick.

District No. 3. the counties of Rimouski, Témiscouata, Rivière-du-Loup and Kamouraska.

District No. 4. the counties of l'Islet, Montmagny, Bellechasse, Lévis, Lotbinière and Beauce.

District No. 5. all the counties south of the counties of Beauce and Lotbinière and situate between the American frontier and the River St. Lawrence.

District No. 6. the counties of Saguenay, Anticosti Island and the Magdalen Islands.

District No. 7. the counties of Chicoutimi and Lake St. John.

District No. 8. the county of Roberval.

District No. 9. the counties of Charlevoix and Montmorency.

District N° 10. les comtés de Québec et Portneuf et la ville de Québec.

District N° 11. les comtés de Champlain et Laviolette.

District N° 12. les comtés de St-Maurice, Trois-Rivières et Maskinongé.

District N° 13. les comtés de Berthier, l'Assomption, Ile de Montréal et Laval.

District N° 14. les comtés de Terrebonne, Montcalm et Labelle.

District N° 15. les comtés de Gatineau, Argen-teuil, Deux-Montagnes, Vaudreuil-Soulanges et Hull.

District N° 16. Les comtés de Pontiac, Témiscamingue et Rouyn-Noranda.

District N° 17. les comtés d'Abitibi-Ouest et Abitibi-Est.

Le Secrétaire-trésorier,
GUY CAUCHON.

33408-42-2-o

District No. 10. the counties of Quebec and Portneuf and the City of Quebec.

District No. 11. the counties of Champlain and Laviolette.

District No. 12. the counties of St-Maurice, Trois-Rivières and Maskinongé.

District No. 13. the counties of Berthier, l'Assomption, the Island of Montreal and Laval.

District No. 14. The counties of Terrebonne, Montcalm and Labelle.

District No. 15. the counties of Gatineau, Argen-teuil, Two-Mountains, Vaudreuil-Soulanges and Hull.

District No. 16. the counties of Pontiac, Témiscamingue and Rouyn-Noranda.

District No. 17. the counties of Abitibi-West and Abitibi-East.

GUY CAUCHON,
Secretary-Treasurer.

33408-42-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses de Magog Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 2 octobre 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Magog, dans le district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

33437-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Éducatrices Catholiques de Hull", pour l'étude la défense et le développement des intérêts économique, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 octobre 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

33438-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses de Magog Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 2, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Magog, judicial district of St. Francis.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

33437

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Éducatrices Catholiques de Hull", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 3, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Hull, judicial district of Hull.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

33438

HYDRAULIC MACHINERY COMPANY, LIMITED

Règlement N° Trois-B

1° Le nombre des directeurs de cette compagnie est, par les présentes, augmenté de trois (3) à quatre (4).

2° L'article 1 du règlement trois, tel qu'amendé par le règlement N° trois-A, est de plus amendé en rayant les mots et chiffre "cinq" (5) et en y substituant les mot et chiffre "quatre" (4).

Montréal, P. Q. le 14 octobre 1952.

Certifié vraie copie:

(Sceau)

33441

Le Secrétaire,
J. G. PORTEOUS.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société sous le nom de "Le Syndicat National des Camionneurs "F"

HYDRAULIC MACHINERY COMPANY, LIMITED

By Law No. Three-B

1. The number of Directors of this Company is hereby increased from three (3) to four (4).

2. Article 1 of By-law Three, as amended by By-law No. Three-A, is further amended by deleting the word and figure "Five" (5) and substituting therefor the word and figure "Four" (4).

Montreal, P. Q. October 14th, 1952.

Certified true copy:

(Seal)

33441-o

J. G. PORTEOUS,
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicate's Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat National des Camionneurs

de la Région de Québec”, pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 octobre 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

33442-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

HUDSON CURLING CLUB INC.

Lé règlement N° XIII étant un règlement changeant le nombre des directeurs de trois à dix:

“Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de “Hudson Curling Club Inc.”, ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à dix.

2° Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent.”

Nous certifions que le précédent est une vraie copie du règlement N° XIII de “Hudson Curling Club Inc.”, passé à une assemblée des directeurs de la compagnie tenue le 14e jour d'octobre 1952, et lequel règlement a été confirmé et sanctionné par les actionnaires, tel que requis par la Loi.

Témoin: Le sceau corporatif de ladite compagnie, ce quatorzième jour d'octobre 1952.

33480 Le Président,
JOHN CERINI.
Le Secrétaire-trésorier,
ROBERT L. JAMIESON.

ROBAPHARM (CANADA) LIMITED

Extrait du livre des minutes de “Robapharm (Canada) Limited”, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à quatre:

“Que le règlement numéro 2, paragraphe 1, soit amendé comme suit:

Règlement N° 2

1° Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de quatre membres dont deux formeront *quorum*.”

33481-o Le Secrétaire,
SIMON LATOUR.

Chartes — Abandon de

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie “Marjorie Daw Fashions Inc., donne par les présentes avis, qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur en Conseil pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 6 octobre 1952.
MARJORIE DAW FASHIONS INC.
Par: Le Secrétaire,
I. ROCHWERG.
Le Procureur de la compagnie requérantes,
SAMUEL MOSKOVITCH, C.R. 33439

“F” de la Région de Québec”, for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 17, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Quebec, judicial district of Quebec.

33442 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

HUDSON CURLING CLUB INC.

By-Law No. XIII being a by-law changing the number of Directors from three to ten:

“Be it enacted and it is hereby enacted as By-law of “Hudson Curling Club Inc.”, as follows:

1. The number of Directors of the Company be and it is hereby increased from three to ten.

2. The By-laws of the Company be and they are hereby amended to accord with the foregoing.”

We certify that the foregoing is a true copy of By-law No. XIII of “Hudson Curling Club Inc.” passed at a meeting of the Directors of the Company held on the 14th day of October, 1952, and which By-law was confirmed and sanctioned by the Shareholders as required by Law.

As witness the corporate seal of the said Company this fourteenth day of October, 1952.

33480-o JOHN CERINI,
President.
ROBERT L. JAMIESON,
Secretary-Treasurer.

ROBAPHARM (CANADA) LIMITED

Excerpt from the Register of the Minutes of “Robapharm (Canada) Limited”, concerning the increase of the number of Directors, from three to four.

“That By-law number 2, paragraph 1 be amended as follows:

By-Law No. 2

1. The affairs of the company will be managed by a Board of Directors composed of four members, two of whom shall form the *quorum*.”

33481 SIMON LATOUR,
Secretary.

Charters — Surrender of

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, “Marjorie Daw Fashions Inc., hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-governor in Council for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation as and from a date to be fixed by him.

Montreal, October 6th, 1952.
MARJORIE DAW FASHIONS INC.
Per: I. ROCHWERG,
Secretary.
SAMUEL MOSKOVITCH, Q.C.,
Attorney for Petitioner Company. 33439-o

"MODERN INVESTMENT INC."

Avis est par les présentes donné que "Modern Investment Inc.", corporation légalement constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant sa place d'affaires dans la Cité de Montréal, présentera une requête au Procureur-général de la Province de Québec aux fins d'abandon de ses Lettres Patentes, le tout, suivant les dispositions de ladite Loi des Compagnies de Québec.

Fait à Montréal, ce 22ième jour d'octobre 1952.

(Sceau)
33494-o

Le Secrétaire,
L. de TRAVESAY.

"MODERN INVESTMENT INC."

Notice is hereby given that the "Modern Investment Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of October, 1952.

(Seal)
33494-o

L. de TRAVERSAY,
Secretary.

Compagnies autorisées à faire
des affaires

Avis est donné que la compagnie "Cape Copper Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions débetures et autres valeurs.

Le siège social dans la Province est à chambre 1010, 132 ouest rue Saint-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. Marcel Lajeunesse, App. 12, 2022 avenue Union, en ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 22e jour d'octobre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33436 JEAN BRUCHÉSI.

Companies Licensed to do
Business

Notice is hereby given that the company "Cape Copper Mines Limited" (No Personal Liability) has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at Room 1010, 132 Saint-James St. West, in the City and Judicial District of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. Marcel Lajeunesse, Apt. 12, 2022 Union Avenue, in the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of October, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33436-o Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Inlet Mining Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions débetures et autres valeurs.

Le siège social dans la Province est à chambre 1010, 132 ouest, rue Saint-Jacques en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. S.-J. Smiley, 1200 rue St-Alexandre, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 22e jour d'octobre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33436 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the company "Inlet Mining Corporation Limited" (No Personal Liability), has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stocks-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at Room 1010, 132 St. James St. West, in the City and Judicial District of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. S.-J. Smiley, 1200 St. Alexander Street, of the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of October, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33436-o Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Kerromac Mining Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions débetures et autres valeurs.

Le siège social dans la Province est à Suite 318, 132 ouest, rue Saint-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. Ernest Lafontaine, de la cité de Montréal et domicilié à l'adresse donnée plus haut.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 22e jour d'octobre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33436 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the company "Kerromac Mining Company Limited" (No Personal Liability) has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at Suite 318, 132 St. James Street West, in the City and Judicial District of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. Ernest Lafontaine, of the City of Montreal, and residing at the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of October, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33436-o Under Secretary of the Province.

Compagnies dissoutes

Companies Dissolved

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Beauce Monuments Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 mai 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 octobre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 16 octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33436-o C. E. CANTIN.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la "Compagnie de Bois du Golfe Ltée—Gulf Lumber Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 janvier 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 octobre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 16 octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33436-o C. E. CANTIN.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Drake Investment & Realty Co. Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 juin 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 octobre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33436-o C. E. CANTIN.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Gagnon & Mauger Co. Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 janvier 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 octobre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 16 octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33436-o C. E. CANTIN.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'ar-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Beauce Monuments Ltée", incorporated by letters patent dated the 19th day of May, 1950.

Notice is also hereby given that from and after the 15th day of October, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of October, 1952.

C. E. CANTIN,
33436 Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company, "Compagnie de Bois du Golfe Ltée—Gulf Lumber Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 4th day of January 1949.

Notice is also hereby given that from and after the 15th day of October, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of October, 1952.

C. E. CANTIN,
33436 Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Drake Investment & Realty Co. Limited", incorporated by letters patent bearing date June 22, 1945.

Notice is also hereby given that from and after October 15, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, October 16, 1952.

C. E. CANTIN,
33436 Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Gagnon & Mauger Co. Ltée", incorporated by letters patent bearing date January 15, 1946.

Notice is also hereby given that from and after October 15, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, October 16, 1952.

C. E. CANTIN,
33436 Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attor-

ticle 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Niki Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 août 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 octobre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 16 octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33436-o C. E. CANTIN,

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Standard Agencies Co.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 septembre 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 octobre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33436-o C. E. CANTIN.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Suzorite Company Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 juillet 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 octobre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33436-o C. E. CANTIN.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Textile Distributors Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 novembre 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 octobre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33436-o C. E. CANTIN.

ney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Niki Incorporated", incorporated by letters patent dated the 28th day of August, 1945.

Notice is also hereby given that from and after the 15th day of October, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of October, 1952.

C. E. CANTIN,
33436 Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Standard Agencies Co." incorporated by letters patent dated the 15th day of September, 1948.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of October, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of October, 1952.

C. E. CANTIN,
33436 Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Suzorite Company Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent bearing date July 10, 1946.

Notice is also hereby given that from and after October 15, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, October 16, 1952.

C. E. CANTIN,
33436 Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Textile Distributors Inc.", incorporated by letters patent bearing date November 22, 1946.

Notice is also hereby given that from and after October 15, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, October 16, 1952.

C. E. CANTIN,
33436 Acting Deputy Attorney General.

Curatelle publique

Canada, Province de Québec,
District de Montréal

Succession vacante de Sévère Marchand, en son vivant de Montréal.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 10 juin 1952 par un juge de la Cour

Public Curatorship

Canada, Province of Quebec
District de Montréal

Vacant Estate of Sévère Marchand, in his lifetime of Montreal.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on June 10, 1952, by a

Supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal, qu'il est, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI c. 62), curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra à l'adresse ci-dessous, dans les quinze jours suivant le 25 octobre 1952, le paiement de toutes dettes envers la succession et la preuve de toutes les réclamations exigibles contre elle.

Le Curateur public intérimaire,
J. A. ALLARD, N.P.
 187, rue Sainte-Catherine (Ouest),
 Montréal 18, 33482-0

judge of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, within the fifteen days following the 25th of October, 1952, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

J. A. ALLARD, N.P.,
 Temporary Public Curator.
 187 St-Catherine St., (West),
 Montreal 18. 33482

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 805-50.

Québec, le 10 octobre 1952.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Charles-Borromée, comté de Joliette, les lots du cadastre officiel de ladite paroisse, portant les numéros suivants, tous inclusivement:

54 à 68; 70 à 82 et 89, et de les annexer à la municipalité scolaire de la Ville de Joliette, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
 33396-42-2-0 **O. J. DESAULNIERS.**

No. 805-50

Quebec, October 10, 1952.

Application is made to detach from the school municipality of St-Charles-Borromée, county of Joliette, lots of the official cadastre of the said parish, bearing the following numbers, all inclusively:

54 to 68; 70 to 82 and 89, and to annex them to the school municipality of the Town of Joliette, same county.

O. J. DESAULNIERS,
 Superintendent of Education.

N° 273-52.

Québec, le 14 octobre 1952.

Attendu que certaines erreurs ont été commises dans la description technique du territoire de la municipalité scolaire de "Des Buissons", comté de Saguenay, lors de sa formation, le 28 mai 1952, il y a lieu de rectifier l'arrêté ministériel décrétant ce changement, en excluant du territoire "Des Buissons", les lots 33B à 38B inclusivement du rang VI du canton Manicouagan, ainsi que le bloc "M" dudit canton pour les inclure dans les limites de la municipalité scolaire de Hauterive, même comté, dans le territoire de laquelle ils furent inclus lors de son érection, le 31 janvier 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
 33444-43-2-0 **O. J. DESAULNIERS.**

No. 273-52.

Quebec, October 14, 1952.

Whereas certain errors were committed in the technical description of the territory of the school municipality of "Des Buissons", county of Saguenay, at the time of its formation, May 28, 1952, it is necessary to rectify the Order-in-Council enacting this change, by excluding from the territory of "Des Buissons", lots 33B to 38B inclusively of range VI of the township of Manicouagan, as well as Block "M" of the said township so as to include them within the limits of the school municipality of Hauterive, same county, in the territory of which they were included at the time of its erection, on January 31, 1952.

O. J. DESAULNIERS,
 Superintendent of Education.

N° 576-52.

Quebec, le 17 octobre 1952.

Attendu qu'il y a eu des erreurs de commises lors de la passation de l'arrêté ministériel numéro 997, en date du 2 octobre 1952, concernant l'annexion d'un certain territoire à la municipalité scolaire catholique de Hudson, dans le comté de Vaudreuil, je donne avis que ledit arrêté ministériel sera modifié de manière à ce que ladite annexion comprenne les lots 1906 à 1925 inclusivement au lieu de 1899 à 1925 inclusivement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
 33496-43-2-0 **O. J. DESAULNIERS.**

No. 576-52

Quebec, October 17, 1952.

Whereas errors have been committed at the time of the passing of Order in Council No. 997, bearing date October 2, 1952, respecting the annexation of a certain territory to the Catholic School Municipality of Hudson, in the county of Vaudreuil, I give notice that the said Order in Council shall be amended, in such manner that the said annexation shall comprise lots 1906 to 1925 inclusively instead of 1899 to 1925 inclusively.

O. J. DESAULNIERS,
 Superintendent of Education.

N° 314-40.

Quebec, le 16 octobre 1952.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Canton Latour", dans le comté de Saguenay, tout le canton portant ce nom qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
 33497-43-2-0 **O. J. DESAULNIERS,**

No. 314-40

Quebec, October 16, 1952.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "Township Latour", in the county of Saguenay, all the township bearing this name, which has not as yet been organized as regards schools.

O. J. DESAULNIERS,
 Superintendent of Education.

Mines

AVIS

A La Cie des Moulins à bois Tourville,
The Tourville Lumber Mills Company,
Suite 820, Édifice Sun Life, Montréal, P.Q.

En conformité des articles 50 et 51 de la loi des Mines de Québec (chapitre 196 des Statuts Refondus de Québec, 1941), étant donné que l'exploitation des lots ci-après énumérés est demeurée inactive durant les cinq années qui ont précédé le 1er mars 1939, avis vous est donné qu'après un délai de soixante jours à compter de la date du présent avis, le Ministre des Mines recommandera la révocation, quant aux droits de mines, par le Lieutenant-gouverneur en Conseil, des concessions des lots suivants dans le canton de Brompton, comté de Richmond:

Lot N° 1, Rang V.
Lots 1, 2 et 3, Rang VI.
Lots 11, 12, 13 et 14, Rang VII.
Lots 22, 23, 24, 30 et 31, Rang VIII.
Lots 3, 25-a (N.O. du 25) et 27, Rang IX.
Québec, le 22 septembre 1952.

Le Sous-ministre des Mines,
33461-o A. O. DUFRESNE.

Mines

NOTICE

To The Tourville Lumber Mills Company,
La Cie des Moulins à bois Tourville,
Room 820, Sun Life Building, Montreal, Que.

Pursuant to sections 50 and 51 of the Quebec Mining Law (Chapter 196 of the Revised Statutes of Quebec, 1941), being given that the working of the lots mentioned below has remained idle during the five years preceding the 1st of March 1939, notice is hereby given that after a delay of sixty days from the present notice, the Minister of Mines will recommend the revocation, as to the mining rights, by the Lieutenant-Governor in Council, of the concessions of the following lots of the township of Brompton, county of Richmond:

Lot No. 1, Range V.
Lots 1, 2 and 3, Range VI
Lots 11, 12, 13 and 14, Range VII.
Lots 22, 23, 24, 30 and 31, Range VIII.
Lots 3, 25-a (N.W. 25) and 27, Range IX.
Quebec, September 22nd, 1952.

A. O. DUFRESNE,
33461-o Deputy-Minister of Mines.

Département des Terres et Forêts Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel du canton Ely (Village de Valcourt), division d'enregistrement de Shefford.

Avis est par la présente donné que le lot 466 est annulé et le lot 465 est amendé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 octobre 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
33462-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official cadastre of the Township of Ely (Village of Valcourt), registration division of Shefford.

Notice is hereby given that lot 466 is cancelled and lot 465 is amended in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, October the 9th, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
33462-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel révisé du village Incorporé de Lauzon (Ville de Lauzon, quartier Fafard), division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 568, 680-1 et 1196 sont corrigés et le lot 567-3 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 octobre 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
33462-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official revised cadastre of the Incorporated Village of Lauzon (Town of Lauzon, Fafard Ward), registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 568, 680-1 and 1196 are corrected and lot 567-3 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, October the 9th, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
33462-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officielle du canton d'Ascot (Cité de Sherbrooke) division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que dans le Rang VI les lots 18-A-32, 18-A-56 à 18-A-209

NOTICE

Official Cadastre of the township of Ascot (City of Sherbrooke) registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that in Range VI lots 18-A-32, 18-A-56, to 18-A-209 are cancelled in

sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil. virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 7 octobre 1952.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Quebec, October the 7th, 1952.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

33462-o

33462-o

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de La Pointe-aux-Trembles (maintenant partie de la ville de Pointe-aux-Trembles) division d'enregistrement de Montréal.

Official Cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles (now part of the town of Pointe-aux-Trembles) registration division of Montreal.

Avis est par les présente donné que les lots 225-508 à 225-535 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 225-508 to 225-535 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 10 octobre 1952.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Quebec, October the 10th 1952.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

33462-o

33462-o

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF LOWER ST. LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Gagnon	Monique	23	Rimouski	Marguerite-Bourgeoys, Montréal.

Rimouski, le 20 octobre 1952 — Rimouski, October 20, 1952.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of Lower St. Lawrence Bar.

33498-o

Ministère des Finances
Assurances

Department of Finance
Insurance

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Avis est donné par les présentes que "The British North-western Fire Insurance Company", constituée en corporation par le chapitre 70 des Statuts du Canada de 1910 et enregistrée dans la Province sous le numéro 164, a changé son nom en celui de "British Northwestern Insurance Company", en vertu du chapitre 58 des Statuts du Canada de 1952.

Notice is hereby given that "The British North-western Fire Insurance Company", incorporated by Chapter 70 of the Statutes of Canada of 1910 and registered in the Province under number 164, has changed its name to "British North-western Insurance Company", pursuant to Chapter 58 of the Statutes of Canada of 1952.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 17 octobre 1952.

Given at the office of the Insurance Branches Department of Finance, the 17th of October 1952.

Pour le Ministre des finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

33463-o

33463-o

Nomination

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

His Honour, the Lieutenant-Governor, has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointment:

Québec, 2 octobre 1952.

M. Roland Desmarais, médecin, de l'Épiphanie, comté de l'Assomption: coroner conjoint pour le district judiciaire de Joliette, avec juridiction seulement sur le district électoral de l'Assomption.
33436-o

Quebec, October 2, 1952.

Mr. Roland Desmarais, physician, of L'Épiphanie, county of L'Assomption; joint coroner for the judicial district of Joliette, with jurisdiction only over the electoral district of L'Assomption.
33436

Ordre de Cour

Canada, Province de Québec, District de Québec, dans la Cour Supérieure, N° 64-986. Odessa Leroux, courtier en immeuble, domiciliée à 525, 3ième Ave dans les Cité et District de Québec, demandeur, vs Armand Coulombe, domiciliée à St-Laurent, Ile d'Orléans, dans le district de Québec, défendeur, et Niagara Finance Company Limited, Corporation légalement constituée ayant son principal siège d'affaires à Montréal district de Montréal et un bureau à 325 Boul. Charest, dans les cité et district de Québec, opposante.

Les créanciers de Monsieur Armand Coulombe, sont invités à déposer leur réclamation, avec titre à l'appui, dans la quinzaine de la première insertion des présentes, au Greffe de la Cour Supérieure à Québec, entre les mains du Prothonotaire, le tout conformément aux articles 673 et 674 C.P.

Par ordre de l'honorable Juge Fernand Choquette.

Les Procureurs de l'opposante,
33479-43-2-o MARCEAU & MARQUIS,

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, in the Superior Court, No. 64-986. Odessa Leroux, real estate broker, domiciled at 525 3rd Ave, in the city and district of Quebec, plaintiff; vs Armand Coulombe, domiciled at St-Laurent, Island of Orleans, in the district of Quebec, defendant; and Niagara Finance Company Limited, a corporation legally corporate having its head office at Montreal, district of Montreal, and an office at 325 Charest Boul., in the city and district of Quebec, opposants.

The Creditors of Mr. Armand Coulombe, are invited to file their claims, with titles establishing same, within fifteen days of the first insertion hereof, in the office of the Superior Court, at Quebec, with the Prothonotary, the whole pursuant to articles 673 and 674 C.P.

By Order of Honourable Justice Fernand Choquette.

MARCEAU & MARQUIS,
33479-43-o Attorneys for the Opposants.

Proclamation

Canada
Province de Québec

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT:

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le vingt-quatre septembre 1952, mais que, pour diverses considérations. Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger jusqu'au douze novembre mil neuf cent cinquante deux:

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le vingt-quatre septembre 1952; vous convoquons par les présentes pour le DOUZE NOVEMBRE mil neuf cent cinquante-deux et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles ap-

Proclamation

Canada
Province of Quebec

ELIZABETH the SECOND by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING:

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands convened for the dispatch of business for the twenty-fourth day of September, 1952, but that, for various consideration. We have, with the advice of the Executive Council of the Province, thought fit to prorogue it to November twelfth, one thousand nine hundred and fifty-two;

THEREFORE, We now inform you that you are dispensed from meeting on the twenty-fourth day of September, 1952, We hereby convene you for the TWELFTH day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and fifty-two, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great

poser le grand sceau de la province de Québec.

Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., L.L.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement à Québec, le troisième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent cinquante-deux, et de Notre règne la première année.

At our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of September, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-two and the first year of Our Reign.

Par ordre.

By command.

Le Secrétaire de la chancellerie
à Québec,

ANTOINE LEMIEUX,
Secretary in Chancery,

33184-37-9-o

ANTOINE LEMIEUX.

33184-37-9

Quebec.

Sièges sociaux

Head Offices

LAMBERT & Co., LTD.

LAMBERT & Co., LTD.

Avis est donné que la compagnie "Lambert & Co., Ltd.", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 12 juillet 1951, et ayant son siège social à Montréal où son bureau était situé jusqu'à ce jour à 360 ouest rue St-Jacques, l'a transporté à 507 Place d'Armes, en ladite cité de Montréal.

Notice is hereby given that "Lambert & Co., Ltd.," a company incorporated under the Quebec Companies' Act by Letters Patent dated July 12th, 1951, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to to-day at 360 St. James Street, West, has moved it to 507 Place d'Armes, in the said City of Montreal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Daté à Montréal, ce 2e jour de novembre 1951.

Dated at Montreal, the 2nd day of November, 1951.

Le Secrétaire,

ANTHONY C. ROONEY,
Secretary.

33440

ANTHONY C. ROONEY.

33440-o

BUMEDA STEEL PRODUCTS LTD.

BUMEDA STEEL PRODUCTS LTD.

Avis d'adresse — Siège social

Address Notice — Head Office

Avis est donné que la compagnie "Bumeda Steel Products Ltd.", constituée en corporation par lettre patentes émises à Québec le vingt-troisième jour du mois de mai, mil neuf cent cinquante deux (1952) et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 1065 de la rue Papineau.

Notice is given that the company "Bumeda Steel Products Ltd.", incorporated by letters patent issued at Quebec, on the twenty-third day of the month of May, nineteen hundred and fifty-two, (1952) and having its head office in the city of Montreal has established its office at number 1065 Papineau Street.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Donné à Montréal ce vingt deuxième jour du mois d'octobre, mil neuf cent cinquante deux (1952).

Given at Montreal, this twenty-second day of October, nineteen hundred and fifty-two, (1952)

Le Président,

AUGUSTIN BÉDARD,
President.

33443-o

AUGUSTIN BÉDARD.

33443

BARVUE EXTENSION MINES & OILS LIMITED (No Personal Liability)

BARVUE EXTENSION MINES & OILS LIMITED (No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie "Barvue Extension Mines & Oils Limited (No Personal Liability)", constituée en corporation par lettres patentes en date du huit (8) août 1952, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau à Suite 616, 159 ouest, rue Craig, Montréal.

Notice is hereby given that "Barvue Extension Mines & Oils Limited" (No Personal Liability), company incorporated by Letters Patent on the 8th day of August, 1952, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at Suite 616, 159 Craig Street West, Montreal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Daté à Montréal, ce 17 octobre 1952.

Montreal, 17th October, 1952.

(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier,

(Seal)

R. ANGERS,
Secretary-Treasurer.

33460-o

R. ANGERS.

33460-o

Soumissions

Tenders

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE VILLE LASALLE
COMTÉ DE JACQUES-CARTIER

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Albert Gravel, secrétaire-trésorier, 7644, rue Edouard, Ville LaSalle, comté de Jacques-Cartier, jusqu'à huit (8) heures du soir, lundi, le 10 novembre 1952 pour l'achat de \$805,000.00 d'obligations des Commissaires d'écoles pour la municipalité de Ville LaSalle, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er novembre 1952 et remboursables par séries du 1er novembre 1953 au 1er novembre 1972 inclusivement avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$805,000.00—20 ans

Année	Capital
1er novembre 1953.	x\$46,000.00
1er novembre 1954.	x 47,000.00
1er novembre 1955.	x 47,000.00
1er novembre 1956.	x 48,000.00
1er novembre 1957.	x 49,000.00
1er novembre 1958.	31,000.00
1er novembre 1959.	32,000.00
1er novembre 1960.	32,000.00
1er novembre 1961.	33,000.00
1er novembre 1962.	34,000.00
1er novembre 1963.	35,000.00
1er novembre 1964.	35,000.00
1er novembre 1965.	36,000.00
1er novembre 1966.	38,000.00
1er novembre 1967.	39,000.00
1er novembre 1968.	40,000.00
1er novembre 1969.	41,000.00
1er novembre 1970.	45,000.00
1er novembre 1971.	47,000.00
1er novembre 1972.	50,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$100,000.00, accordé par le Secrétaire de la Province et payable en cinq (5) versements de \$20,000.00 chacun, de 1953 à 1957 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ville LaSalle.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ville LaSalle.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE TOWN OF LASALLE
COUNTY OF JACQUES-CARTIER

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed on the envelope "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Albert Gravel, Secretary-Treasurer, 7644, Edward Street Town of LaSalle, County of Jacques-Cartier, up to eight (8) o'clock in the afternoon, on November 10, 1952, for the purchase of \$805,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the Town of LaSalle, County of Jacques-Cartier, dated November 1st 1952 and redeemable serially from November 1, 1953 to November 1, 1972 inclusively, with interest at a rate that shall not be less than 3% nor more than 4½% per annum payable semi-annually on the 1st of May and 1st of November of each year. The interest rate may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$805,000.00—20 years

Years	Annual maturities
November 1st, 1953.	x\$46,000.00
November 1st, 1954.	x47,000.00
November 1st, 1955.	x 47,000.00
November 1st, 1956.	x 48,000.00
November 1st, 1957.	x 49,000.00
November 1st, 1958.	31,000.00
November 1st, 1959.	32,000.00
November 1st, 1960.	32,000.00
November 1st, 1961.	33,000.00
November 1st, 1962.	34,000.00
November 1st, 1963.	35,000.00
November 1st, 1964.	35,000.00
November 1st, 1965.	36,000.00
November 1st, 1966.	38,000.00
November 1st, 1967.	38,000.00
November 1st, 1968.	40,000.00
November 1st, 1969.	41,000.00
November 1st, 1970.	45,000.00
November 1st, 1971.	47,000.00
November 1st, 1972.	50,000.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$100,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five (5) instalments of \$20,000.00 each, from 1953 to 1957 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest will be payable at the principal office of the bank mentioned in the loan procedure, in Montreal, in Quebec or in Town of LaSalle.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at the Town of LaSalle.

The said bonds may, under authority of Chapter 212 Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, on any interest payment date, at par; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles, qui sera tenue lundi, le 10 novembre 1952, à 8 heures du soir, au bureau de la Commission Scolaire, 7644, rue Edouard, Ville LaSalle, comté de Jacques-Cartier.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville LaSalle, comté de Jacques-Cartier, ce seizième (16ième) jour du mois d'octobre mil neuf cent cinquante-deux (1952).

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT GRAVEL,

7644 rue Edouard, Ville LaSalle,
33495-o Comté de Jacques-Cartier, P.Q.

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES
DE LA MUNICIPALITÉ DE COX
(Comté de Bonaventure)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligation" seront reçues par le soussigné, B. D. Law, secrétaire-trésorier, B.P. 86, New Carlisle, comté de Bonaventure, P.Q., jusqu'à 8 heures p.m., lundi 10 novembre 1952, pour l'achat de \$137,000.00 d'obligations des Commissaires d'écoles protestantes de la municipalité de Cox, comté de Bonaventure, datées du 1er octobre 1952 et remboursables par séries du 1er octobre 1953 au 1er octobre 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 5% par année payable semi-annuellement le 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$137,000.00—20 ans

Année	Capital
1er octobre 1953.	x\$23,000.00
1er octobre 1954.	x 24,000.00
1er octobre 1955.	x 25,000.00
1er octobre 1956.	x 26,000.00
1er octobre 1957.	1,500.00
1er octobre 1958.	2,000.00
1er octobre 1959.	2,000.00
1er octobre 1960.	2,000.00
1er octobre 1961.	2,000.00
1er octobre 1962.	2,000.00
1er octobre 1963.	2,000.00
1er octobre 1964.	2,500.00
1er octobre 1965.	2,500.00
1er octobre 1966.	2,500.00
1er octobre 1967.	2,500.00
1er octobre 1968.	3,000.00
1er octobre 1969.	3,000.00
1er octobre 1970.	3,000.00
1er octobre 1971.	3,000.00
1er octobre 1972.	3,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi au montant de \$102,160 accordé par le Secrétaire de la Province et payable en quatre versements de \$25,540 chacun, de 1953 à 1956 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et l'intérêt accru, s'il y en a, par chèque certifié payable au pair à New Carlisle.

present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on November 10, 1952, at 8 o'clock p.m., at the office of the School Commission, at 7644, Edward Street, Town of LaSalle, County of Jacques-Cartier.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Town of LaSalle, County of Jacques-Cartier, this sixteenth (16th) day of October one thousand nine hundred and fifty-two (1952).

ALBERT GRAVEL,
Secretary-Treasurer.

7644 Edward Street, Town of LaSalle,
County of Jacques-Cartier, P. Q. 33495-o

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE MUNICIPALITY OF COX
(County of Bonaventure)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned B. D. Law, Secretary-Treasurer, P.O. Box 86, New Carlisle, Bonaventure County, P.Q., until 8 o'clock P.M., Monday, November 10th, 1952, for the purchase of an issue of \$137,000.00 of bonds of the Protestant School Commissioners for the Municipality of Cox, Bonaventure Co., dated October 1st, 1952, and redeemable serially from October 1st, 1953 to October 1st 1972, inclusively, with interest at a rate not exceeding 5% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$137,000.00—20 years

Year	Capital
October 1st, 1953.	x\$23,000.00
October 1st, 1954.	x 24,000.00
October 1st, 1955.	x 25,000.00
October 1st, 1956.	x 26,000.00
October 1st, 1957.	1,500.00
October 1st, 1958.	2,000.00
October 1st, 1959.	2,000.00
October 1st, 1960.	2,000.00
October 1st, 1961.	2,000.00
October 1st, 1962.	2,000.00
October 1st, 1963.	2,000.00
October 1st, 1964.	2,500.00
October 1st, 1965.	2,500.00
October 1st, 1966.	2,500.00
October 1st, 1967.	2,500.00
October 1st, 1968.	3,000.00
October 1st, 1969.	3,000.00
October 1st, 1970.	3,000.00
October 1st, 1971.	3,000.00
October 1st, 1972.	3,500.00

The x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$102,160, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$25,540 each, from 1953 to 1956 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at New Carlisle.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou à New Carlisle.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'écoles protestantes, qui sera tenue le 10e jour du mois de novembre 1952, à 8 heures p.m., à la salle de l'Hôtel de Ville, New Carlisle, comté de Bonaventure.

Les Commissaires d'écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

New Carlisle (Comté de Bonaventure), ce 22 octobre 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
B. D. LAW.

B.P. 86, New Carlisle,
(Cté Bonaventure), P.Q. 33499

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE SOREL
(COMTÉ DE RICHELIEU)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Théodore Bardier, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Sorel, Cté Richelieu, jusqu'à 5 heures p.m., mardi, le 11 novembre 1952, pour l'achat de \$195,000. d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Sorel, Cté Richelieu, datées du 1er décembre 1952 et remboursables par séries du 1er décembre 1953 au 1er décembre 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$195,000—20 ans.

Année	Capital
1er décembre 1953	x\$12,000.00
1er décembre 1954	x 13,000.00
1er décembre 1955	x 13,500.00
1er décembre 1956	x 14,000.00
1er décembre 1957	x 14,500.00
1er décembre 1958	x 15,000.00
1er décembre 1959	x 16,000.00
1er décembre 1960	x 17,000.00
1er décembre 1961	5,000.00
1er décembre 1962	5,500.00
1er décembre 1963	5,500.00
1er décembre 1964	6,000.00
1er décembre 1965	6,000.00
1er décembre 1966	6,500.00
1er décembre 1967	7,000.00
1er décembre 1968	7,000.00
1er décembre 1969	7,500.00
1er décembre 1970	7,500.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or New Carlisle.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Protestant School Commissioners to be held on the 10th day of the month of November 1952, at 8 o'clock P.M., at the Town Hall, New Carlisle, County of Bonaventure.

The Protestant School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

New Carlisle, (County of Bonaventure), this 22nd of October 1952.

B. D. LAW,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 86, New Carlisle,
(Co. Bonaventure), P.Q.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE CITY OF SOREL
(COUNTY OF RICHELIEU)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Théodore Bardier, secretary-treasurer, City Hall, Sorel, Co. Richelieu, until 4 o'clock p.m., Tuesday November 11, 1952, for the purchase of an issue of \$195,000. of bonds of the School Commissioners for the municipality of the City of Sorel, Co. Richelieu, dated December 1st, 1952 and redeemable serially from December 1st, 1953 to December 1st, 1972, inclusively, with interest at a rate not to be less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$195,000—20 years

Year	Capital
1st December 1953	x\$12,000.00
1st December 1954	x 13,000.00
1st December 1955	x 13,500.00
1st December 1956	x 14,000.00
1st December 1957	x 14,500.00
1st December 1958	x 15,000.00
1st December 1959	x 16,000.00
1st December 1960	x 17,000.00
1st December 1961	5,000.00
1st December 1962	5,500.00
1st December 1963	5,500.00
1st December 1964	6,000.00
1st December 1965	6,000.00
1st December 1966	6,500.00
1st December 1967	7,000.00
1st December 1968	7,000.00
1st December 1969	7,500.00
1st December 1970	7,500.00

1er décembre 1971	8,000.00	1st December 1971	8,000.00
1er décembre 1972	8,500.00	1st December 1972	8,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$97,185.60, accordé par le Secrétaire de la province et payable en huit versements de \$12,148.20 chacun, de 1953 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sorel.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Sorel.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 11 novembre 1952, à 4 heures p. m., à l'Hôtel de Ville de Sorel, comté de Richelieu.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Sorel, (Comté de Richelieu), ce 23 octobre 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
THEODORE BARDIER.

Hôtel de Ville, Sorel,
(Cté Richelieu), P.Q. 33504-o

Province de Québec

LES SYNDICS D'ÉCOLES PROTESTANTES
DE LA MUNICIPALITÉ DE AYLMEY
(COMTÉ DE GATINEAU)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-R. Dunand, secrétaire-trésorier, B.P. 148, 30 Wychwood Drive, Aylmer, P.Q., jusqu'à 8 heures p.m., mercredi 12 novembre 1952, pour l'achat de \$240,000.00 d'obligations des Syndics d'écoles protestantes de la municipalité de Aylmer, datées du 1er novembre 1952 et remboursables par séries du 1er novembre 1953 au 1er novembre 1972 inclusivement, avec intérêts à un taux n'excédant pas 5% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$240,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1953.....	x\$29,500.00
1er novembre 1954.....	x 30,500.00
1er novembre 1955.....	x 32,000.00
1er novembre 1956.....	x 33,500.00
1er novembre 1957.....	5,000.00
1er novembre 1958.....	5,500.00
1er novembre 1959.....	5,500.00
1er novembre 1960.....	5,500.00
1er novembre 1961.....	6,000.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$97,185.60, granted by the Provincial Secretary and payable in eight instalments of \$12,148.20 each, from 1953 to 1960 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interests if any, by certified cheque payable at par at Sorel.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, in Montreal, Quebec or Sorel.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday November 11, 1952, at 4 o'clock p.m., at the City Hall of Sorel, County of Richelieu.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders. Sorel (County of Richelieu) October 23, 1952.

THEODORE BARDIER,
Secretary-Treasurer,

City Hall, Sorel,
(Co. Richelieu), P.Q. 33504

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL TRUSTEES FOR
THE MUNICIPALITY OF AYLMEY
(COUNTY OF GATINEAU)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-R. Dunand, Secretary-Treasurer, P.O. Box 148, 30 Wychwood Drive, Aylmer, P.Q., until 8 o'clock p.m., Wednesday, November 12th, 1952 for the purchase of an issue of \$240,000.00 of bonds of the Protestant School Trustees for the Municipality of Aylmer, dated November 1st, 1952 and redeemable serially from November 1st, 1953 to November 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate not exceeding 5% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$240,000.00 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1953.....	x\$29,500.00
November 1st, 1954.....	x 30,500.00
November 1st, 1955.....	x 32,000.00
November 1st, 1956.....	x 33,500.00
November 1st, 1957.....	5,000.00
November 1st, 1958.....	5,500.00
November 1st, 1959.....	5,500.00
November 1st, 1960.....	5,500.00
November 1st, 1961.....	6,000.00

1er novembre 1962.....	6,500.00	November 1st, 1962.....	6,500.00
1er novembre 1963.....	6,500.00	November 1st, 1963.....	6,500.00
1er novembre 1964.....	7,000.00	November 1st, 1964.....	7,000.00
1er novembre 1965.....	7,000.00	November 1st, 1965.....	7,000.00
1er novembre 1966.....	7,500.00	November 1st, 1966.....	7,500.00
1er novembre 1967.....	8,000.00	November 1st, 1967.....	8,000.00
1er novembre 1968.....	8,000.00	November 1st, 1968.....	8,000.00
1er novembre 1969.....	8,500.00	November 1st, 1969.....	8,500.00
1er novembre 1970.....	9,000.00	November 1st, 1970.....	9,000.00
1er novembre 1971.....	9,500.00	November 1st, 1971.....	9,500.00
1er novembre 1972.....	9,500.00	November 1st, 1972.....	9,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi au montant de \$120,000 accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$30,000 chacun de 1953 à 1956 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêt accru, s'il y en a, par chèque certifié payable au pair à Aylmer.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec, Ottawa ou Aylmer.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Révisés de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Syndics d'écoles protestantes qui sera tenue le 12e jour du mois de novembre 1952 à 8 heures p.m., au "High School" d'Aylmer, à Aylmer, comté de Gatineau.

Les syndics d'écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Aylmer, (Comté de Gatineau), ce 23 octobre 1952.

B.P. 148, Wychwood Drive,
Aylmer, (Gatineau), P.Q.

Le Secrétaire-trésorier,
33505 J.-R. DUNAND,

The x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$120,000, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$30,000 each, from 1953 to 1956 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Aylmer.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, Ottawa or Aylmer.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Protestant School Trustees to be held on the 12th day of the month of November, 1952, at 8 o'clock p.m., at the Aylmer High School, in Aylmer, County of Gatineau.

The Protestant School Trustees do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Aylmer, (County of Gatineau), this 23rd of October, 1952.

P.O. Box 148, Wychwood Drive,
Aylmer, (Gatineau), P.Q.

J. R. DUNAND,
Secretary-Treasurer.
33505-o

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de novembre 1951 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques, ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi, le 19 novembre 1952, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 23 septembre 1952.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du Service des Postes & Bagages,
33270-39-6-o J. E. TWEEDY.

Sale of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the First day of November, 1951, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at Ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, November 19th, 1952, under the authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, September 23rd, 1952.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
per: J. E. TWEEDY,
33270-39-6-o Manager, Mail and Baggage Traffic.

Vente — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Rouyn-Noranda. Dans l'affaire de la faillite

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Rouyn-Noranda, in the matter of the bankruptcy of

de David Desroches, entrepreneur-plombier, domicilié à Rouyn.

David Desroches, plumbing contractor, domiciled in Rouyn.

Avis est par le présent donné que la propriété immobilière sous-mentionnée, appartenant au failli, sera vendue par le syndic à la faillite, Albert Lamarre, aux enchères publique le CINQ DÉCEMBRE 1952, à DEUX heures de l'après-midi au N° 117 de la Sième rue, en la cité de Noranda:

Notice is hereby given that the under-mentioned immovable property, belonging to the bankrupt, will be sold by the Trustee to the bankruptcy, Albert Lamarre, by way of auction sale, on DECEMBER the FIFTH, 1952 at TWO o'clock in the afternoon, at 117-8th Street, in the City of Noranda:

Un certain immeuble connu comme étant la partie Nord du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent seize (316) aux Plan et livre de renvoi officiels de la ville de Noranda, mesurant vingt pieds (20') de largeur, c'est-à-dire depuis et y compris l'emplacement du mur érigé à vingt pieds (20') plus ou moins de l'angle Sud-est du dit lot 316, Noranda, par toute la profondeur du dit lot et bornée comme suit; en front vers l'est par la Huitième Rue, an arrière vers l'Ouest par une ruelle, d'un côté vers le Nord par le lot numéro 315, et de l'autre côté vers le Sud par le résidu du dit lot 316; avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances et notamment une maison mesurant dix-neuf pieds (19') de largeur en front par soixante-dix (70') de profondeur et les dépendances à l'arrière de la dite maison mesurant dix-neuf pieds (19') de largeur par vingt pieds (20') de profondeur, le tout, mesure anglaise et plus ou moins, portant le numéro civique 117 de la Huitième Rue, en la dite cité de Noranda, sujet toutefois à la moyenneté du mur de la dite maison en faveur de la partie Nord et de la partie Sud du dit lot numéro 316 Noranda, le dit droit de moyenneté étant plus amplement décrit dans un acte portant le N° 8538 des minutes du Notaire Jean-Paul Dupuy, de Noranda, et enregistré au Bureau d'Enregistrement de Ville-Marie sous le N° 41,648.

A certain immovable property known as being the North part of a piece of land known and designated under No. three hundred and sixteen (316), on the official plan and book of reference for the City of Noranda, measuring twenty feet (20') in width, that is from and including the site of the wall erected at Twenty feet (20') more or less from the South-East angle of the said lot 316, Noranda, for the whole depth of the said lot, and being bound as follows: in front, towards the East, by 8th Street, in the rear towards the West by a lane, on one side towards the North by lot No. 315 and on the other side towards the South by the residue of the said lot 316; with all the buildings thereon erected, circumstances and dependances and namely a house measuring nineteen feet (19') in width, in front, by seventy feet (70') in depth and the dependances at the rear of the said house measuring nineteen feet (19') in width by twenty feet (20') in depth, the whole English measure and more or less, bearing civic No. 117-8th Street in the City of Noranda, however, subject to the common ownership of the wall of the said house in favour of the North part and of the South part of the said lot No. 316, Noranda, the said common ownership being more fully described in an act bearing No. 8538 of the minutes of Notary Jean-Paul Dupuy of Noranda, and registered at Registrar's Office of Ville-Marie under No. 41,648.

La dite vente aura l'effet du décret, le tout suivant les dispositions des articles 55 à 59 de la Loi de faillite (1949), et conformément au jugement rendu le 6 juin 1952 dans un dossier portant le N° F-9 de la Cour Supérieure (en matière de faillite), division N° 16, Rouyn-Noranda.

The said sale will have the effect of a sheriff's sale, the whole according to Sections 55 to 59 of the Bankruptcy Act (1949), and in conformity with a Judgment rendered on the 6th of June, 1952 in a file bearing No. F-9 of the Superior Court (in Bankruptcy), Division No. 16, Rouyn-Noranda.

Rouyn, ce 20 octobre 1952.

Le Procureur du Syndic

Albert Lamarre,

33483-43-2-o

MARCEL CINQ-MARS.

Rouyn, this 20th of October, 1952.

MARCEL CINQ-MARS,

Attorney for the Trustee,

33483-43-2-o

Albert Lamarre.

Ventes par licitation

Sales by Licitiation

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 320185. Denys Labrecque, demandeur; vs Dame Elka Gross, défenderesse.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 320185. Denys Labrecque, plaintiff, vs Mrs. Elka Gross, defendant.

LICITATION

LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 30 septembre, 1952, dans une cause dans laquelle Denys Labrecque, courtier d'assurance, de Ville Mont-Royal, district de Montréal, est le demandeur, et Dame Elka Gross, ménagère, autrefois de Montréal, maintenant de lieux inconnus, veuve non remariée de Lewis Roth, en son vivant de Montréal, est défenderesse, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Notice is given that in virtue of judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 30th, of September, 1952, in a case wherein Denys Labrecque, insurance broker, residing in the Town of Mount-Royal, district of Montreal, is palintiff, and Mrs. Elka Gross, housewife, heretofore of Montreal, and now of unknown address, widow not remarried of Lewis Roth, in is lifetime of Montreal, is defendant, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows:

Un terrain situé sur l'avenue Cornwall, dans Ville Mont-Royal, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent neuf de la subdi-

A certain emplacement situate on Cornwall Avenue, in the Town of Mount-Royal, known and designated as lot number four hundred and

vision du lot originaire numéro six cent vingt-trois (Nos. 623-409), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent, mesurant cinquante pieds en largeur par quatre vingt-treize pieds et sept dixième de profondeur, représentant une superficie de quatre mille six-cent-quatre-vingt-cinq pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit; vers le nord-ouest, par le lot N° 623-158 connu comme étant l'Avenue Cornwall; vers le sud-ouest, par le lot N° 623-408; vers le sud-est, par le lot N° 623-423 et vers le nord-est, par le lot N° 623-410 dudit cadastre, sans bâtisse dessus érigée.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-SEPT NOVEMBRE, 1952, cour tenante, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle d'audience du Palais de Justice, de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Tout offrant ou enchérisseur avant de faire son offre ou enchère devra déposer une somme de mille dollars (\$1,000.00) entre les mains de l'officier procédant à la vente.

Montréal, le 15 octobre, 1952.

Les Procureurs du demandeur,
33451-43-2-o GAGNON & RAYMOND.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 309,907. Dame Rosa Pelletier demanderesse vs Jean Guy Piché & al, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans la district de Montréal, le 15ième jour d'octobre 1952, dans une cause dans laquelle Dame Rosa Pelletier, des cité et district de Montréal, veuve en premières noces et non remariée de Ernest Piché, en son vivant rembourreur, des cité et district de Montréal, est demanderesse et Jean Guy Piché, de Cap de la Madeleine, district de Trois-Rivières, Thoma Piché, René Piché, Gilbert Piché, Roland Piché, Albert Barrette en sa qualité de curateur à son épouse mineure et émancipée par mariage, Raymonde Piché et Thomas Piché en qualité de tuteur à son frère mineur Pierre Piché, tous ces derniers, des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Un emplacement composé des lots suivants savoir:

1° Un lot de terre faisant partie du lot Numéro, cinq (5) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de Sainte Rose, comté de Laval, contenant cinquante pieds, (50') de largeur par cent vingt pieds et cinq dixièmes, (120.5') de profondeur dans sa ligne ouest et cent trois pieds (103') de profondeur dans sa ligne est, le tout mesure anglaise, et borné comme suit: En front, vers la nord, par la rue St-Joseph étant le lot cinq subdivision neuf sur ledit plan, en arrière,

nine of the subdivision of the original lot number six hundred and twenty-three (Nos. 623-409), of the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Saint-Laurent measuring fifty feet in width by a depth of ninety-three feet and seven-tenths of a foot, representing an area of four thousand six hundred and eighty-five square feet, English Measure, more or less, and bounded as follows: towards the North-West, by lot No. 623-158 being Cornwall Avenue; towards the South-West, by lot 623-408; towards the South-East, by lot No. 623-423 and towards the North-East, by lot No. 623-410 of said cadastre without any building thereon erected.

The immoveables hereinabove designated shall be put to auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY-SEVENTH of NOVEMBER, 1952, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the Court, in the Audience Hall of the Court House, of the City of Montreal, subject to the clauses, charges and conditions indicated in the list of charges, filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication; and failing the parties to file the said opposition within the delays limited, they shall be foreclosed from so doing.

Every bidder before making his bid, shall make a deposit of a sum of one thousand dollars (\$1,000.00) in the officer's hands conducting the sale.

Montreal, October 15th, 1952.

GAGNON & RAYMOND,
33451-43-2-o Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 309,907. Dame Rosa Pelletier, plaintiff vs Jean Guy Piché & al defendants

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the District of Montreal, on October 15th, 1952, in the case where Dame Rosa Pelletier, of the city and district of Montreal, widow not remarried of Ernest Piché in his lifetime, of the city and district of Montreal is plaintiff and Jean Guy Piché, of Cap de la Madeleine, district of Three Rivers, Thomas Piché, René Piché, Gilbert Piché, Roland Piché, Albert Barrette in his quality of curator to his wife minor and emancipated by marriage, Raymond Piché, and Thomas Piché in his quality of tutor to his brother minor, Pierre Piché, all these of the city and district of Montreal, defendants: ordering the licitation of the immoveable designated as follows:

An emplacement composed of following lots, namely.

1. A piece of land being part of lot number five (5) of the Official Plan and Book of Reference of the Incorporated Village of Sainte-Rose, in the county of Laval, containing fifty feet (50') in width by one hundred and twenty feet and five tenths (120.5') deep on one side towards west and one hundred and three feet deep on one side towards east, english measure more or less, and bounded as follows: in front, towards north, by St Joseph Street, being lot five subdivision nine

vers le sud, par une partie non subdivisée du lot Numéro Cinq appartenant à Napoléon Bouffard ou ses représentants, d'un côté, vers l'ouest, par une autre partie du lot numéro cinq appartenant à Isabel MacDonald et de l'autre côté par une autre partie dudit lot numéro cinq appartenant à Horace Cyr; avec bâtisses dessus érigées; et

2. Un lopin de terre situé dans la Ville de Sainte-Rose, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq (5) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de Sainte-Rose, comté de Laval, contenant cinquante pieds, (50') de largeur par une profondeur de cent trois pieds (103') dans sa ligne ouest, et de quatre vingt cinq pieds et cinq dixièmes de pied (85.5') dans sa ligne est, et borné comme suit: En front vers le nord, par la rue St. Joseph étant le lot numéro cinq subdivision neuf sur ledit plan, en arrière vers le sud, par une autre partie dudit lot numéro cinq appartenant à Napoléon Bouffard ou ses représentants, du côté est par une autre partie dudit lot numéro cinq appartenant à Norman MacDonald et de l'autre côté, vers l'ouest par une autre partie dudit lot numéro cinq appartenant à J. M. Damien Cyr; avec bâtisses dessus érigées;

Tel que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et sujet aux servitudes passives, y inhérentes, et toutes servitudes apparentes ou occultes, le tout formant un seul emplacement.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX DÉCEMBRE 1952, à DIX et TRENTE hrs de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice, à Montréal, ch. 31, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elle seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de \$1200.00 sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, 17 octobre 1952.

L'Avocat de la demanderesse,
33452-43-2-o HECTOR LANGLOIS, C.R.

on the said Plan and book of Reference, in rear towards south by a portion non subdivided of lot number five, belonging to Napoléon Bouffard or his representatives, on one side towards west by an other part of lot number five belonging to Isabel MacDonald and on the other side by an other part of said lot number five belonging to Horace Cyr: with buildings thereon erected and;

2. A piece of land situated in the Town of Sainte-Rose being part of a piece of land known and designated under number five (5) of the Official Plan and Book of Reference of the Incorporated Village of Sainte-Rose, Laval county, containing fifty feet (50') in width by a depth of one hundred and three feet on its west side and of eighty five feet and five tenths (85.5') on its east side and bounded as follows: in front towards north by St Joseph Street, being lot number five subdivision nine of the said Official Plan and Book of Reference, in rear towards south by an other part of the said lot number five belonging to Napoléon Bouffard or his representatives, on east side, by an other part of said lot number five belonging to Norman MacDonald and on the other side towards west by an other part of lot number five belonging to J. M. Damien Cyr; with buildings thereon erected;

The two said emplacements forming a whole with all active and passive servitudes appaernt or occult attached to said immoveables;

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TENTH of DECEMBER, 1952 at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, Montreal, court sitting in the Court Room No. 31 in the Court House of Montreal, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing;

A deposit of \$1,200.00 shall be exacted from each and every bidder.

Montreal, 17th October, 1952.

HECTOR LANGLOIS, Q.C.
33452-43-2-o Attorney for plaintiff.

Ventes pour taxes

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE COWANSVILLE
(Comté de Missisquoi)

AVIS PUBLIC

Avis public est par le present donné par le soussigné J.-R. Ouellette, secrétaire-trésorier de la Corporation Municipale de la Ville de Cowansville, que les propriétés di-dessous désignées, seront vendues à l'enchère, au bureau de l'hôtel de ville de Cowansville, le MARDI, DIX-HUIT NOVEMBRE 1952, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais encourus subséquemment, à moins que ces

Sales for Taxes

Province of Quebec)

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF COWANSVILLE
(County of Missisquoi)

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given by the undersigned, J.-R. Ouellette, Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the Town of Cowansville, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the office of the Town Hall in Cowansville, TUESDAY, the EIGHTEENTH day of NOVEMBER 1952, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of municipal and school taxes with interests, and also the payment of the costs

taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

1° Comme appartenant à Dame Evelina Mailloux, veuve de Pierre Julien: Partie du lot N° 121, commençant à un ruisseau qui borne ledit lot du côté Est à son intersection avec la rue de la Rivière, et allant dans une direction Ouest le long de ladite rue, une distance de 220 pieds; de là, le long de la rivière Yamaska dans une direction Est jusqu'à la décharge du ruisseau sus-mentionné dans la rivière Yamaska; et de là, dans une direction Sud le long dudit ruisseau jusqu'au point de départ. Borné à l'Est par le ruisseau, au Nord et à l'Ouest par la rivière Yamaska, et au Sud par la rue de la Rivière. Avec bâtisses y dessus érigées et portant le numéro civique 250 rue de la Rivière, dans la Ville de Cowansville.

2° Comme appartenant à la Succession de William Oliver: Toute cette partie du lot N° 112 comprise dans les bornes suivantes: Au Nord par le lot N° 109; à l'Est par les lots Nos. 110 et 111; au Sud par le Boulevard Saint-Joseph; à l'Ouest par les subdivisions Nos. 13, 14, et 15 du lot N° 112.

3° Comme appartenant à la Succession de William Oliver: Partie du lot N° 60 décrite comme suit: Commencant à un point situé à une distance de 385 pieds de l'angle Sud-Est des rues William et Oliver en direction de l'Est; de là dans une direction Sud une distance de 261 pieds; de là dans une direction Est une distance de 100 pieds; de là dans une direction Nord une distance de 266.2 pieds jusqu'à la rue Olivier; de là dans une direction Ouest une distance de 100 pieds jusqu'au point de départ; borné au Nord par la rue Olivier, à l'Est par partie du lot N° 60 appartenant à la Ville de Cowansville, au Sud par partie du lot N° 60 non subdivisée, à l'Ouest par les subdivisions 7-1, et 15 du lot N° 60 ainsi que par partie du lot N° 60 appartenant à M. Clare Adams.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre officiel et du livre de renvoi du Village (maintenant Ville) de Cowansville.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles, et sujette au droit de retrait.

Donné à Cowansville, Qué., ce quinzième jour d'octobre 1952.

(Sceau)
33453-43-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
J.-R. OUELLETTE.

which shall subsequently be incurred, unless these taxes, interests and costs be paid before the sale.

1. As belonging to Dame Evelina Mailloux, widow of Pierre Julien: Part of lot No. 121, commencing at a brook bounding the Eastern side of the said lot at its intersection with River Street, in a Westerly direction along the said Street a distance of 220 feet; thence along the Yamaska River in an Easterly direction to the outlet of the said brook flowing into the said River; thence in a Southerly direction along the said brook to the starting point. Bounded to the East by the brook, to the North and the West by the Yamaska River, to the South by River Street. With buildings erected thereon, bearing civic number 250 River Street, in the Town of Cowansville.

2. As belonging to the Estate of William Oliver: All of part of lot No. 112 which may be found within the following bounds: By lot No. 109 to the North; by lots 110 and 111 to the East; by Saint-Joseph Boulevard to the South; by subdivisions Nos. 13, 14, and 15, of lot No. 112 to the West.

3. As belonging to the Estate of William Oliver: Part of lot No. 60 described as follows: Commencing at a point 385 feet from the South-Eastern intersection of Oliver and William Street in an Easterly direction; thence a distance of 261 feet to the South; thence in an Easterly direction a distance of 100 feet; thence in a North-easterly direction a distance of 266.2 feet to Oliver Street; thence along a street in a Westerly direction a distance of 100 feet to the starting point; bounded as follows: by Oliver Street to the North; by part of lot No. 60 owned by the Town of Cowansville to the East; by part of lot No. 60 belonging to Clare Adams, and by lots Nos. 60-7-1 and 60-15 to the West; by part of lot No. 60 to the South.

The above mentioned immovables are on the cadastral plan and book of reference for the Village (now Town) of Cowansville.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult attached to the said properties, and subject to the right of redemption.

Given at Cowansville, Que., this fifteenth day of the month of October, 1952.

(Seal)
33453-43-2-o

J. R. OUELLETTE,
Secretary-Treasurer.

CITÉ DE HULL

CITY OF HULL

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Greffier de la Cité que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, JEUDI, le 13 novembre 1952, à DIX HEURES de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'Hôtel de Ville de la Cité de Hull, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires, ainsi que les frais encourus.

Public notice is hereby given by the undersigned City Clerk of the City of Hull, that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction, on THURSDAY, November 13th, 1952, at TEN o'clock in the forenoon, in the municipal hall at the City of Hull, in default of payment of municipal and school taxes and costs incurred.

Quartier Val-Tétreau — Ward (No. 1)

N° Rôle Roll No.	Propriétaires Proprietors	N° du cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. taxes	Frais Costs	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
516.....	Tanguay, Donat (Robert McMurtie)	37, E. Pt. 38-A	\$216.26	\$1.70	.....	.....	\$ 217.96
908.....	Boyer, Vve Ulric	255-68	6.95	.85	.....	.....	7.80
1183.....	Chénier, Armand (Marguerite Dufour)	265-783	187.56	1.10	.....	.....	188.66
1963.....	Gagné, Benjamin (Augustine Sicard)	255-168-169	350.09	1.70	108.42	1.95	\$462.16

Quartier Wrightville — Ward (No. 1a)

N° Rôle Roll No.	Propriétaires Proprietors	N° du cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. taxes	Frais Costs	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
2510...	Ouellette, Rodolphe (Cité de Hull) . . .	254-171	48.53	1.10	16.24	1.60	67.47
2602	Labrie, Oscar	254-206	135.11	0.85	15.00	1.35	152.31
2898	Succ.-Est. Larabie, Sam (Cité de-City of Hull).	247-30	158.23	1.10	25.32	1.35	186.00
2925	Mageau, Solomon (Cité de-City of Hull).	250.57	140.92	1.10			142.02
4623-24	Lesage, Wilfrid (Philorum Charron) . . .	141-52-53	319.95	1.70			321.65
4713	Bigras, Omer (Cité de-City of Hull) . . .	141.16	372.10	1.10			373.20
4999	Régimbal, Isaïe (Chéri Laplante, Ben- jamin Dubois) (Edouard-A. Oiver)	257-28-258-2	101.82	2.20			204.02
5047	Dessormeaux, René (Rolande Légaré et) (Raymond Desormeaux).	256-14-A	534.56	1.35	169.52	1.35	706.78
5060	Rocheleau, J.-A. (J.-Aldéric Milard) . . .	257-8B-9B	1,018.19	1.70			1,019.89
5108	Canada Cement	144.5	9,439.01	0.85			9,439.86
5109	Canada Cement	144-1	2,930.65	0.85			2,931.50
5311	Gravelle, Théophile (Caisse Pop. St ^e Joseph).	247-594	948.92	1.10	246.69	1.35	1,198.06
5430	Rcussel, Vve Aldège	247.84	193.15	0.85			194.00

Quartier Montcalm — Ward (No. 2)

8091	Canada Cement	Pt. 5	1,568.87	0.85			1,569.72
8092	Canada Cement	Pt. 5	737.81	0.85			738.66
8095	Canada Cement	Pt. 3	1,436.45	0.85			1,437.30
8099	Canada Cement	Pt. 1	875.87	0.85			876.72
8406	Rose, Mme-Mrs Henriette (Josaphat Pharand).	O. 105	171.59	1.10	62.70	1.60	236.99

Quartier Lafontaine — Ward (No. 3)

9460	Martel, Vve-Wid. Émile	569	559.03	0.85	166.73	0.85	727.46
----------------	----------------------------------	---------------	--------	------	--------	------	--------

Quartier Frontenac — Ward (No. 3A)

10050	Leblanc, Oscar (Cité de-City of Hull) . . .	16-S. 7	226.56	1.10	63.20	1.60	292.46
10090	Syndicats Ouvriers Nationaux (Corp. Epis. C. R. d'Ottawa).	174-E. 175	1,515.24	1.70			1,516.94
10178	Dupuis, Paul-Raoul) (Caisse Pop. N.- D. de Hull).	Pt. 132-Pt. 133	346.03	1.70			347.73
10247	Monette, Eusèbe (Alma Mercier)	63	409.74	1.10	117.25	1.35	529.44
10406	Philion, Domina (Cité de-City of Hull) . . .	11-20	119.81	1.10			120.91
10539	Guindon, Aldège (Alfred Gollain)	12-30	173.08	1.10			174.18
10790	Legault, Vve-Wid. Albertine	15-4	195.49	0.85	52.47	1.10	249.91
10821	Roland, Rita et-and Albert	Pt. 315, Pt. 691	167.84	1.70			169.54
10927	Inconnu-unknown (Geo. D. Wright et Wright, J.-L.	E. 138	144.98	1.10			146.08
10936A	Wright, J.-L.	136-N. 46	115.97	0.85			116.82
10959	Parisien, Aurèle (Aristide Parent)	S. O. 127	162.24	1.10			163.34
10974	Jacques, Roland		61.79	0.25			62.04
10997	Quenneville, Jos. (James L. Wright et al)	136-O. 94	58.41	1.10			59.51

Quartier Dollard — Ward (No. 4)

12677	Rocheleau, Calixte (Henri Pilon)	E. 364-N. E. 371	399.19	1.70			400.89
12832	Arbique, Émile	S. O. 321	448.11	0.85	150.59	4.40	603.95
12893	Beauparlant, R. (Caisse Pop. N.-D. de Hull).	S. 158	403.74	0.85	143.25	4.65	552.49

Quartier Laurier — Ward (No. 5)

13656	Levesque, Edouard (fils-son) (Jules Laverdure).	387	298.66	1.10			299.76
13756	Petit, Lucienne et-and Raymond (Élias Rainville) (Ernest Huneault)	Pt. 385	196.24	1.60	41.89	1.85	241.58
13824	Peterson, Vve-Wid. Pierre (Domini- cains ou Frères Prêcheurs) (d'Ottawa)	384	343.43	1.10			344.53
13946	Petit, Napoléon	N. 189	608.50	0.85	203.97	0.85	814.17
13947	Petit, Napoléon (Caisse Pop. N.-D. de Hull).	S. 189	330.64	1.10			331.74
14051	Petit, Napoléon	N. 190	850.64	0.85	272.38	0.85	1,124.72
14129	Pelletier, René (Caisse Pop. N.-D. de Hull).	S. 193	370.06	1.10			371.16

Quartier Frontenac — Ward (No. 3-a)

N° Rôle Roll No.	Propriétaires Proprietors	N° du cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. taxes	Frais Costs	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
10897-A.	Inconnu-Unknown (J. L. Wright).....	136-43	1.00	1.10	.....	.....	2.10
10929...	Inconnu-Unknown (J. L. Wright).....	136-E. 51.	1.00	1.10	.....	.....	2.10

Quartier Montcalm — Ward No. 2)

8130...	Inconnu-Unknown (L. W. Jackson-Caisse Pop. N.-D. de Hull) (et-and Wilfrid Bernier).	S. 159	1.00	1.85	.....	.....	2.85
8348-A.	Inconnu-Unknown (L. W. Jackson & al).	N. O. 157	1.00	1.10	.....	.....	2.10
8348-B.	Inconnu-Unknown (L. W. Jackson-Caisse Pop. N.-D.) (et-and Wilfrid Bernier).	S. E. 158.....	1.00	1.85	.....	.....	2.85
8392-1..	Inconnu-Unknown (Dame J. Couture)	Pt. O. 134.....	1.00	1.10	.....	.....	2.10

Quartier N° 1 — Ward (No. 1)

1432....	Succ.-Est. Froment, Ludger (Josaphat Pharand).	255-675 .....	.....	.....	26.95	.....	26.95
1775....	Petit, Napoléon	254-22 .....	.....	.....	62.56	1.10	63.66
1776....	Petit, Napoléon	254-23 .....	.....	.....	33.64	0.60	34.24
1963....	Sicard, Augustine Mlle-Miss, Gagné, Benjamin.	255-168-169 .....	.....	.....	108.42	1.95	110.37

Quartier N° 1a — Ward (No. 1a)

2510...	Cité de-City of Hull, Ouellette, Rodolphe.	254-171.....	.....	.....	16.24	1.60	17.84
2602....	Labrie, Oscar	254-206.....	.....	.....	15.00	1.35	16.35
2853....	Bastien, Philéas et-and Mme-Mrs.....	247-21 .....	.....	.....	42.19	1.35	43.54
2898....	Suss.-Est. Larabie, Sam (Cité de City of Hull).	247-36.....	.....	.....	25.32	1.35	26.67
3622....	Marengère, Désiré	246-238.....	.....	.....	67.32	1.35	68.67
4673....	Desjardins, Trefflé	141-32.....	.....	.....	21.58	1.35	22.93
4976....	Miehaud, Henri	250-43.....	.....	.....	103.10	.....	103.10
5047....	Désormeaux, René (Rolande Légaré).	256-14a.....	.....	.....	169.52	1.35	170.87
5070....	Girouard, Thomas (Jules Marois)....	251 1.....	.....	.....	177.29	1.10	178.39
5311....	Gravelle, Théophile (Caisse Pop. Saint-Joseph de Hull).	247-594.....	.....	.....	246.69	1.35	248.04

Quartier N° 2 — Ward (No. 2)

8259....	Côté, Oliva	O. 260-259 .....	.....	.....	216.48	1.95	218.43
8406....	Rose, Henriette Mme-Mrs (Josaphat Pharand).	O. 105 .....	.....	.....	62.70	1.60	64.30
8522....	Stucker, Omer et-and Mme-Mrs (Rodolphe Charbonneau).	96 E. 62 .....	.....	.....	70.06	1.60	71.66

Quartier N° 3 — Ward (No. 3)

9460....	Martel, Émile Vve-Wid..	569.....	166.73	0.85	167.58
----------	-------------------------------	----------	-------	-------	--------	------	--------

Quartier N° 3a — Ward (No. 3a)

10050...	Leblanc, Oscar (Cité de-City of Hull)	10 S. 7.....	.....	.....	63.20	1.60	64.80
10209...	Legault, Léo (Irène Legault Guay)...	305.....	.....	.....	57.72	1.35	59.07
10247...	Monette, Eusèbe (Alma Mercier)	63.....	.....	.....	117.25	1.35	118.60
10428...	Pichard, Marie, Létang, Émile (Alma Mercier).	N 102 .....	.....	.....	79.57	1.85	81.42
10548...	Stubbins, John Edward	13-5.....	.....	.....	49.38	5.40	54.78
10584...	Rollin, Arsène et-and Mme-Mrs (Lucille DesRosiers).	135 N. 55 .....	.....	.....	40.13	1.60	41.73
10790...	Legault, Albertine Vve-Wid.....	15-4.....	.....	.....	52.47	1.10	53.57

Quartier N° 5 — Ward (No. 5)

13756...	Petit, Lucienne et-and Raymond (Napoléon Petit)	C E 385 .....	.....	.....	41.89	1.85	43.74
13946...	Petit Napoléon	N 189 .....	.....	.....	203.97	0.85	204.82
14051...	Petit, Napoléon	N 190 .....	.....	.....	272.38	0.85	273.23

Quartier N° 4 — Ward No. 4)

12620...	Hamon, Albert (Guaranty Trust Co. of Canada).	406-8-9.....	206.19	1.95	208.14
12826...	Caisse Pop. Notre-Dame, Labelle Arthur (Cité de-City of Hull).	E 9.....	102.85	1.35	104.20
12832...	Arbique, Émile.....	S O 321.....	150.59	4.40	154.99
12889...	Alain, Moïse (Josaphat Pharand).....	S 126.....	64.15	1.35	65.50
12893...	Beauparlant, Romulus (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull).	S 158.....	143.25	4.65	147.90

Hull, ce quinzième jour du mois d'octobre 1952. Hull, this fifteenth day of October, 1952.

33406-42-2-o Le Greffier de la Cité, H. LÉON LEBLANC. 33406-42-2-o H. LÉON LEBLANC, City Clerk.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

GASPÉ

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Gaspé
(Iles de la Madeleine)

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Gaspé
(Iles de la Madeleine)

Cour de Circuit, N° 282. LES SOEURS DE LA CHARITÉ de Québec, défenderesses, vs OLIVIER CHEVARIE, domicilié à Dune du Sud, I.M. demandeur.

Circuit Court, No. 282. LES SOEURS DE LA CHARITÉ de Québec, defendant; vs OLIVIER CHEVARIE, domicile at South-Beach, M.I. plaintiff.

Saisie comme appartenant audit demandeur Olivier Chevarie, la moitié indivise du lot 210 connu au cadastre officiel de L'Île Alright, I.M. contenant 13½ acres de terre, ensemble avec une moitié indivise de toutes les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Seized as belonging to the said plaintiff, Olivier Chevarie, half undivided of lot 210 known to the official cadastre of the Alright Island, M.I. containing 13½ acres of land, together with one undivided half of all buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendus au bureau du Shérif, au Palais de Justice, à Hâvre-Aubert, Iles de la Madeleine, le SIXIÈME jour de NOVEMBRE, 1952, à DIX heures de l'avnt-midi.

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, Amherst Magdalen Islands, on the SIXTH day of NOVEMBER, 1952 at TEN o'clock in the forenoon.

Le Député-Shérif, NAPOLÉON BRIAND.
Bureau du Shérif, Hâvre-Aubert, Iles de la Madeleine. 33302-40-2-o

NAPOLÉON BRIAND, Deputy-Sheriff.
Sheriff's Office, Amherst, Magdalen Islands. 33302-40-2-o

Fieri Facias de Terris
Percé, P.Q., — District de Gaspé

Fieri Facias de Terris
Percé, P.Q.—District of Gaspé

Cour Supérieure, N° 3201. ROBIN JONES & WHITMAN LIMITED, un corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à Paspébiac, P.Q. demanderesse vs LÉONARD DE-STE-CROIX, électricien, du village de Gaspé, défendeur.

Superior Court, No. 3201. ROBIN JONES & WHITMAN LIMITED a body corporate and politic, having its chief place of business at Paspébiac, P.Q. Plaintiffs vs LEONARD DE-STE-CROIX, electrician of Gaspe village, defendant.

Une certaine maison en construction érigée sur une partie du lot N° 29-5 du village de Gaspé et mesurant approximativement 30 pieds de largeur, plus ou moins, par 50 pieds de profondeur, plus ou moins, étant bornée au nord par la propriété de la succession de feu John De Ste-Croix, au sud par la propriété de Adrien Coulombe, à l'est par une rue connue comme étant la rue Morin et à l'ouest par la propriété du Séminaire de Gaspé.

A certain house under construction erected on part of lot No. 29-5 of the village of Gaspé, and measuring approximately 30 feet in width, more or less, by 50 feet in depth, more or less, being bounded on the North by the property of the estate of the late John De Ste Croix, on the South by the property of Adrien Coulombe, on the East by a street known as Morin Street and on the West by the property of the Seminary of Gaspé.

Pour être vendue à la porte de l'église du village de Gaspé, comté de Gaspé, MARDI le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1952, à DIX heures du matin.

To be sold at the Church door of the Village of Gaspe, County of Gaspe, on TUESDAY the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER 1952 at TEN o'clock in the forenoon.

Le Député-Shérif, F. TUZO.
Bureau du Shérif, Percé, P.Q., 17 octobre 1952. 33454-43-2

F. TUZO, Deputy Sheriff.
Sheriff's Office, Percé, P.Q., October 17th, 1952 33454-43-2-o

HULL

District de Hull.

Cour Supérieure, N° 1835. **THE OTTAWA BRICK AND TERRA COTTA CO. LTD.**, corps politique et incorporé ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires à l'endroit appelé Billing's Bridge, province d'Ontario, demanderesse; vs **RHÉAL MINEAULT**, du village de Pointe-Gatineau, district de Hull, défendeur.

Un immeuble sis et situé au village de la Pointe-Gatineau, Province de Québec, connu et désigné comme étant formé du lot trente-un de la subdivision officielle du lot cinq cent cinquante-cinq (555-31), aux plan et livre de renvoi officiels dudit village de la Pointe-Gatineau, avec toutes les bâtisses et dépendances y-dessus érigées et améliorations.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-François de Sales de Pointe-Gatineau, district de Hull, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
ce 20 octobre 1952.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.
33487-43-2-o

HULL

District of Hull

Superior Court, No. 1835. **THE OTTAWA BRICK AND TERRA COTTA CO. LTD.**, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business at the place called "Billing's Bridge, Province of Ontario, plaintiff; vs **RHÉAL MINEAULT**, of the village of Pointe-Gatineau, district of Hull, defendant.

An immovable being and situate in the Village of Pointe-Gatineau, Province of Quebec, known and designated as being formed of lot thirty-one of the official subdivision of lot five hundred and fifty-five (555-31) of the official plan and in the book of reference for the said village of Pointe-Gatineau, with all buildings and dependencies thereon erected and improvements.

To be sold at the parish church door of Saint-François de Sales de Pointe-Gatineau, district of Hull, on the TWENTY-EIGHTH day of NOVEMBER, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
October 20, 1952.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.
33487-43-2

RICHELIEU

De Bonis et de Terris

Cour Supérieure, N° 11-833. **ROGER GILL**, dessinateur, de Montréal, demandeur; vs **LORENZO LYONNAIS**, de Saint-Thomas-de-Pierreville, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un immeuble situé au Chenal Tardif, en la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, connu et décrit comme portant le N° 430 du cadastre de ladite paroisse, avec bâtisses.

Ce lot est affecté en faveur des membres de la famille de Dame Delphine Sénécal, tant et aussi longtemps que lesdits membres de la famille de Dame Sénécal seront propriétaires du lot portant le N° 1027 du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, d'un droit de jouissance et d'usufruit et du droit d'y prendre le bois qui s'y trouve et s'y trouvera, et ce aux conditions stipulées dans l'acte de vente du 4 août 1901 consenti par Dame Delphine Sénécal à Joseph Mercure, lequel acte de vente a été enregistré au bureau d'enregistrement du comté d'Yamaska, le 9 août 1901 sous le numéro 41358, et ce sur une partie dudit lot 430 ainsi décrit:

Une portion de terre en forme de triangle à prendre à l'extrémité nord-ouest dudit lot numéro mille vingt-sept ayant un arpent de largeur à la base du triangle tenant ledit lot numéro mille vingt-sept, de là allant en rétrécissant dans la direction du nord-est jusqu'à l'extrémité du lot numéro quatre cent trente-un, où elle joint la ligne seigneuriale et le terrain de Daniel Gill ou représentants, ladite portion de terre bornée d'un bout et d'un côté à la Réserve des Sauvages.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Thomas-de-Pierreville, JEUDI le VINGT-SEPT (27) NOVEMBRE 1952, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 21 octobre 1952. [Première insertion, le 25 octobre 1952].

Le Shérif,
R. PAQUIN.
53500-43-2-o

RICHELIEU

De Bonis et de Terris

Superior Court, No. 11-833. **ROGER GILL**, designer, of Montreal, plaintiff, vs **LORENZO LYONNAIS**, of Saint-Thomas-de-Pierreville, defendant.

As belonging to the defendant:

An immovable situate at Chenal Tardif, in the parish of Saint-Thomas-de-Pierreville, known and described as bearing No. 430 of the official cadastre of the said parish, with buildings.

This lot is assigned in favor of the members of the family of Dame Delphine Sénécal, inasmuch and as long as the said members of the family of Dame Delphine Sénécal will be proprietors of the lot bearing No. 1027 of the cadastre of the parish of Saint-Thomas-de-Pierreville, of the right to enjoy and the usufruct and the right to take the wood found thereon and which shall be found thereon and this upon the conditions stipulated in the deed of sale of August 4, 1901, consented to by Dame Delphine Sénécal to Joseph Mercure, which deed of sale has been registered with the Registry Office in the County of Yamaska, on August 9, 1901, under the number 41358 and this upon a part of the said lot 430 herein described:

A portion of land of triangular form, to take from the northwest extremity of the said lot number one thousand twenty-seven having an arpent in width at the base of the triangle touching the said lot number one thousand twenty-seven, thence, narrowing in a northeasterly direction to the extremity of lot number four hundred and thirty-one, where it joins the seigniorial line and the land of Daniel Gill or representatives, the said portion of land bounded at one end and on one side by the Indians Reserve, (Réserve des Sauvages).

To be sold at the parochial church door of Saint-Thomas-de-Pierreville, THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH (27) day of NOVEMBER, 1952, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Sorel, October 21, 1952. [First insertion: October 25, 1952].

R. PAQUIN,
Sheriff.
33500-43-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieur, { **PAUL ÉMILE CASTON-**
N° 13915. { **GUAY**, employé civil,
domicilié dans la ville de
Matane, demandeur; vs **FRANK BEAUDOIN**,
industriel, du village d'Amqui, district de Ri-
mouski, comté de Matapédia, P.Q. défendeur.

Partie du lot N° 56-A, du rang 4, canton Hum-
qui, étant un terrain contenant 102 pieds de front
arrière les terrains de Camille Raymond et
Alphonse St-Pierre de même largeur, sur 75
pieds de profondeur du côté de J.-H. Gagnon et de
110 pieds, de profondeur du côté de J.-M.
Francœur et de Imperial Oil, avec bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu le **VINGT-SIX NOVEMBRE**
1952, à la porte de l'église de Amqui à **DEUX**
heures de l'après-midi, heure normale de l'est.

33455-43-2-o Le Shérif,
CHARLES GARON.

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { **PAUL ÉMILE CASTON-**
No. 13915. { **GUAY**, civil employee,
domiciled in the town of Mata-
ne, plaintiff; vs **FRANK BEAUDOIN**, industria-
list, of the village of Amqui, district of Rimouski,
county of Matapédia, P.Q. defendant.

Part of lot No. 56-A, of Range 4, of the town-
ship of Humqui, being a lot of land containing
102 feet in front in rear of the grounds of Camille
Raymond and Alphonse St-Pierre, of the same
width, by 75 feet in depth alongside J.-H.
Gagnon and by 110 feet in depth alongside J.-M.
Francœur and the Imperial Oil, with buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on the **TWENTY-SIXTH** day of
NOVEMBER, 1952, at the church door of
Amqui, at **TWO** o'clock in the afternoon,
Eastern Standard Time.

33455-43-2 **CHARLES GARON,**
Sheriff.

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, district de Rimouski
Cour Supérieure, { **CHARLES A. JOUBERT**,
N° 13975. { courtier de la cité et
district de Québec, Dr **AN-**

TOINE JOUBERT, médecin de Amqui, dans le
district de Rimouski, Dr **ÉMILE JOUBERT**,
dentiste, de la cité et district de Montreal, Mme
Vve J. B. **PERREAULT**, de Sayabec, dans le
district de Rimouski, Mlle **JULIETTE JOU-**
BERT, fille majeure de la cité et district de
Montreal, tous tant personnellement qu'en leur
qualité d'héritiers à la succession de L. P. Joubert,
de son vivant domicilié à Sayabec, district
de Rimouski et faisant affaires sous le nom de L.
P. Joubert. demandeurs vs **LEOPOLD PLOUR-**
DE, domicilié à Ste-Paula, district de Rimouski.
défendeur.

Le lot Numéro quarante cinq, (Lot No 45), du
rang 14, du canton Matane, avec bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-
Paula, district de Rimouski, le **24 NOVEMBRE**
1952, à **DEUX** heures de l'après midi, heure
normale de l'est.

33456-43-2-o Le Shérif,
CHARLES GARON.

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski
Superior Court, { **CHARLES A. JOUBERT**,
No. 13975. { broker, of the city and
district of Québec, Dr **AN-**

TOINE JOUBERT, physician of Amqui, in the
district of Rimouski, Dr **ÉMILE JOUBERT**,
dentist, of the city and district of Montreal, Mrs.
widow J. B. **PERREAULT**, of Sayabec, in the
district of Rimouski, Miss **JULIETTE JOU-**
BERT, spinster of the city and district of Mont-
real, all personally, as in their quality as heirs to
the estate of L. P. Joubert, in his lifetime domici-
ciled at Sayabec, district of Rimouski and doing
business under the name of L. P. Joubert, plain-
tiffs, vs **LEOPOLD PLOURDE**, domiciled at
Ste-Paula, district of Rimouski, defendant.

Lot number forty-five (Lot No. 45), of range
14, of the township of Matane, with buildings
thereon erected, circumstances and dependen-
cies.

To be sold at the church door of Ste-Paula,
district of Rimouski, on the **TWENTY-FOURTH**
day of **NOVEMBER**, 1952, at **TWO** o'clock in
the afternoon, Eastern Standard Time.

33456-43-2 **CHARLES GARON,**
Sheriff.

ROUYN-NORANDA

Canada, Province de Québec
District de Rouyn-Noranda,

N° 11038, { **CONRAD LUNEAU**, commerçant
de bois, domicilié à Ste-Rose de
Poularies, P.Q., demandeur, vs **CY-**
RILLE MORIN, Colon, domicilié à Dalember,
P.Q., défendeur.

Saisis comme appartenant au défendeur:
Les droits acquis sur les lots 36 et 37 du rang
Est du Canton Dufresnoy, avec les bâtisses
dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'Église de St-
Christophe de Dufresnoy, P.Q., le **SIX NOVEM-**
BRE 1952, à **DIX** heures de l'avant-midi.

33300-40-2-o Le Shérif,
J. H. CHARBONNEAU.

[Première insertion le 4 octobre 1952]

ROUYN-NORANDA

Canada, Province of Quebec,
District of Rouyn-Noranda.

No. 11038 { **CONRAD LUNEAU**, lumber
dealer, domiciled at Ste-Rose
de Poularies, P.Q., plaintiff, vs
CYRILLE MORIN, settler, domiciled at Da-
lembert, P.Q., defendant.

Seized as belonging to the defendant:
The acquired rights on lots 36 and 37 of East
Range, of Dufresnoy Township, with the build-
ings thereon erected, circumstances and appur-
tenances.

To be sold at the church door of St-Christophe
de Dufresnoy, P.Q., the **SIXTH** of **NOVEM-**
BER 1952, at **TEN** o'clock in the forenoon.

33300-40-2-o **J. H. CHARBONNEAU,**
Sheriff.

[First insertion October 4, 1952]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Province de Québec — District de St-François
 Cour du Magistrat, { SYDNEY NEWELL/BISHOP, commerçant, de Bishopton, district de St-François, et y faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de "THE S. N. BISHOP CASKET CO.", demandeur; vs OSCAR VEILLEUX, de Bishopton, district de St-François, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
 "Une certaine terre sise et située dans le deuxième rang (2e R.) du canton de Dudswell, comté de Wolfe, connue et désignée comme étant toute cette partie du lot onze "A" (N° 11-a Pt.) située au nord-ouest du chemin public traversant tel dit lot onze "A" (N° 11-a) contenant cette dite partie cent acres (100) de terre en superficie, le tout plus ou moins, et bornée au nord-est au lot numéro douze-"A" (N° 12-a), au sud-ouest au chemin public, au sud-est au lot numéro dix-B (N° 10-b) et au nord-ouest au troisième rang (3e R.) le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Clément de Dudswell (Bishopton) le VINGT-SIX NOVEMBRE 1952, à DIX heures a.m.

Sherbrooke, ce 18 octobre 1952.
 Le Shérif,
 Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.
 [Première insertion le 25 octobre 1952]
 33457-43-2-o

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
 District de Terrebonne
 Cour Supérieure, { FARMER'S SUPPLY COMPANY, corps politique et incorporé, dûment incorporé selon la loi, ayant sa principale place d'affaires en la ville de Lachute, cté Argenteuil, demanderesse, vs FÉLIX GIROUX, cultivateur du canton de Chatham, dits comté et district, défendeur,

"Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham, comme étant les lots numéros 147 et 148 avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Philippe d'Argenteuil le CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1952 à 10 heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
 Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
 St-Jérôme, le 30 septembre 1952 33318-40-2-o

Arrêtés en Conseil

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1073

Québec, le 15 octobre 1952.
 Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT l'approbation du Règlement numéro 18 de la Commission des Accidents du Travail de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Secrétaire de la province:

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Province of Quebec — District of St. Francis
 Magistrate's Court, { SYDNEY NEWELL BISHOP, trader, of Bishopton, district of St. Francis, and doing business there, alone, under the name and style of "THE S. N. BISHOP CASKET CO.", plaintiff, vs OSCAR VEILLEUX, of Bishopton, district of St. Francis, defendant.

As belonging to the said defendant:
 "A certain farm seated and situated in the second range (R. 2) of the Township of Dudswell, county of Wolfe, known and designated as being all that part of lot eleven "A" (Pt. no. 11a) situated to the north-west of the public road crossing such said lot eleven "A" (no. 11-a), containing that said part one hundred acres (100) of land in superficies, the whole more or less, and bounded to the north-east to lot number twelve "A" (no. 12-a), to the south-west to the public road, to the south-east to lot number ten-B (no. 10-b) and to the north-west to the third range (r. 3) the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependances."

To be sold at the door of the parochial church of St-Clement de Dudswell (Bishopton) on the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER 1952, at TEN o'clock in the forenoon.

Sherbrooke, this 18th day of October 1952.
 JOS. LABRECQUE,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 [First insertion the 25th of October 1952]
 33457-43-2-o

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
 District of Terrebonne
 Superior Court, { FARMER'S SUPPLY COMPANY, corporation legally constituted having its principal place of business at Lachute county of Argenteuil, plaintiff vs FÉLIX GIROUX, farmer of township of Chatham, said county and district, defendant,

"A farm known and designated on the official plan and book of reference for the Township of Chatham as being the lots numbers 147 and 148 with the buildings thereon erected."

To be sold at the catholic church door of St-Philippe of Argenteuil on NOVEMBER the FIFTH, 1952, at 10 o'clock in the morning.

ALBERT FOURNELLE,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 St-Jérôme, September 30, 1952. 33318-40-2-o

Orders in Council

**ORDER IN COUNCIL
 EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 1073

Quebec, October 15, 1952.
 Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of Regulation number 18 of the Workmen's Compensation Commission of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Secretary of the Province:

ATTENDU QUE la Commission des Accidents du Travail de Québec a transmis pour approbation, un règlement portant le numéro 18, qui se lit comme suit:

Règlement N° 18

Agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 77 de la Loi des Accidents du Travail, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 160), la Commission des Accidents du Travail de Québec, statue que:

"La vente, l'emmagasinage, la distribution et le transport de la gasoline, de l'huile à chauffage, du gaz propane, l'exploitation et l'entretien d'oléoducs (Pipe Lines), et autres entreprises similaires, sont assujettis à la Loi des Accidents du Travail de Québec et feront partie de la Classe 12, dans la Cédule 1, lorsque six ouvriers ou plus y seront généralement employés."

Le présent Règlement N° 18, lors de son entrée en vigueur, annule et abroge à toutes fins que de droit le Règlement N° 8, concernant la vente et la distribution de la gasoline, approuvé par la Commission des Accidents du Travail de Québec, le 1er mars 1933.

Regulation N° 18

Acting upon its authority as conferred by Section 77 of the Workmen's Compensation Act of Quebec, (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 160), the Quebec Workmen's Compensation Commission rules as follows:

"The sale, storage, distribution and handling of gasoline, fuel oil, propane gas, the operation and maintenance of pipe lines, and other similar undertakings, shall be covered under the Quebec Workmen's Compensation Act and included in Class 12 of Schedule 1 of the said Act where six or more workmen are usually employed."

The foregoing Regulation N° 18, when in force according to the provisions of the Act, shall replace Regulation N° 8 concerning the Sale and distribution of gasoline, as approved by the Commission on March 1, 1933, and shall render said Regulation N° 8 null and void to all purposes."

EN CONSÉQUENCE, vu le rapport du Ministère du Procureur général, en date du 30 septembre 1952, que le Règlement numéro 18 de la Commission des Accidents du Travail de Québec soit approuvé, et ce conformément aux dispositions de l'article 81 de la Loi des Accidents du Travail, Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 160.

De plus, que l'item 1 de l'arrêté ministériel numéro 1044, en date du 8 octobre 1952, concernant l'approbation du Règlement numéro 18 de la Commission des Accidents du Travail de Québec, soit rescindé et annulé.

33464-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1065

Québec, le 15 octobre 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de Garages dans la ville de Rimouski et un rayon de 3 milles de ses limites.

WHEREAS the Workmen's Compensation Commission of Quebec has transmitted, for approval, a regulation bearing number 18, which reads as follows:

Règlement No. 18

Agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 77 de la loi des Accidents du Travail, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 160), la Commission des Accidents du Travail de Québec statue que:

"La vente, l'emmagasinage, la distribution et le transport de la gasoline, de l'huile à chauffage, du gaz propane, l'exploitation et l'entretien d'oléoducs (Pipe Lines), et autres entreprises similaires, sont assujettis à la Loi des Accidents du Travail de Québec et feront partie de la Classe 12, dans la Cédule 1, lorsque six ouvriers ou plus y seront généralement employés."

Le présent Règlement No. 18, lors de son entrée en vigueur, annule et abroge à toutes fins que de droit le Règlement No. 8, concernant la vente et la distribution de la gasoline, approuvé par la Commission des Accidents du Travail de Québec, le 1er mars 1933.

Regulation No. 18

Acting upon its authority as conferred by Section 77 of the Workmen's Compensation Act of Quebec, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 160), the Quebec Workmen's Compensation Commission rules as follows:

"The sale, storage, distribution and handling of gasoline, fuel oil, propane gas, the operation and maintenance of pipe lines, and other similar undertakings, shall be covered under the Quebec Workmen's Compensation Act and included in Class 12 of Schedule 1 of the said Act where six or more workmen are usually employed."

The foregoing Regulation No. 18 when in force according to the provisions of the Act, shall replace Regulation No. 8 concerning the Sale and distribution of gasoline, as approved by the Commission on March 1, 1933, and shall render said Regulation No. 8 null and void to all purposes."

CONSEQUENTLY, in view of the report of the Department of the Attorney General, bearing date September 30, 1952, that Regulation number 18 of the Workmen's Compensation Commission of Quebec be approved and such, pursuant to the provisions of Article 81 of the Workmen's Compensation Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 160.

Moreover, that item 1 of the Order in Council number 1044, bearing date October 8, 1952, concerning the approval of Regulation number 18 of the Workmen's Compensation Commission of Quebec, be rescinded and cancelled.

33464 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1065

Quebec, October 15, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING amendments of the decree relating to garage employees in the town of Rimouski and a radius of three miles from its limits.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la conven collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de Garages dans la ville de Rimouski et un rayon de trois (3) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1255 du 10 novembre 1949, amendé par l'arrêté numéro 541-G du 30 mai 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 septembre 1952;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1255, soit modifié comme suit:

1° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Salaires minima*: Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories de salariés ci-après:

a) *Mécanicien, ajusteur, machiniste, électricien, débosseur, soudeur peintre, rembourreur, vitrier, vulcanisateur*:

	<i>l'heure</i>
Classe A.	\$1.25
Classe B.	1.10
Classe C.	0.90

b) *Apprentis*:

	<i>l'heure</i>
1ère année.	\$0.50
2ème année.	0.60
3ème année.	0.75
4ème année.	0.85

Le tableau suivant doit être suivi pour établir la classification des compagnons et apprentis dans un établissement. La première colonne de gauche indique le nombre total de salariés dans un garage, exception faite des hommes de service et des commis aux pièces de rechange. Dans aucun cas il ne doit y avoir plus d'apprentis que le nombre indiqué dans la colonne de droite.

Nombre de salariés <i>Number of employees</i>	Classes		
	"A"	"B"	"C"
1			1
2			1
3		1	1
4	1	1	1
5	1	1	1
6	2	1	1
7	2	2	1
8	2	2	2
9	2	2	2
10	3	2	2
11	3	3	2
12	3	3	2
13	3	3	3
14	4	3	3
15	4	3	3
16	5	3	3
17	5	4	3
18	5	4	3
19	6	4	3
20	6	4	4
21	6	4	4
22	6	5	4

Si un établissement compte plus de vingt-deux (22) employés, il doit compléter par le nombre d'employés nécessaires. Exemple: Trente et un

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the garage employees in the town of Rimouski and a radius of three (3) miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 1255 of November 10, 1949 and amended by Order in Council 541-G of May 30, 1951, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 13, 1952;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour

THAT the said decree, number 1255, be amended as follows:

1. Section III is replaced by the following:

"III. *Wages*: The minimum wage rates are as follows for each one of the categories hereinafter mentioned.

a) *Mechanic, fitter, machinist, electrician, bodyman, wheelwright, welder, painter, upholsterer, glazier, vulcanizer*:

	<i>per hour</i>
Class A.	\$1.25
Class B.	1.10
Class C.	0.90

b) *Apprentices*:

	<i>per hour</i>
1st year.	\$0.50
2nd year.	0.60
3rd year.	0.75
4th year.	0.85

The following table shall be complied with when establishing the classification of journeymen and apprentices of an establishment. The first column on the left gives the total number of employees in a garage with the exception of service men and spare parts clerks. There shall never be more apprentices than is indicated in the column on the right.

Nombre maximum d'apprentis <i>Maximum number of apprentices</i>	Classes		
	"A"	"B"	"C"
1			1
1			1
1		1	1
1	1	1	1
2	1	1	1
2	2	1	1
2	2	2	1
2	2	2	2
3	2	2	2
3	3	2	2
3	3	3	2
4	3	3	2
4	4	3	3
4	4	3	3
5	4	3	3
5	5	3	3
5	5	4	3
6	5	4	3
6	6	4	3
6	6	4	4
7	6	4	4
7	6	5	4

In the event of an establishment having more than twenty-two (22) employees, the number exceeding 22 shall be added as per the above

(31) employés soit vingt-deux (22) plus neuf (9) ce qui donne 8A, 7B, 6C et dix (10) apprentis. Example: Thirty-one (31) employees gives 2 plus 6 in A, 7 in B, 6 in C and ten (10) apprentices.

c) <i>Homme de service:</i>		<i>l'heure</i>	c) <i>Service man:</i>		<i>per hour</i>
1ère année		\$0.50	First year		\$0.50
2ème année		0.60	Second year		0.60
3ème année		0.75	Third year		0.75
4ème année		0.85	Fourth year		0.85

d) *Commis aux pièces de rechange:*

d) *Spare parts clerks:*

Nombre de salariés Number of employees	Classes		Apprentis Apprentices		
	"A" \$0.95	"B" \$0.85	\$0.75	\$0.60	\$0.50
1		1			
2	1		1		
3	1	1		1	
4	1	1	1	1	
5	2	1	1	1	
6	2	1	1	1	1
7	3	1	1	1	1
8	3	2	1	1	1

Les salaires supérieurs aux taux minima fixés dans le présent décret ne peuvent être diminués d'aucune façon pendant sa durée."

Wages higher than the minimum ones fixed in the present decree shall not be reduced in any way for its entire duration."

2° L'article IV est abrogé et remplacé par le suivant:

2. Section IV is deleted and the following substituted therefor:

"IV. *Durée du travail:* a) *Travail régulier:*

"IV. *Duration of work:* a) *Regular work:*

1. La semaine régulière de travail est de cinquante-quatre (54) heures.

1. The standard work week consists of fifty-four (54) hours.

2. Les heures régulières de travail sont de neuf (9) heures par jour réparties entre 7.00 a.m. et 9.00 p.m. du lundi au samedi inclusivement.

2. The regular hours of work shall number nine (9) per day, distributed between 7.00 a.m. and 9.00 p.m. from Monday to Saturday inclusive.

3. Dans le cas de la double équipe, les heures régulières de travail doivent être de 7.00 p.m. à minuit et de 1.00 a.m. à 6.00 a.m. Le taux régulier de salaire de jour est majoré de 10%. Pour pouvoir être considéré comme faisant partie de la double équipe, un salarié doit avoir fait six (6) jours consécutifs de travail aux heures mentionnées.

3. In the event of a double shift, the regular hours of work shall be between 7.00 p.m. and Midnight and 1.00 a.m. and 6.00 a.m. The regular day rate shall be increased by 10%. An employee shall be considered as belonging to the second shift only when he has completed six (6) consecutive days of work at the hours mentioned for such shift.

b) *Travail supplémentaire:*

b) *Overtime:*

1. Tout travail exécuté en dehors des heures mentionnées au paragraphe "a-2" du présent article, doit être rémunéré à raison de salaire et demi.

1. All time worked beyond the hours mentioned in subsection a-2 of the present section shall be paid at the rate of time and one half.

2. Tout salarié qui travaille le dimanche ou les jours de fêtes chômées doit être rémunéré à raison de salaire et demi, s'il y a trois débits d'essence ou moins d'ouverts, ou à raison de salaire double s'il y a plus de trois débits d'essence d'ouverts.

2. Employees working on Sunday or holidays shall be remunerated as follows: At the rate of time and one half when only three (3) service stations or less are open, and at the rate of double time when more than three (3) service stations are open.

3. Tout travail exécuté en plus de neuf heures et demi (9½) par jour ou de cinquante-cinq (55) heures par semaine doit être rémunéré à raison de salaire et demi."

3. Hours worked in excess of nine and one half (9½) per day, or in excess of fifty-five (55) per week shall be paid at the rate of time and one half."

3° L'article VII est remplacé par le suivant:

3. Section VII is replaced by the following:

"VII. *Vacances payées:* a) Après un an de services continus pour un employeur, tout salarié a droit à un congé annuel payé d'une durée minimum de sept (7) jours comportant au moins six (6) jours ouvrables.

"VII. *Vacation with pay:* a) After one year of continuous service for an employer, every employee is entitled to an annual holiday with pay of at least seven (7) days with a minimum of six (6) working days.

Aux fins d'application du présent paragraphe, on doit référer aux dispositions de l'ordonnance numéro 3 révisée de la Commission du Salaire minimum. Toutefois, la semaine de vacances régulière doit être donnée durant la période du 1er avril au 1er novembre de l'année courante, à la discrétion de l'employeur.

This subsection is subject to Ordinance number 3, revised, of the Minimum Wage Commission. However the regular vacation week shall be given during the period extending from April 1st to November 1st of the current year, at a date fixed by the employer.

b) Après cinq (5) ans de services continus pour un employeur tout salarié a droit à une semaine additionnelle de vacances payées en plus de la semaine mentionnée au paragraphe "a" du présent article.

b) After five (5) years of continuous service for an employer, employees are entitled to an additional week's vacation with pay, besides the week mentioned in subsection "a" of the present section.

L'employeur peut, à sa discrétion, accorder cette deuxième semaine de vacances en tout temps de l'année ou la compenser par le paiement d'une somme additionnelle équivalente à une semaine de salaire ou à 2% du salaire gagné par le salarié pendant la période de (12) douze mois se terminant le 1er avril de l'année courante.

4° Le paragraphe "b" de l'article VIII est remplacé par le suivant:

"b) Le costume uniforme spécial requis par l'employeur doit être payé par l'employeur et demeure sa propriété pendant les douze (12) mois qui suivent la date de l'achat. Le lavage du costume uniforme spécial doit être payé moitié par l'employeur, moitié par le salarié."

5° L'article IX est remplacé par le suivant:

"IX. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 13 avril 1953. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration, ou avant le 13 avril de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

(Document "E" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
33464-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1065

Québec, le 15 octobre 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "F"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du district.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du district a présenté au Ministre du Travail deux requêtes à l'effet de modifier le décret numéro 3088 du 7 août 1946, amendé par les arrêtés numéros 4155 et 4453 des 10 et 31 octobre 1946, 37, 406-B et 1310-A des 9 janvier, 8 mars et 12 août 1947, 245-E du 26 février 1948, 205-A du 24 février 1949, 319-A du 28 mars 1951, 271-I et 649-C des 20 mars et 28 mai 1952, relatif aux métiers de l'Imprimerie dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE lesdites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions des 26 juillet et 23 août 1952;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été apprécées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3088, soit modifié comme suit:

1° A l'article III le sous-paragraphe suivant est ajouté au paragraphe "c":

"v) Les paragraphes "i" à "iv" inclusivement ne s'appliquent qu'aux salariés de la zone I. Dans les zones II et III un apprenti pressier désigne un salarié qui apprend son métier, et la durée de l'apprentissage ainsi que les taux

As regards the second week's vacation, the employer has the option of giving it at any time of the year or even, as a compensation therefor, of paying an amount equivalent to one week's pay or to 2% of the wages earned by the employee during the 12-month period ending April 1st of the current year.

4. Subsection "b" of section VIII is replaced by the following:

"b) Special uniforms required by the employer shall be paid by him and remain his property for the twelve (12) months following the date of purchase. Uniform cleaning shall be paid half by the employer and half by the employee."

5. Section IX is replaced by the following:

"IX. *Duration of the decree*: The present decree shall remain in force until April 13, 1953. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notified the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to the date of its expiration, or prior to April 13 of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labor."

(Document "E" annexed to the order)

A. MORISSET,
33464-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1065

Quebec, October 15, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING amendments of the decree relating to the printing industry in Montreal and district.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District has submitted to the Minister of Labour two petitions to amend the decree number 3088 of August 7, 1946, amended by Orders 4155 and 4453 of October 10 and 31, 1946, 37, 406-B and 1310-A of January 9, March 8 and August 12, 1947, 245-E of February 26, 1948, 205-A of February 24, 1949, 319-A of March 28, 1951, 271-I and 649-C of March 20 and May 28, 1952, relating to the printing trades in the district of Montreal;

WHEREAS the said petitions were published in the *Quebec Official Gazette*, issues of July 26 and August 23, 1952;

WHEREAS the objections thereto were duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 3088, be amended as follows:

1. In section III, the following paragraph is added to subsection "c":

"v) Paragraphs (i) to (iv) inclusive above apply only to employees in Zone I. In Zones II and III an apprentice in the press department means an employee who is learning his trade and the term of apprenticeship and rates of wages of

de salaires de ces apprentis sont tels que spécifiés à l'article XIX "d)."

2° Le sous-paragraphe "h" de l'article V est radié et remplacé par le suivant:

"h) Dans aucun cas les apprentis et/ou les margeurs (et dans le département des Presses d'un établissement de la zone I, les stagiaires et/ou les apprentis pressiers) ne peuvent travailler hors la présence d'un compagnon."

3° L'alinéa "v" du paragraphe "i" de l'article V est remplacé par le suivant:

"v) Dans le cas des salariés d'une équipe de nuit, les jours de fêtes ci-dessus sont observés soit durant la soirée qui précède le jour de la fête ou durant la soirée de la fête elle-même, à la discrétion de l'employeur."

4° L'article IX est radié et remplacé par le suivant:

"IX. Lorsqu'il est établi à la satisfaction du comité paritaire, à la suite d'un rapport de l'employeur, qu'un apprenti dans les départements de Composition, Réglage, Coupage, Reliure ou Finition dans toutes zones, et dans le cas des Zones II et III un apprenti pressier qui a atteint la fin de la sixième année d'apprentissage, n'est pas suffisamment qualifié pour être considéré comme compagnon dans l'un ou l'autre des départements ci-haut mentionnés, le Comité paritaire peut autoriser l'employeur à augmenter le taux de gages dudit apprenti de pas moins de 10% à la fin de sa sixième année, et de pas moins de 10% à la fin de chaque période de douze mois subséquente jusqu'à ce qu'il atteigne le salaire d'un compagnon. Cette augmentation est ajoutée au salaire de l'année terminée."

5° Les paragraphes "b", "g", "h" et "k" de l'article X sont radiés et remplacés par les suivants:

"b) i. Un apprenti de première année peut être ajouté au personnel des départements de Composition, Réglage, Coupage, Reliure ou Finition dans toutes zones (et dans le département des Presses des Zones II et III), lorsqu'un apprenti déjà régulièrement employé dans l'un ou l'autre des départements ci-haut mentionnés, entre dans sa sixième année d'apprentissage.

ii. Dans la Zone I, un stagiaire de première année peut être ajouté au personnel du département des Presses, lorsqu'un stagiaire déjà régulièrement employé dans ce département, est classifié apprenti pressier ou assistant-pressier."

"g) Les augmentations de gages des apprentis deviennent dues à l'expiration de chaque période de six (6) mois, sauf dans le cas des apprentis pressiers qui ont complété leur quatrième année d'apprentissage; dans ce cas les augmentations deviennent dues à l'expiration de chaque période de 12 mois."

"h) i. Dans la Zone I les assistants-pressiers, les apprentis-pressiers, les margeurs et les aides n'entrent pas en ligne de compte dans la détermination du nombre des stagiaires.

ii. Dans les Zones II et III les assistants-pressiers, les margeurs et les aides n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination du nombre des apprentis.

iii. Dans la Zone I lorsqu'un apprenti pressier a atteint le stage de compagnon pressier et qu'aucune position comme tel n'est disponible, son salaire, si ses services sont retenus, ne doit pas être moindre que le taux de salaire établi à l'article XIX "d" (iii) ou (iv) selon le cas, pour un apprenti pressier, 7ième année."

"k) Aux fins d'établir la proportion des apprentis par rapport aux compagnons, tout salarié autre qu'un compagnon (ou, dans le départe-

ment) est considéré comme un apprenti. Les apprentis qui sont mentionnés dans la section XIX (d) sont considérés comme des apprentis."

2. Subsection (h) of section V is deleted and replaced by the following:

"h) In no case shall apprentices and/or feeders (and in the case of the Press Department in any establishment of Zone I, a starting press apprentice and/or an apprentice pressman) be permitted to work unless there is a journeyman present."

3. Paragraph (v) of subsection "i" of section V is replaced by the following:

"In the case of employees working on a night shift, the above holidays are observed either on the evening preceding the holiday, or on the evening of the holiday itself, at the option of the employer."

4. Section IX is deleted and replaced by the following:

"IX. In the case where the Parity Committee is satisfied, upon the report of the employer, that an apprentice in the Composition, Ruling, Cutting, Bindery or Finishing Departments in any Zone, and in the case of Zones II and III an apprentice in the Press Department, after completing six years' apprenticeship, is not sufficiently qualified to be deemed a journeyman in any of the aforesaid departments, it may authorize the employer to increase the apprentice's rate of wages by not less than ten per cent (10%) at the end of the sixth year, and by not less than ten per cent (10%) at the end of every twelve months thereafter, until he reaches a journeyman's rate of wages. Such increase must be computed on the previous year's rate of wages.

5. Subsections b), g), h) and k) of section X are deleted and replaced by the following:

"b) i. A first-year apprentice may be added to the Composition, Ruling, Cutting, Bindery or Finishing Departments in any zone (and to the Press Department in Zones II and III) when an apprentice actually employed in said departments enters his sixth year.

ii. In Zone I, a first year "starting press apprentice" may be added to the Press Department when a "starting press apprentice" actually employed in the Press Department is classified as an apprentice pressman or as an assistant pressman."

"g) Increases for apprentices shall become effective at the expiration of each six-month period, except in the case of apprentices in the Press Department who have completed four years' apprenticeship, when increases shall become effective at the expiration of each twelve-month period."

"h) i. In Zone I, assistant pressmen, apprentice pressmen, feeders and helpers shall not be included when computing the number of starting press apprentices.

ii. In Zones II and III assistant pressmen, feeders and helpers shall not be included when computing the number of apprentices.

iii. In Zone I, where an apprentice pressman attains the status of a journeyman pressman and no position as such is available, he shall, if his services are retained, be paid not less than the rate fixed in Section XIX d (iii) or (iv), as the case may be, for a 7th year apprentice pressman."

"k) For the purpose of computing the ratio of apprentices to journeymen, any employee other than a journeyman (or, in the case of the Press

ment des Presses dans la Zone I, un assistant-pressier ou un apprenti pressier) qui accomplit l'une ou l'autre des opérations énumérées aux sections "e", "e" et "f" de l'article XXIII, doit être considéré comme apprenti (ou dans le département des Presses dans la Zone I, comme un stagiaire)."

6° L'article XI est radié et remplacé par le suivant:

"XI. Les conditions régissant le fonctionnement de l'atelier d'impression sont comme suit:

a) Pour toutes les presses à plateau et les petites presses automatiques (automatic job presses), pas moins d'un compagnon pressier pour les trois (3) premières presses en opération ou fraction d'icelles, et un compagnon pressier additionnel pour chaque trois (3) presses additionnelles en opération ou fraction d'icelles. Les autres salariés employés sur ces presses peuvent être:

i. dans la Zone I des assistants-pressiers, des apprentis pressiers, des margeurs ou des stagiaires; et

ii. dans les Zones II et III des assistants-pressiers, des margeurs ou des apprentis.

Les stagiaires dans la Zone I et les apprentis pressiers dans les Zones II et III sont régis quant à leur nombre par l'article X du présent décret.

b) Pour toutes les presses cylindriques à l'exception des petites presses automatiques (automatic job presses), jusqu'au format de soixante-huit (68) pouces exclusivement, pas moins d'un compagnon pressier pour les deux (2) premières presses en opération ou fraction d'icelles, et un (1) compagnon pressier additionnel pour chaque deux (2) presses additionnelles en opération ou fraction d'icelles. Les autres salariés employés sur ces presses peuvent être:

i. Dans la Zone I, des assistants-pressiers, des apprentis pressiers, des margeurs ou des stagiaires; et

ii. dans les Zones II et III des assistants-pressiers, des margeurs ou des apprentis.

Les stagiaires dans la Zone I et les apprentis dans les Zones II et III sont régis quant à leur nombre par l'article X du présent décret.

c) Pour toutes les presses de soixante-huit (68) pouces et plus, presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical à deux couleurs, presses à rétrécissement, presses rotatives, presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical avec attachement pour deuxième couleur, soit automatiques ou margées à la main, pas moins d'un compagnon pressier pour chaque presse en opération.

Les autres salariés employés sur ces presses peuvent être:

i. dans la Zone I des assistants-pressiers, des apprentis pressiers, des margeurs ou des stagiaires; et

ii. dans les Zones II et III des assistants-pressiers, des margeurs et des apprentis.

Les stagiaires dans la Zone I et les apprentis dans les Zones II et III sont régis quant à leur nombre pour l'article X du présent décret."

7° Le paragraphe "d" de l'article XIX est remplacé par le suivant:

Department in Zone I, an assistant pressman or an apprentice pressman) who performs any of the operations listed in Section XXIII Subsections e, e and f, shall be considered as an apprentice (or in the case of the Press Department of Zone I as a "starting press apprentice)."

6. Section XI is delated and replaced by the following:

"XI. The rules governing the operation of presses shall be as follows:

a) For all platen presses and automatic job presses, not less than one journeyman pressman for the first three (3) presses or fraction thereof in operation, and one additional journeyman pressman for each three (3) additional presses of fraction thereof in operation, shall be employed. Other employees engaged on such presses may be:

i. in Zone I, assistant pressmen, apprentice pressmen, feeders and starting press apprentices and

ii. in Zones II and III, assitant pressmen feeders and apprentices.

Starting press apprentices in Zone I and apprentices in Zones II and III shall be subject in respect of numbers, to Section X of the present Decree.

b) For all cylinder presses (exluding automatic job presses) up to but not including sixty-eight (68) inches, not less than one journeyman pressman for the first two (2) presses or fraction thereof in operation, and one (1) additional journeyman pressman for every two (2) additional presses or fraction thereof in operation, shall be employed. Other employees engaged on such presses may be:

i. In Zone I, assistant pressmen, apprentice pressmen, feeders and starting press apprentices; and

ii. in Zones II and III, assistant pressmen, feeders and apprentices.

Starting press apprentices in Zone I and apprentices in Zones II and III shall be subject in respect of numbers, to Section X of the present decree.

c) For all presses sixty-eight (68) inches and over; all two-colour flat bed cylinder presses, perfecting presses, rotary presses, flat bed cylinder presses with special attachments for second colour — whether automatic or hand fed — not less than one (1) journeyman pr ssm n for each press in operation shall be employ ed.

Other employees engaged on such presses may be:

i. in Zone I, assistant presmen, apprentice pressmen, feeders and starting press apprentices; and

ii. in Zones II and III, assistant pressmen, feeders and apprentices.

Starting press apprentices in Zone I and apprentices in Zones II and III shall be subject in respect of numbers, to Section X of the present decree.

7. Subsection "d" of section XIX is replaced by the following:

"d) APPRENTIS — APPRENTICES:

i) Atelier de Composition, Règlage, Coupage, Reliure et Finition — Composition, Ruling, Cutting, Bindery and Finishing Departments:

Taux horaires minima
Minimum hourly rates
Zones

		Zones			
		I	II	III	
1ère année,	1er semestre — 1st year,	1st six months	\$0.53	\$0.46	\$0.43
	2ième semestre —	2nd six months	0.56	0.47	0.44
2ième année,	1er semestre — 2nd year,	1st six months	0.59	0.51	0.49
	2ième semestre —	2nd six months	0.60	0.52	0.50

3ième année, 1er semestre	— 3rd year, 1st six months	0.73	0.64	0.62
2ième semestre	— 2nd six months	0.81	0.70	0.67
4ième année, 1er semestre	— 4th year, 1st six months	0.88	0.75	0.73
2ième semestre	— 2nd six months	0.99	0.84	0.80
5ième année, 1er semestre	— 5th year, 1st six months	1.17	1.02	0.96
2ième semestre	— 2nd six months	1.28	1.06	0.99
6ième année, 1er semestre	— 6th year, 1st six months	1.37	1.11	1.05
2ième semestre	— 2nd six months	1.45	1.18	1.12
ii) <i>Atelier d'impression (toutes presses) — Printing shop (all presses):</i>				
1ère année, 1er semestre	— 1st year, 1st six months	0.54	0.45	0.40
2ième semestre	— 2nd six months	0.65	0.54	0.49
2ième année, 1er semestre	— 2nd year, 1st six months	0.77	0.64	0.58
2ième semestre	— 2nd six months	0.89	0.74	0.67
3ième année, 1er semestre	— 3rd year, 1st six months	1.01	0.84	0.76
2ième semestre	— 2nd six months	1.13	0.94	0.85
4ième année, 1er semestre	— 4th year, 1st six months	1.25	1.04	0.94
2ième semestre	— 2nd six months	1.37	1.13	1.04
iii) <i>Presses — Groupe B-i — Presses — Group B-i:</i>				
5ième année — 5th year		1.43	1.14	1.08
6ième année — 6th year		1.45	1.15	1.09
7ième année — 7th year		1.47	1.17	1.11
iv) <i>Presses — Groupes B-ii et B-iii — Presses — Groups B-ii and B-iii:</i>				
5ième année — 5th year		1.48	1.18	1.12
6ième année — 6th year		1.56	1.30	1.20
7ième année — 7th year		1.64	1.42	1.29

8° Les alinéas "b" et "g" du paragraphe "2" de l'article I sont remplacés par les suivants:

"b) Toutes personnes employées à produire des imprimés sur métal pur ou alliage de métaux, bois, sacs en jute ou de papier, tubes d'expédition, papier tenture, caoutchouc ou cuir."

"g) Toutes personnes employées à produire des imprimés dans les établissements manufacturant des papiers de fantaisie pour étalage, du papier dentelle, des cartons d'expédition (boîtes de carton pliantes ou rigides), à condition que ces personnes limitent leur travail à l'impression de produits manufacturés et vendus par leurs établissements respectifs."

9° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "2" de l'article I:

"k) Toute personne affectée aux travaux d'impression dans les établissements où l'on manufacture ou transforme le coton, la rayonne ou autres produits du textile, pourvu que telle personne soit, de façon régulière, à l'emploi d'un établissement dont c'est l'occupation principale de manufacturer, de transformer ou de vendre les produits du textile."

(Document "F" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

33464-o

8. Paragraphs "b" and "g" of subsection "2" of section I are replaced by the following:

"b) All persons engaged in the production of printing on pure metal or an alloy of metals, wood, jute or paper bags, mailing tubes, wall paper, rubber and leather."

"g) All persons engaged in the production of printing in plants manufacturing tissue paper products, shelving, paper doilies, shipping containers (folding or set-up boxes), provided such persons limit their work to printing on products manufactured and sold by their respective establishments."

9. The following paragraph is added to subsection "2" of section I:

"k) All persons engaged in the production of printing in plants manufacturing or processing cotton, rayon or other textile products, provided such persons are regularly employed by an establishment whose principal business is the manufacturing, processing or sale of textile products."

(Document "F" annexed to the order)

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

33464-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Numéro 1065

Québec, le 15 octobre 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "G"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la cité de Sherbrooke et un rayon de trois (3) milles de ses limites.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3825 du 12 octobre 1944, relatif aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de trois (3)

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1065

Quebec, October 15, 1952.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "G"

CONCERNING the repeal of the decree relating to charitable institutions, hospitals and asylums in the city of Sherbrooke and a radius of three (3) miles from its limits.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the decree number 3825 of October 12, 1944, relating to charitable institutions, hospitals and asylums in the city of Sherbrooke and a radius of three (3) miles from its limits, and all its

milles de ses limites, et tous ses amendements, soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit à compter du 21 octobre 1952.

(Document "G" annexé à l'arrêté)

33464-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

amendments, be annulled and repealed for all purposes of the law from October 21, 1952.

(Document "G" annexed to the order)

33464-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 109 du 3 février 1949, relatif aux établissements commerciaux de la ville de Roberval.

L'alinéa suivant sera ajouté à l'échelle de salaires apparaissant au paragraphe "a" de l'article XIII;

"Le gérant d'un établissement commercial de détail dont le chiffre d'affaires est inférieur à \$100,000.00, peut être rémunéré au même taux que le chef de département ou premier commis."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Québec, le 25 octobre 1952.
Ministère du Travail,

33464-o Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

AVIS D'APPROBATION DE REGLEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le règlement spécial du Comité conjoint de bijouterie et d'horlogerie du Québec, rendant le certificat de qualification obligatoire, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 275-C du 4 mars 1948, a été modifié par un nouveau règlement d'amendement adopté par l'arrêté en conseil numéro 1065-D du 15 octobre 1952.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes, constituant le nouveau deuxième paragraphe dudit règlement spécial, ont été déclarées obligatoires:

"Le Comité paritaire crée un bureau d'examineurs composé de quinze (15) membres, pour déterminer la qualification des salariés et émettre les certificats de qualification. Ce bureau peut être divisé en trois (3) sections couvrant chacune une région déterminée de la juridiction territoriale du décret. Les séances d'examen auront lieu à Drummondville, Sherbrooke et Chicoutimi ou dans tout autre endroit choisi par les cinq (5) examinateurs de chaque section. Le quorum requis pour chaque séance sera de trois (3) membres.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 15 octobre 1952. 33464-o

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to recommend the approval of the following amendment to decree number 109 of February 3, 1949, relating to the commercial establishments of the town of Roberval.

The following paragraph will be added to the wage scale contained in subsection "a" of section XIII:

"The manager of a retail commercial establishment with an annual turnover of less than \$100,000.00 may be remunerated on the same basis as the departmental manager or head clerk.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Quebec, October 25, 1952.
Department of Labour,

33464-o GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAW

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the special by-law of the Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec which rendered the certificate of competency obligatory, approved by Order in Council number 275-C of March 4, 1948, has been amended by a new amending by-law adopted by Order in Council number 1065-D of October 15, 1952.

In pursuance of the Act, the following provisions which will become the second paragraph of the said special by-law have been rendered obligatory:

"The Parity Committee forms a board of examiners composed of fifteen (15) members to determine the competency of employees and issue certificates of competency. This board may be divided into three (3) sections, each covering a determined district of the territorial jurisdiction of the decree. Examination sittings will take place in Drummondville, Sherbrooke and Chicoutimi, or in any other locality chosen by the five (5) examiners of each section. The quorum required for each sitting shall be three (3) members."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Québec, October 25, 1952. 33464-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le règlement suivant adopté par le Comité conjoint de l'industrie de la peinture, a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1065-C du 15 octobre 1952 et ajouté à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1043-E du 8 octobre 1952.

En vertu de la Loi, ledit règlement dont le texte suit, a été rendu obligatoire:

Tenue d'un registre: Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 891 du 28 août 1952, la tenue d'un registre indiquant les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, l'heure exacte à laquelle le travail a été commencé, interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et les salaires payés avec mention du mode et de la période de paiement ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 25 octobre 1952. 33464-o

NOTICE OF APPROVAL OF A BY-LAW

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the following by-law, adopted by the Joint Committee of the Paint Industry has been approved by Order-in-Council No. 1065-C of October 15, 1952 and added to the constitution and general by-laws of the said parity-committee already approved by Order-in-Council No. 1043-E of October 8, 1952.

In pursuance of the Act, the said following by-law has been rendered obligatory:

Keeping of a register: In accordance with paragraph "g" of Article 20 of the Act, the Joint Committee renders obligatory, for all professional employers regulated by Decree No. 891 of the 28th of August 1952, the keeping of a register in which are shown the name in full and residence of the employee in their employ, his competency, the exact hour at which the work began, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of the work and wages paid, with mention of the method and time of payment, and all information deemed useful in the application of the decree.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Québec, October 25, 1952. 33464-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Marchands de Magog, établi en exécution du décret numéro 851 du 19 juillet 1950, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1065 du 15 octobre 1952, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 13 octobre 1952 au 12 octobre 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 851 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 851 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Merchants of Magog, formed under decree number 851 of July 19, 1950, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1065 of October 15, 1952, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter given:

1. Assessments

The period of levy extends from October 13, 1952 to October 12, 1953; it shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 851, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree, number 851, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their remuneration.

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms on which all the particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's pay.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le dernier jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire des Marchands de Magog, pour la période comprise entre le 13 octobre 1952 et le 12 octobre 1953.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MARCHANDS DE MAGOG

Siège social: Magog

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 13 octobre 1952 et le 12 octobre 1953.

<i>Recette:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 865.00
Salariés.....	865.00
	\$1,730.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire-trésorier-inspecteur.....	1,200.00
Loyer du bureau.....	240.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes.....	65.00
Vérification des livres.....	20.00
Assurance et frais de cautionnement.....	5.00
Jetons de présence aux membres du comité.....	100.00
Dépenses diverses et imprévues.....	100.00
	\$1,730.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 octobre 1952 33464-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Commerce de Gros et de Détail de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1721, du 16 décembre 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1065 du 15 octobre 1952, section "A", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the last day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer and the employee, without notice.

Should a professional employer refuse to pay or to give the particulars required, he shall be given five days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Merchants of Magog for the period between October 13, 1952 and October 12, 1953.

THE PARITY COMMITTEE OF MERCHANTS OF MAGOG

Head Office: Magog

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 13, 1952 and October 12 1953.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 865.00
Employees.....	865.00
	\$1,730.00
<i>Disbursements:</i>	
Salary of the secretary-inspector.....	\$1,200.00
Office rent.....	240.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams.....	65.00
Union.....	20.00
Insurance and fidelity bond.....	5.00
Committee members' meeting expenses.....	100.00
Miscellaneous and unforeseen expenses.....	100.00
	\$1,730.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 25, 1952. 33464-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski, formed under decree No. 1721 of December 16, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1065 of October 15, 1952, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1952 au 31 octobre 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1721 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1721 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$40.30 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1721 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le vingt (20) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assertation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés probables prévus par le Comité paritaire du Commerce de Gros et de Détail de Rimouski pour la période comprise entre le premier novembre 1952 et le 31 octobre 1953.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL DE RIMOUSKI

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er novembre 1952, et le 31 octobre 1953.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeur professionnels.....	\$2,600.00
Employés.....	2,600.00

1. Assessments

The period of levy extends from November 1, 1952, to October 31, 1953; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree number 1721, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 1721, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i. e. \$40.30 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 1721, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 20th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisans and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days notice shall given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski for the period between November 1, 1952, and October 31, 1953.

WHOLESALE AND RETAIL TRADE JOINT COMMITTEE OF RIMOUSKI

Estimate of the receipts and disbursements for the period between November 1, 1952, and October 31, 1953.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$2,600.00
Employees.....	2,600.00

Artisans	650.00	Artisans	650.00
	<u>\$5,850.00</u>		<u>\$5,850.00</u>
<i>Déboursés:</i>		<i>Disbursements:</i>	
Salaire:		Wages:	
Secrétaire	900.00	Secretary	900.00
Inspector-trésorier	2,400.00	Inspector-treasurer	2,400.00
Loyer de bureau	480.00	Office rent	480.00
Frais légaux	300.00	Legal fees	300.00
Papeterie, impression, timbres et télégrammes	400.00	Stationery, printing, postage and telegrams	400.00
Vérification	175.00	Auditing	175.00
Assurance cautionnement	5.00	Fidelity Bond	5.00
Assurance incendie	6.05	Fire insurance	6.05
Jetons de présence	520.00	Members' attendance fees	520.00
Publicité	100.00	Publicity	100.00
Dépenses diverses et imprévues	563.95	Various and unforeseen expenses	563.95
	<u>\$5,850.00</u>		<u>\$5,850.00</u>
Le Sous-ministre du Travail, GÉRARD TREMBLAY.		GÉRARD TREMBLAY, Deputy Minister of Labour.	
Ministère du Travail, Québec, le 25 octobre 1952.	33464-o	Department of Labour, Quebec, October 25, 1952.	33464-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 43

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:	
Roy vs Boyce	2568
ARRÊTÉS EN CONSEIL:	
1065, section "E" — Employés de garages de Rimouski	2595
1065, section "F" — Imprimerie de Montréal	2598
1065, section "G" — Institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices de Sherbrooke	2601
1073 — Concernant l'approbation du règlement numéro 18 de la Commission des Accidents du Travail de Québec	2595
AVIS AUX INTÉRESSÉS:	2529
AVIS DIVERS:	
Aluminum Company of Canada, Limited (Construction d'une usine)	2569
Hudson Curling Club Inc. (Directeurs)	2571
Hydraulic Machinery Company, Limited (Directeurs)	2570
L'Association des Mesureurs de Bois Licenciés de la province de Québec (Règlement)	2569
Le Syndicat National des Camionneurs "F" de la Région de Québec (Formation)	2570
Robapharm (Canada) Limited (Directeurs)	2571
Syndicat des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses de Magog Inc. (Formation)	2570
Syndicat des Éducatrices Catholiques de Hull (Formation)	2570
BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:	
Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session	2542
CHARTES — ABANDON DE:	
Marjorie Daw Fashions Inc.	2571
Modern Investment Inc.	2572

Index of the Quebec Official Gazette, No. 43

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:	
Roy vs Boyce	2568
ORDERS IN COUNCIL:	
1065, part "E" — Garage employees of Rimouski	2595
1065, part "F" — Printing of Montreal	2598
1065, part "G" — Charitable institutions, hospital and asylums of Sherbrooke	2601
1073 — Concerning the approval of regulation number 18 of the Workmen's Compensation Commission of Quebec	2595
NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2529
MISCELLANEOUS NOTICES:	
Aluminum Company of Canada, Limited (Construction of a work)	2569
Hudson Curling Club Inc. (Directors)	2571
Hydraulic Machinery Company, Limited (Directors)	2570
Province of Quebec Licensed Cullers' Association (By-Law)	2569
Le Syndicat National des Camionneurs "F" de la Région de Québec (Formation)	2570
Robapharm (Canada) Limited (Directors)	2571
Syndicat des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses de Magog Inc. (Formation)	2570
Syndicat des Éducatrices Catholiques de Hull (Formation)	2570
BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:	
Relating to private bills to be introduced during the coming session	2542
CHARTERS — SURRENDER OF:	
Marjorie Daw Fashions Inc.	2571
Modern Investment Inc.	2572

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES:

Cape Copper Mines Limited	2572
Inlet Mining Corporation Limited	2572
Kerromac Mining Company Limited	2572

COMPAGNIES DISSOUTES:

Beauce Monuments Ltée	2573
Compagnie de Bois du Golfe Ltée — Gulf Lumber Co. Ltd.	5273
Drake Investment & Realty Co. Limited	2573
Gagnon & Mauger Co. Ltée	2573
Niki Incorporated	2573
Standard Agencies Co.	2574
Suzorite Company Limited	2574
Textile Distributors Inc.	2574

CURATELLE PUBLIQUE:

Marchand, Succession vacante de Sévère	2574
--	------

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Acton Vale, ville de	2561
Asbestos, ville de	2556
Association des Chiropraticiens de la province de Québec, Incorporée	2553
Baie Comeau, ville de	2560
Barbeau, Succession Alexandre-H.	2562
Bedford, ville de	2559
Bélanger, Succession Dame Eva	2563
Bromptonville, ville de	2563
Cap-de-la-Madeleine, cité de	2548
Champagne, H.-Adélar <i>et al.</i>	2543
Congrégation Beth Moïshe	2556
Cooney, John Harold <i>et al.</i>	2557
Côte St-Luc, commissaires d'écoles de	2545
Corporation des opticiens d'ordonnances de la province de Québec	2555
Corporation du Séminaire de Nicolet	2553
Côte St-Luc, ville de	2554
Drummondville Protestant Cemetery Company Incorporated	2550
East-Angus, ville de	2568
Fortier, Succession Henri	2547
Grand'Mère, cité de	2543
Hauterive, commissaire d'écoles de	2561
Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins	2543
Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec	2560
Hull, commissaires d'écoles catholiques de la cité de	2544
Lachine, cité de	2562
La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence	2552
La Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec	2553
La Protection de la Jeunesse Féminine	2548
LaSalle, ville de	2554
Laval Ouest, ville de	2545
L'Église Syrienne Orthodoxe Apostolique d'Antioche	2549
Les Écoles Ménagères Provinciales	2547
Meyerovitch, Peretz Nathan Cyril	2562
Miquelon, Jean-Robert	2545
Mont-Joli, ville de	2545
Mont-Royal, ville de	2549
Montréal, cité de	2564
Montréal-Nord, ville de	2567
Murdochville, ville de	2547
Nemiroff, Dame Sybil <i>et vir</i>	2554
Pointe-au-Pic, village de	2564
Pointe-Calumet, village de	2546
Pointe-Claire Ville, commissaire d'écoles de	2562

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:

Cape Copper Mines Limited	2572
Inlet Mining Corporation Limited	2572
Kerromac Mining Company Limited	2572

COMPANIES DISSOLVED:

Beauce Monuments Ltée	2573
Compagnie de Bois du Golfe Ltée — Gulf Lumber Co. Ltd.	2573
Drake Investment & Realty Co. Limited	2573
Gagnon & Mauger Co. Ltée	2573
Niki Incorporated	2573
Standard Agencies Co.	2574
Suzorite Company Limited	2574
Textile Distributors Inc.	2574

PUBLIC CURATORSHIP:

Marchand, vacant Estate of Sévère	2574
---	------

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Acton Vale, town of	2561
Asbestos, town of	2556
Quebec Chiropractic Association, Incorporated	2553
Baie Comeau, town of	2560
Barbeau, Estate of Alexandre-H.	2562
Bedford, town of	2559
Bélanger, Estate of	2563
Bromptonville, town of	2563
Cap-de-la-Madeleine, city of	2548
Champagne, H.-Adélar <i>et al.</i>	2543
Congregation Beth Moïshe	2556
Cooney, John Harold <i>et al.</i>	2557
Côte St-Luc, School Commissioners of	2545
Corporation of Dispensing Opticians of the Province of Quebec	2555
Corporation of the Seminary of Nicolet	2553
Côte St-Luc, town of	2554
Drummondville Protestant Cemetery Company Incorporated	2550
East-Angus, town of	2568
Fortier, Estate of Henri	2547
Grand'Mère, city of	2543
Hauterive, School Commissioners of	2561
Brome-Missisquoi-Perkins Hospital	2543
Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec	2560
Hull, Catholic School Commissioners of the City of	2544
Lachine, city of	2562
La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence	2552
La Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec	2553
La Protection de la Jeunesse Féminine	2548
LaSalle, town of	2554
Laval West, town of	2545
L'Église Syrienne Orthodoxe Apostolique d'Antioche	2549
Les Écoles Ménagères Provinciales	2547
Meyerovitch, Peretz Nathan Cyril	2562
Miquelon, Jean-Robert	2545
Mont-Joli, town of	2545
Mount Royal, town of	2549
Montreal, city of	2564
Montreal-North, town of	2567
Murdochville, town of	2547
Nemiroff, Dame Sybil <i>et vir</i>	2554
Pointe-au-Pic, village of	2564
Pointe-Calumet, village of	2546
Pointe-Claire town, School Commissioners of	2562

Présentation de la Ste-Vierge (Dorval), commissaires d'écoles de la	2561	Présentation de la Ste-Vierge (Dorval), School Commissioners of	2561
Québec, Commission des Écoles Catho- liques de	2546	Québec, Catholic School Commission of	2546
Richmond, ville de	2563	Richmond, town of	2563
Rivière-du-Loup, cité de	2549	Rivière-du-Loup, city of	2549
Rivière-du-Loup, commissaires d'écoles de la cité de	2551	Rivière-du-Loup, School Commissioners of the city of	2551
Sept-Iles, ville de	2550	Sept-Iles, town of	2550
Shawinigan Falls, cité de	2564	Shawinigan Falls, city of	2564
Sherbrooke, cité de	2557	Sherbrooke, city of	2557
Sillery, cité de	2554	Sillery, city of	2554
Société coopérative fédérée des agricul- teurs de la province de Québec (Coo- pérative Fédérée de Québec)	2567	Société coopérative fédérée des agricul- teurs de la province de Québec (Que- bec Federated Co-operative)	2567
Ste-Foy, ville de	2566	Ste-Foy, town of	2566
St-Charles, commissaires d'écoles du village de	2550	St-Charles, School Commissioners of the village of	2550
St-Hyacinthe, cité de	2558	St-Hyacinthe, city of	2558
St-Joseph d'Alma, commissaires d'écoles de la ville de	2565	St-Joseph d'Alma, School Commis- sioners of the town of	2565
St-Joseph d'Alma, ville de	2565	St-Joseph d'Alma, town of	2565
St-Laurent, paroisse de	2559	St-Laurent, parish of	2559
St-Marc, commissaires d'écoles de	2544	St-Marc, School Commissioners of	2544
St-Michel, ville de	2567	St-Michel, town of	2567
Syndics Apostoliques des Frères Mi- neurs ou Franciscains	2561	Syndics Apostoliques des Frères Mi- neurs ou Franciscains	2561
The Montreal Thistle Curling Club	2555	The Montreal Thistle Curling Club	2555
Thetford Mines, cité de	2552	Thetford Mines, city of	2552
Trois-Pistoles, ville de	2558	Trois-Pistoles, town of	2558
Trois-Rivières, commission des écoles catholiques de	2551	Trois-Rivières, Catholic School Com- mission of	2551
Val d'Or, ville de	2557	Val d'Or, town of	2557
Windsor, ville de	2544	Windsor, town of	2544
Zubkowski, Ludwik Rabcewicz	2548	Zubkowski, Ludwik Rabcewicz	2548

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Des Buissons	2575
Hudson (Catholique)	2575
Latour, canton de	2575
St-Charles-Borromée	2575

MINES:

Révocation de concessions de mine	2576
---	------

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Ascot, canton de	2576
Ely, canton de	2576
Lauzon, village de	2576
Pointe-aux-Trembles, paroisse de	2577

TRAVAIL:

Bijouterie et horlogerie du Québec (Règlement)	2602
Commerce de gros et de détail de Ri- mouski (Prélèvement)	2604
Établissements commerciaux de Rober- val (Modification)	2602
Marchands de Magog (Prélèvement)	2603
Peinture (Règlement)	2603

EXAMENS DU BARREAU:

Bas St-Laurent: étude du droit	2577
--	------

LETTRES PATENTES:

Albone Building Ltd.	2532
American Asbestos Co., Ltd.	2532
Automatic Distributors Ltd.	2532

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

Des Buissons	2575
Hudson (Catholic)	2575
Latour, township of	2575
St-Charles-Borromée	2575

MINES:

Cancellation of mining concessions	2576
--	------

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Ascot, township of	2576
Ely, township of	2576
Lauzon, village of	2576
Pointe-aux-Trembles, parish of	2577

LABOUR:

Jewellery and horology of Quebec (By- Law)	2602
Wholesale and retail trade of Rimouski (Levy)	2604
Commercial establishments of Roberval (Amendment)	2602
Merchants of Magog (Levy)	2603
Paint (By-Law)	2603

BAR EXAMINATIONS:

Lower St. Lawrence: study of law	2577
--	------

LETTERS PATENT:

Albone Building Ltd.	2532
American Asbestos Co., Ltd.	2532
Automatic Distributors Ltd.	2532

Bakery & Confectionery Workers' Welfare Assn. Inc.	2533
Barbeau, Bédard & Robert Limitée.	2533
Belvedere Petroleums Ltd.	2533
Canadian Dearborn Oil & Gas Corporation	2534
Chambly, ville de.	2530
Club Social N.D.V. Inc.	2534
Domaine du Tour Inc.	2535
Fairview Garments Inc.	2535
Grillmor Limited	2535
Le Comptoir Pharmaceutique Limitée.	2536
Legendre Automobile Inc.	2536
Les Élans de Sherbrooke Inc.	2536
Les Entreprises d'Argenteuil Inc.—Argenteuil Enterprise Inc.	2537
Matériaux de Construction Richelieu Inc.—Richelieu Builders Supply Inc.	2537
Maurice Moiriat Inc.	2537
Perfection Textile Company.	2538
R. Bouchard Transport Ltée — R. Bouchard Transport Ltd.	2538
Roberval Saguenay Glass Heat, Incorporated.	2538
Société Colombienne de Ste-Agathedes-Monts, Inc.	2539
Super-Sew Incorporated	2534
Villa Mon Foyer.	2539
Z. I. Diner, Inc.	2540

Bakery & Confectionery Workers' Welfare Assn. Inc.	2533
Barbeau, Bédard & Robert Limitée.	2533
Belvedere Petroleums Ltd.	2533
Canadian Dearborn Oil & Gas Corporation	2534
Chambly, town of.	2530
Club Social N.D.V. Inc.	2534
Domaine du Tour Inc.	2535
Fairview Garments Inc.	2535
Grillmor Limited	2535
Le Comptoir Pharmaceutique Limitée.	2536
Legendre Automobile Inc.	2536
Les Élans de Sherbrooke Inc.	2536
Les Entreprises d'Argenteuil Inc.—Argenteuil Enterprise Inc.	2537
Matériaux de Construction Richelieu Inc.—Richelieu Builders Supply Inc.	2537
Maurice Moiriat Inc.	2537
Perfection Textile Company.	2538
R. Bouchard Transport Ltée — R. Bouchard Transport Ltd.	2538
Roberval Saguenay Glass Heat, Incorporated.	2538
Société Colombienne de Ste-Agathedes-Monts, Inc.	2539
Super-Sew Incorporated	2534
Villa Mon Foyer.	2539
Z. I. Diner, Inc.	2540

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Beverley Apartments Inc.	2540
G. Chamberland Inc.	2540
H. J. O'Connell, Limited.	2541
Imperial Union School Supplies Ltd.	2541
La Manufacture de Bois à Planchers, Inc.	2541
Mason-Neilan Regulator Company Limited	2541
Mutual Steel and Metals Corporation.	2542
New Senator-Rouyn Limited.	2542
Wincraft Clothes Ltd.	2542

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Beverley Apartments Inc.	2540
G. Chamberland Inc.	2540
H. J. O'Connell, Limited.	2541
Imperial Union School Supplies Ltd.	2541
La Manufacture de Bois à Planchers, Inc.	2541
Mason-Neilan Regulator Company Limited	2541
Mutual Steel and Metals Corporation.	2542
New Senator-Rouyn Limited.	2542
Wincraft Clothes Ltd.	2542

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

British Northwestern Insurance Company	2577
--	------

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

British Northwestern Insurance Company	2577
--	------

NOMINATION:

Desmarais, Roland Dr.	2577
----------------------------	------

APPOINTMENT:

Desmarais, Roland Dr.	2577
----------------------------	------

ORDRE DE COUR:

Leroux vs Coulombe	2578
--------------------------	------

RULE OF COURT:

Leroux vs Coulombe	2578
--------------------------	------

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.	2578
--	------

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business.	2578
---	------

SIÈGES SOCIAUX:

Barvue Extension Mines & Oils Limited	2579
Bumeda Steel Products Ltd.	2579
Lambert & Co., Ltd.	2579

HEAD OFFICES:

Barvue Extension Mines & Oils Limited	2579
Bumeda Steel Products Ltd.	2579
Lambert & Co., Ltd.	2579

SOUMISSIONS:

Aylmer, syndics d'écoles protestantes de	2583
Cox, commissaires d'écoles protestantes de	2581
LaSalle, commissaires d'écoles de la ville de	2580
Sorel, commissaires d'écoles de la cité de	2582

TENDERS:

Aylmer, Protestant School Trustees of	2583
Cox, Protestant School Commissioners of	2581
LaSalle, School Commissioners of the town of.	2580
Sorel, School Commissioners of the city of.	2582

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:		SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:	
Canadian Pacific Railway Company. . .	2584	Canadian Pacific Railway Company. . .	2584
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Desroches, David.	2584	Desroches, David.	2584
VENTES PAR LICITATION:		SALES BY LICITATION:	
Labrecque vs Gross.	2585	Labrecque vs Gross.	2585
Pelletier vs Piché <i>et al.</i>	2586	Pelletier vs Piché <i>et al.</i>	2586
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Cowansville, ville de	2587	Cowansville, town of.	2587
Hull, cité de.	2588	Hull, city of.	2588
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
GASPÉ:		GASPÉ:	
Robin Jones & Whitman Limited vs De Ste-Croix.	2591	Robin Jones & Whitman Limited vs De Ste-Croix.	2591
Les Sœurs de la Charité de Québec vs Chevarie.	2591	Les Sœurs de la Charité de Québec vs Chevarie.	2591
HULL:		HULL:	
The Ottawa Brick and Terra Cotta Co. Ltd. vs Mineault.	2592	The Ottawa Brick and Terra Cotta Co. Ltd. vs Mineault.	2592
RICHELIEU:		RICHELIEU:	
Gill vs Lyonnais.	2592	Gill vs Lyonnais.	2592
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Castonguay vs Beaudoin.	2593	Castonguay vs Beaudoin.	2593
Joubert <i>et al</i> vs Plourde.	2593	Joubert <i>et al</i> vs Plourde.	2593
ROUYN-NORANDA:		ROUYN-NORANDA:	
Luneau vs Morin	2593	Luneau vs Morin	2593
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
Bishop vs Veilleux	2594	Bishop vs Veilleux	2594
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Farmer's Supply Company vs Giroux. .	2394	Farmer's Supply Company vs Giroux. .	2594
33436-o		33436-o	